



BULLETIN D'INFORMATION DE "SOLIDARITÉ CATALANE"

PARIS, le 25 Avril 1945



SALUTATION

SOLIDARITE CATALANE, mouvement patriotique d'entente, fut constitué à Paris le 6 janvier par les partis catalans suivants : Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche Républicaine de la Catalogne), Acció Catalana Republicana (Action Catalane Républicaine), Lliga Catalana (Ligue Catalane), Unió Democràtica de Catalunya (Union Démocratique de la Catalogne), Estat Català (Etat Catalan) et par les deux fronts de la résistance intérieure en Catalogne « Front de la Llibertat » (Front de la Liberté) et « Front Nacional de Catalunya » (Front National de la Catalogne).

SOLIDARITE CATALANE présente aujourd'hui ce

bulletin d'information qui paraîtra régulièrement et dont le but sera de renseigner nos amis français et alliés de l'état de la lutte soutenue par la Catalogne pour rentrer dans la possession des libertés individuelles et collectives qui furent enlevées aux Catalans, voici six ans, par les armes des généraux insurgés contre la République Espagnole avec l'appui de Mussolini et d'Hitler.

Ce Bulletin d'Information se fera donc l'écho de nos luttes et de nos espoirs dans une prochaine libération de notre Patrie. A travers ces pages nous saluons tous les Français et tous les hommes libres des Nations Unies et nous les remercions de leur aide et de l'attention qu'ils voudront bien nous prêter.

La France accueille ces jours-ci avec tendresse et fierté ceux de ses fils qui étaient en captivité et que l'avance des armées alliées au cœur de l'Allemagne a mis en liberté. Elle se penche avec émotion sur leur détresse et sur le long martyre qu'ils ont eu à endurer. Les Catalans partagent ces sentiments et saluent avec respect ces hommes, prisonniers de guerre, déportés politiques ou requis du travail obligatoire, qui ont témoigné par leur souffrance de leur espoir dans la France et dans le triomphe de la liberté.

Nous partageons à double titre ces sentiments, puisque parmi ces millions d'esclaves que la progression foudroyante des Alliés va enfin rendre à la libre existence, il se trouve un grand nombre de Catalans, un grand nombre d'Espagnols. Faut-il rappeler qu'en 1939 nombreux furent les réfugiés qui, sans même avoir pu se reposer de la longue lutte dans laquelle le poids des armées d'Hitler et Mussolini les avaient écrasés, s'engagèrent dans les bataillons de marche de la Légion Etrangère et montèrent dans les avant-postes de la Ligne Maginot ? Un assez grand nombre se battit courageusement mais fut fait prisonnier dans la débâcle de Mai-Juin 1940.

Mais il y a les autres. Il y a ceux qui combattaient dans les rangs de la Résistance et furent arrêtés par la Gestapo et déportés, s'ils avaient été assez

LE RETOUR des prisonniers

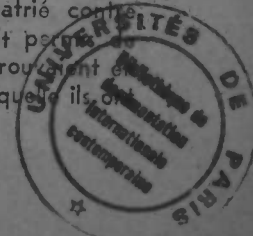
heureux pour échapper au peloton d'exécution. Il y a ceux qui furent livrés par le Gouvernement de Vichy comme du bétail humain et qui formèrent dans les rangs des requis du travail obligatoire en Allemagne. Dans les camps de concentration du Verné d'Ariège et de Saint Cyprien, dans les groupes de Travailleurs Etrangers, on puisa à pleines mains pour fournir aux Allemands des bras et des victimes.

Les Catalans savent que la France généreuse qui leur donna accueil et sauva leur vie un jour n'a rien à voir avec les actes d'une poignée d'hommes qui disaient la représenter. Ils savent que les Français souffraient comme eux de cette oppression et de cette soumission honteuse aux ordres des Allemands. Et ils sont fiers d'avoir pu combattre côte à côte avec eux pour rendre à la France sa liberté et son honneur.

Si nous rappelons aujourd'hui l'existence de quelques milliers de Républicains espagnols, parmi lesquels un grand nombre de Catalans, dans les Stalags et les Camps de concentration allemands, ce n'est donc pas pour faire

état de leur héroïsme ou des souffrances qu'ils ont eu à endurer, mais parce que nous espérons que le Gouvernement Provisoire de la République Française voudra donner à ces hommes qui vont rentrer en liberté les mêmes droits qu'ont les Français à en jouir pleinement. Ce serait une lourde erreur, qui pourrait être de terribles conséquences pour beaucoup d'entre eux, qu'on les rapatriât en Espagne, en faisant état peut-être d'une soi-disant amnistie qu'aucune vraie garantie n'accompagne.

Nous demandons donc aux Autorités françaises et alliées de considérer ces hommes-là comme ce qu'ils sont : des prisonniers de guerre ou des déportés politiques, pour la protection desquels le gouvernement de Franco n'a jamais rien fait, puisqu'il les considérait comme des ennemis et qu'il leur réserverait un traitement correspondant s'ils tombaient dans son pouvoir. « Solidarité Catalane », dont le devoir est de protéger les Catalans qui sont en exil et qui ont démontré leur fidélité aux idéaux de Liberté et de Démocratie pour lesquels se sont battues les Nations Unies, demande qu'aucun des ressortissants espagnols déportés ou prisonniers en Allemagne ne soit rapatrié contre sa volonté et qu'il leur soit permis de regagner la France, où ils trouveront en 1939 un sûr asile et pour lequel ils ont combattu et souffert.



4094366

B.D.I.C.



21 00180898

Ce que révèle le budget de l'Espagne franquiste

La publication du Budget de l'Etat espagnol pour 1945 permet à la revue catalane « Quaderns » de faire quelques considérations sur la politique de l'Espagne de Franco telle qu'elle apparaît à travers ces chiffres éloquentes.

Le discours de présentation de ce Budget, fait par le ministre des Finances, contient quelques affirmations que le commentateur souligne ainsi :

« La première affirmation de ce discours est que le budget de l'année en cours marque et confirme « un arrêt dans les dépenses ». Si le ministre fait allusion aux dépenses militaires, cette affirmation est inexacte, puisque dans le budget ordinaire elles augmentent de 2.763 à 2.935 millions de pesetas, et dans le budget extraordinaire, de 1.303 à 2.403 millions, ce qui fait une augmentation de 1.272 millions pour une année, soit plus de 31%. Si le ministre voulait parler des chapitres destinés à la Phalange et à la Police, il faut dire que ceux-ci sont augmentés de plus de 10%, quoiqu'ils étaient déjà bien surchargés. Etant donné qu'il parle de la « restauration — déjà assez avancée — des destructions produites pendant notre Croisade », on pourrait croire qu'il fait allusion aux Travaux Publics ou à l'Agriculture, mais dans ce cas nous nous tromperions lourdement, puisque les dépenses correspondantes à ces chapitres, au lieu d'augmenter, diminuent globalement de 39 et 25% respectivement sur celles de l'année dernière. Uniquement on peut accepter l'affirmation du ministre s'il veut dire que le montant total des budgets ordinaire et extraordinaire n'a pas souffert de grande variation sur celui de l'année dernière, mais ceci a beaucoup moins d'importance que l'application qu'on donne à de tels chiffres.

« Une autre affirmation très soulignée dans le discours est que le budget extraordinaire « pourra disparaître lorsque l'anormalité internationale aura disparu. Il est évident — dit le ministre — que pour l'instant on doit le maintenir, mais en le réduisant aux crédits indispensables pour le soutien des forces indispensables à la sécurité nationale exigée par les circonstances. » Le sens commun plus élémentaire pourrait faire croire que ces « circonstan-

ces » et cette « anormalité internationale » ont rapport au danger encouru par l'Espagne de se voir impliquée dans la guerre mondiale. Mais les chiffres disent tout le contraire. En 1940 les Allemands établirent le contact avec la frontière espagnole et le budget extraordinaire de la Défense fut de 660 millions de pesetas. En 1942 les Alliés établirent contact avec le Maroc espagnol et le chiffre de ce budget dépassa du double ce qu'il était et arriva à 1.493 millions. Mais, avec les victoires alliées, le théâtre de la guerre s'éloigna de la Péninsule et on ne parvient pas à comprendre comment cela peut obliger le gouvernement espagnol à doubler encore son budget extraordinaire de Défense, dont le montant pour cette année-ci est de 2.043 millions. Ce qui permettrait de croire que la victoire des Alliés étant plus proche, les phalangistes se croient chaque fois plus obligés de se protéger contre le danger extérieur.

« On voit bien que la politique extérieure leur inspire chaque jour une plus vive crainte, et on pourrait dire la même chose de la politique intérieure. Le budget extraordinaire de l'Intérieur est passé de 126 millions en 1940 à 177 millions en 1944 et à 180 millions dans l'année en cours, cela sans compter que dans le budget ordinaire de 1944 ce département a coûté à lui seul 269 millions de plus que sept autres ministères ensemble (Agriculture, Industrie et Commerce, Travail, Justice, Finances, Affaires Etrangères et Présidence) et presque autant que tout ce que l'Etat a dépensé en Travaux Publics et Education Nationale. Si cela n'était pas assez monstrueux, voilà que pour cette année le chapitre du budget ordinaire correspondant à l'Intérieur augmente encore de 131 millions sur celui de l'année antérieure.

« Le ministre a encore ajouté : « On a transféré au budget ordinaire, en l'augmentant, naturellement, tous les chapitres qui étaient auparavant dans le budget extraordinaire et qui exigent une continuité. » Nous avons déjà consigné quel est le sens de ces augmentations; cela nous dispense d'expliquer quelle est la politique de dépenses qu'il pense suivre.

L'Union Catalane pour la S. D. N. s'est adressée à la Conférence de San Francisco

L'« Union Catalane pour la S. D. N. » s'est adressée à la Conférence de San Francisco par un document qu'elle a rédigé avec l'Association Espagnole pour la S. D. N. Ce message met en relief une fois de plus devant le monde entier quelle fut l'intervention de l'Etat franquiste aux côtés des puissances de l'Axe.

La déclaration assure que les peuples d'Espagne sont désireux de paix et de participer dans une organisation internationale, et cite à l'appui quelques-uns des articles de la Constitution que la République Espagnole se donnait librement en 1931 et dans lesquels elle s'engageait à respecter toutes les conventions internationales, à ne pas se retirer de la S. D. N. et à soumettre sa politique extérieure aux normes universelles du droit international.

L'Union Catalane pour la S. D. N. fait remarquer qu'un des premiers actes lorsqu'il eut pris le pouvoir fut le retrait officiel de l'Espagne de l'organisme de Genève. Depuis lors, toute propagande en faveur d'une communauté internationale est demeurée interdite sous le régime franquiste. Ce mépris de toute loi internationale explique la violation unilatérale du statut de Tanger.

Le document affirme l'espoir de tous les hommes libres d'empêcher qu'un tel gouvernement, puisse, à l'appui de manoeuvres de la dernière heure, obtenir d'être admis dans l'organisation qui doit sortir de San Francisco.

Le document expose la conviction de tous les hommes libres d'Espagne, qu'ils soient républicains, socialistes, monarchistes, communistes, syndicalistes, ainsi que des nationalités catalane et basque, frappées dans ce qui existe de plus sacré, leurs langues et leurs institutions, de voir le monde entier se déclarer incompatible avec un régime d'oppression sans pareil dans les pages les plus sombres de l'histoire. Il demande enfin que cette condamnation morale de l'Espagne franquiste intervienne bientôt afin de permettre que l'Espagne démocratique puisse reprendre la place qui lui revient dans le concert des peuples libres.



La vieille armée espagnole

On parle des possibilités d'entrée en scène d'un général espagnol quelconque. Cette solution (?), qui est née pourtant du même esprit d'ingérence militaire dans la politique espagnole, rencontre toujours des défenseurs parmi ceux qui s'intéressent à elle indirectement et à travers des choses qui n'ont aucun rapport avec elle. Idée magique, qu'en dernier lieu est préconisée toujours par ceux qui n'auraient pas à subir les conséquences qui pourraient en découler.

On s'imagine « l'au-delà des Pyrénées » comme étant un pays « pas comme les autres » en ce qui concerne toutes les choses qui ont trait à la vie privée. Mais de la même façon qu'à l'étranger on est prêt à croire en ce qui n'existe pas, on a bien du mal à convaincre qui que ce soit que le « non plus ultra » du typique espagnol, il faut le chercher dans ce qui caractérise la vie de l'Etat. C'est là que les habitudes et bien d'autres choses sont vieilles de plus d'un siècle. C'est là que l'étranger peut trouver ce qui n'existe pas ailleurs — exception faite des « sœurs » de l'Amérique latine.

Quand un Français, un Anglo-Saxon ou même un Allemand parlent d'un général espagnol ils l'imaginent toujours comme étant semblable aux leurs. De même, quand il s'agit du clergé ou des grands propriétaires ruraux. Et pourtant l'erreur est bien grande. Si grande et si généralisée, que rarement nous trouvons des gens qui connaissent les données exactes de ces problèmes. Evidemment. Ce n'est pas en contemplant une rivière à son embouchure que nous découvrirons la source d'où elle provient. Il nous faudrait plutôt la remonter jusqu'au bout.

Le général espagnol, dont le rôle dans la vie du pays a été toujours si grand, a le néfaste goût du pouvoir civil. A la grandeur du malheur qui s'est abattu sur la France avec la dictature militaire de Pétain, peuvent les Français mesurer celui de la Péninsule où cela dure depuis des siècles. Aussi ne faut-il pas croire que ces militaires aient toujours suivi la même politique. Au XIXe siècle elle était libérale et anti-cléricale. Ils firent entre 1830 et 1840 la guerre aux carlistes, c'est-à-dire aux réquêtes qui les ont soutenu maintenant. Au XXe siècle, par contre, ils sont devenus le soutien de la réaction et de l'Eglise, de laquelle il va falloir aussi parler un jour. On pourrait croire que si la République n'a pas réussi à

en attirer une bonne partie de son côté, cela est le résultat d'un manque de compréhension envers eux. La République étant en soi-même partisane d'un relèvement de la vie de la population qui doit s'accomplir au détriment forcé de l'excessive ossature militaire, elle devait s'attirer forcément toutes leurs haines. De tout temps l'Espagne a eu autant d'officiers supérieurs que la France et même que l'Allemagne, qui passe pourtant comme étant le foyer du militarisme. Aujourd'hui même, la débauche continue. Comme le faisait remarquer « le Monde » (9.2.45), l'Etat espagnol dépense 5.154 millions de pesetas pour l'armée ou pour des groupements similaires sur un total de 10.359 millions. Si l'on tient compte de la médiocrité de l'armée, dépourvue comme elle est de tanks, d'avions et de bateaux, on devine tout de suite où se trouve le gouffre sans fond. Un exemple caractéristique nous est fourni par le même journal : le pays dispose de cinq croiseurs et de dix-sept amiraux... Un simple général de brigade — et Dieu sait s'il y en a — perçoit le même traitement qu'un Président de Cour de Cassation et le double qu'un professeur d'université de première classe (400.000 fr. par an).

Ces militaires se sont toujours organisés en Juntas ou Comités, prêts à intervenir avec la force qui leur conférait leur poste, contre toute légalité qui leur parût contraire à leurs intérêts. Cette intromission s'est exercée sur l'Etat depuis deux siècles. Exactement à partir de la perte des colonies américaines, soulevées contre les procédés militaires et centralisateurs, de la même façon et pour les mêmes raisons que se soulève aujourd'hui la Catalogne, l'Euzkadi et la Galice. Il faut bien croire que ces colonies devaient avoir leurs bonnes raisons pour agir ainsi puisque les mouvements indépendantistes étaient menés parfois et secondés toujours par les ressortissants espagnols eux-mêmes. Ces militaires qui rentrèrent en Espagne au début du XIXe siècle étaient nombreux et inutiles, leur incapacité n'offrent plus de doutes. Nonobstant, l'Etat espagnol les garda avec toutes leurs prérogatives, laissant accroître à l'intérieur du pays l'esprit de caste qui les caractérise encore aujourd'hui, et sans jamais chercher un remède contre cette gangrène. A cette époque-là on ne parlait pas de séparatisme, même pas de régionalisme, malgré que les facteurs positifs — langue, coutumes, sentiment, histoire — étaient toujours présents chez les nationalités endormies. Les facteurs négatifs se chargèrent de les

éveiller, notre propre maison étant devenue un banc d'essais de leur influence et de leur oppression.

Un secrétaire d'Etat américain les définit magistralement en écrivant : « L'armée espagnole est, du général au caporal, intoxiquée par le poison de la conspiration. » Ils ont été les inventeurs heureux du mot « pronunciamiento » qui, selon nous, dit le Larousse, est : « Un acte, en Espagne, par lequel un chef militaire refuse d'obéir à la loi. » Définition incomplète aux dires des généraux espagnols qui la finissent toujours par cette addition : « afin de sauver la Patrie ». La liste de ces actes de patriotisme, dont la sincérité ne fait pas de doutes, est longue : des libéraux Espartero, O'Donnell aux conservateurs Narváez, Serrano, Pavia, Martinez Campos et Primo de Rivera en 1923. Après lui c'est la République, qui est attaquée déjà en 1932 par Sanjurjo. La victoire du Front Populaire réclame à nouveau leur intervention et cette fois-ci nous assistons à des *pronunciamientos* en masse : Goded, Cabanellas, Franco, Mola, Aranda, Queipo de Llano. Certains de ces Messieurs sont depuis tombés en disgrâce, étant donné qu'on les soupçonnait déjà de ne vouloir plus se passer de leur divertissement favori. Ces derniers jours aussi a couru la rumeur de l'arrestation de certains généraux qui auraient voulu se faire la main encore.

En écrasant ce que nous avions de plus cher : nos libertés politiques et nos libertés nationales récemment retrouvées, la vieille armée espagnole s'est vengée spécialement sur la Catalogne et l'Euzkadi, des échecs d'Amérique et de ceux du Maroc. Ce n'est pas cette victoire acquise avec l'aide étrangère qui peut lui donner du prestige. Ils voulaient une victoire et ils l'ont eue aux dépens des peuples qu'ils devaient défendre et des rares généraux restés fidèles à la République et envers lesquels notre gratitude en est pour cela accrue.

C'est pour tout cela que les peuples opprimés de la Péninsule tremblent de rage et crient à la duperie quand on parle de solutions qui s'appuieraient sur des généraux qui ont déjà trahi à leur parole. Il faut aider ces corps sans âme de Barcelone, Madrid, Bilbao et ces âmes sans corps, éparpillés par le monde entier, qui travaillent de toutes leurs forces au rétablissement de la République. Elle seule, adaptée par des réformes démocratiques aux nouvelles conceptions fédératives, peut assurer en Espagne l'accomplissement des conditions stipulées dans la Déclaration de l'Europe libérée.

L'ESPAGNE FRANQUISTE, VUE



Le qui se passe en Espagne

Le nouvel Ambassadeur des Etats-Unis en Espagne, M. Armour, est arrivé. Il remplace M. Carlton Hayes, auteur du livre « This inevitable Conflict », dans lequel il a franchement opiné : « Si les Catalans et Basques désirent un gouvernement propre, ils y ont les mêmes droits que les Anglais, les Américains ou les Russes. »

Radio-National d'Espagne, dans son émission du 22 mars, se réjouit et marque un certain optimisme à propos de la décision du Ministère des Affaires étrangères qui interdit les journaux publiés par les exilés en France.

Barcelone, 31 mars. — Le journal de Madrid « Informaciones » écrit : « Il n'y a pas de meilleures élections que celles qui auront lieu demain, — anniversaire du jour de la Victoire sur les républicains — sur les rues de Madrid, où une foule immense applaudira le « Caudillo ». Il finit : « L'Espagne veut continuer son histoire dans une paix digne et tutélaire. »

Barcelone, 4 avril. — Le général Franco a fait son discours commémoratif de la victoire de la guerre civile, dans un cérémonial, où pour la première fois depuis six ans on remarquait l'absence totale du corps diplomatique accrédité à Madrid. Il a attaqué l'étranger qui s'en prend à l'Espagne chaque fois qu'elle devient puissante. Il a flétri les pays qui ont manifesté à l'époque de la sympathie ou de la commisération envers Morral (anarchiste qui attenda contre Alphonse XIII) ou envers Ferrer, le créateur de l'Ecole Libre, fusillé dans la forteresse de Montjuïc, au même endroit où devait être le Président Companys, et qui ont réagi aussi contre l'ordre de Primo de Rivera (le dictateur entre 1923 et 1930). Le général Franco a souligné l'existence dans plusieurs pays de l'Europe libérée de « Cour du Peuple qui aujourd'hui jugent et fusillent des députés et des hommes politiques collaborateurs, sans qu'aucune protestation ne se soit élevée. »

Barcelone. — Il a été bien confirmé que les 16 Républicains fusillés aux débuts de mars à Madrid le furent à titre de représailles. Cela vient confirmé par Madrid, qui annonce le 7 avril l'arrestation des prétendus auteurs de l'attentat, ainsi que celle de l'homme ayant fourni les matières explosives.

Barcelone, 13 avril. — Le général Valera, qui a été nommé Haut Commissaire du Maroc espagnol à Tetouan, est parti de Madrid pour prendre possession de son poste.

Barcelone. — Le Conseil supérieur de l'Armée espagnole s'est réuni aujourd'hui sous la présidence du dictateur. Etalent présents les généraux Davila, Varela, Muñoz Grande, Moscardó, Yagüe, etc.

Barcelone. — Le général Muñoz Grande, déclaré criminel de guerre par l'U.R.S.S., fut nommé voici un mois à la tête de la « Capitania » général de Madrid. Sa nomination à ce poste éloigna le général Saliquet, qui a été révoqué pour être considéré monarchiste.

Barcelone, 7 avril. — Le problème de l'électricité devient plus aigu de jour en jour. Les usines travaillent trois jours par semaine, ce qui vient encore aggraver la misère des travailleurs, déjà insuffisamment rétribués. Le courant électrique dans la ville n'est distribué qu'à certaines heures. Cet état de choses a obligé Radio-Nationale l'Espagne à destiner le 6 avril sa causerie à prédire une amélioration et une exploitation supérieures des centrales en service.

Bilbao. — Des avions américains ont coulé six bâtiments espagnols qui essayaient de ravitailler les Allemands des poches de la côte Atlantique.

Barcelone, 13 avril. — M. José M. de Alibert Despujol, Baron de Terrades, a été nommé Maire de Barcelone. Il remplace M. Mateu, qui est représentant à Paris du général Franco.

L'Espagne franquiste membre de l'Axe

Barcelone. — Radio-Phalange de Valladolid continue ses émissions anti-démocratiques. Ainsi, par exemple, le 7 mars, dans son émission du soir, elle se faisait un plaisir de répandre les déclarations du général Juderian et finissait en constatant que le chemin des Soviets est UNE TRACE SANGLANTE D'ASSASSINATS ET DE PILLAGES.

Radio-Moscou, dans son émission du 10 mars, déclare que les Russes ont capturé au cours du dernier mois deux soldats espagnols qui se battaient toujours sur le front de l'Est. Ils s'appellent : Jesus Sainz Valle et Enrique Maroto Hernandez. Ils ont dévoilé les procédés par lesquels le recrutement des volontaires s'effectue toujours à San Sebastian et Logroño. Malgré qu'ils s'étaient engagés contre les bolchevistes, ils ont combattu aussi contre les forces du général Bradley.

Radio-Moscou, dans son émission du 24 mars, a déclaré que des avions allemands qui survolent le territoire suisse pour éviter les rencontres alliées, atterrissent sur des aérodromes militaires espagnols, dont l'un se trouve près de Saragosse. On pense qu'ils transportent les fortunes personnelles des chefs nazis.

La Voix du Reich, dans son émission en espagnol du 29 mars, a donné une causerie du P. Angel Herrera (jésuite) qui a fait un appel aux soldats de la Légion bleue. (Il en reste toujours). Il a fini son enflammée allocution en disant : « Un jour l'Allemagne vous a sorti de l'abîme. A cette époque l'Allemagne était forte et décidée à mourir pour l'Espagne. Mais quand l'ennemi voudra à nouveau vous attaquer, cette Allemagne ne sera plus à vos côtés. »

Barcelone. — Alain Laubreaux, collaborateur de Deloncle et chargé par Pétain d'organiser en Espagne la propagande en faveur des collaborationnistes français en Allemagne, est toujours à Barcelone.

Dans l'émission de Radio National d'Espagne du 28 mars, la causerie a porté sur la France. On a affirmé que c'est le Parti Communiste qui dirige la politique étrangère de la France. J.-R. Bloch, Sadoul, Cogniot, Péri, Duclos, Morgan et Magnien ont été pris à partie tout au long de la causerie.

Mexico, 3 avril. — Le « New-York Times » annonce que le Comité espagnol de Libération a publié un mémorandum contenant la preuve irréfutable de l'aide aérienne accordée par Franco à l'Allemagne, ainsi que de la forme fasciste du présent régime espagnol. Ce mémorandum sera présenté à San-Francisco.

Pour sauver la face

Barcelone. — Pour marquer encore davantage l'empressement que l'Etat franquiste entend donner à sa politique de conciliation avec les démocraties, l'Etat espagnol vient de décerner un prix de cinéma à un film américain.

Barcelone 23 mars. — Radio-National d'Espagne avoue aujourd'hui avoir fait des étoges jusqu'à ce jour des Japonais et de leur civilisation et méthodes. « Notre devoir d'ami a fait place à notre devoir d'Espagnols », continue l'émission. Il est vrai — finit Radio-National — que le danger du communisme nous avait fait oublier le danger que courait là aussi la civilisation chrétienne. »

Barcelone, 3 avril. — L'Espagne a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec le Japon.

M. Prieto, le chef socialiste espagnol, est arrivé à Washington, de passage pour San-Francisco. Il a déclaré à la presse que la rupture des relations entre l'Espagne et le Japon était un acte cynique et honteux, car selon ses renseignements, ce furent les agents consulaires espagnols à Manille qui fournirent aux Japonais les noms de leurs compatriotes résidant dans la capitale philippine qui furent les victimes de la barbarie nipponne.

Madrid, 14 avril. — Le gouvernement franquiste a annoncé qu'il décidait de supprimer le nommé « Tribunal des Responsabilités Politiques ». On laisse entendre qu'à la suite de cette mesure les délits d'opinion cesseraient d'être répréhensibles en Espagne. On a même prononcé à ce respect le mot d'amnistie. Mais on croit savoir qu'il s'agit tout simplement de l'application d'une mesure envisagée depuis trois ans et par laquelle les délits « politiques » commis à l'égard des franquistes avant ou pendant la guerre civile ne seront plus passibles de poursuites d'office après le délai qui vient d'expirer. Cette disposition n'annulerait en rien, donc, les condamnations prononcées depuis six ans, ni substituerait des garanties, toujours inexistantes en Espagne franquiste, de liberté d'opinion, de presse et d'association.

DU DEHORS ET DU DEDANS



Barcelone. — L'Etat franquiste proteste par la Presse et la Radio contre les atrocités commises envers ses ressortissants aux Philippines. L'Agence officielle espagnole fixe ainsi : 300 blessés, 162 morts et les 80 pour cent des possessions espagnole détruites.

Beaucoup de ces atrocités remontent à deux ans, ce qui n'empêche pas le général Jordana, alors Ministre des Affaires étrangères, d'envoyer un télégramme de félicitation au « Quisling » philippin Laurel, ni de représenter et gérer les affaires du Japon dans les Etats qui étaient en état de guerre avec l'empire du Soleil Levant.

Dans une déclaration à la Chambre des Communes, M. Eden a déclaré le 11 avril, faisant allusion à une éventuelle déclaration de guerre par l'Espagne au Japon : « L'attitude britannique ne sera pas vraisemblablement modifiée. La Grande-Bretagne considère l'affaire de la cessation de relations entre l'Espagne et le Japon comme une chose purement et exclusivement intérieure de l'Espagne. »

Le porte-parole du Bureau d'Information japonais a démenti catégoriquement le bien fondé des accusations espagnoles. Une enquête aurait été menée sur place par les Japonais et aurait permis de constater qu'il n'y a rien de vrai dans les accusations de la presse et de la radio espagnoles.

Tous les journaux américains s'accordent à trouver un peu tardive la réaction de Franco face aux atrocités japonaises qui ont eu leur début en 1931. M. Walter Lipmann a écrit dans la « New-York Herald Tribune » que l'heure du règlement de comptes avec l'Espagne ne saurait tarder. « C'est une question vitale pour l'avenir ». M. Lipmann continue en disant qu'il faut traiter le problème espagnol conformément au droit international et aux usages diplomatiques. L'Espagne a violé les lois de la neutralité. Elle a fourni aide et assistance à l'Allemagne. Elle lui a envoyé des troupes. Elle a servi pour le fonctionnement de l'espionnage allemand. Elle doit payer.

M. Stettinius a déclaré le 13 avril que le fait que l'Espagne ait rompu ses relations avec le Japon ne changera en rien les relations des Etats-Unis avec celle-là.

Ce qu'on en pense dans le monde

Mexico. — Le 10 mars, 500 délégués mexicains ont assisté à un congrès organisé par le parti de la « Révolution Mexicaine » et la C.G.T. mexicaine, auquel étaient représentés un fort nombre d'organisations mexicaines et espagnoles. Ils se sont prononcés contre la terreur franquiste et en ont signalé le danger, le présentant comme le foyer d'infection qui pourrait amener les conditions favorables à une troisième guerre mondiale. C'est déjà ce que lui reprochait le « Washington Post » du 1-2-45, en faisant allusion à l'essai de coalition anti-soviétique offert par Franco à l'Angleterre. Essai qui n'avait d'autre but que de servir encore une fois de valet à Hitler pour tâcher de diviser les Alliés.

Le « Manchester Guardian » a publié le 14 mars un long article dans lequel il critique le manque de compréhension de la part du peuple britannique envers leurs amis d'Espagne. Il constate que, comme toujours, le peuple et les intellectuels espagnols étaient aux côtés des démocraties, tandis que le haut clergé et les militaires ont eu une forte tendance à favoriser l'Axe.

14 Mars. — Aux Communes, M. Eden dut répondre à la question posée par un membre du Parti travailliste concernant la persécution religieuse exercée en Espagne contre les croyances non-catholiques. M. Eden a dit qu'il avait reçu la promesse verbale du Ministre espagnol des Affaires étrangères que la Grande-Bretagne recevrait une compensation pour les chapelles anglicanes qui furent fermées à la fin de la guerre civile.

Radio-Moscou a dénoncé dans son émission du 18 mars l'aide que les franquistes procurent aux troupes allemandes cernées dans les poches de l'Atlantique. Elle se fait aussi l'écho de la répression qui sévit toujours dans la Péninsule et cite les propos du Colonel Vigo, président d'un Conseil de Guerre, qui s'est vanté publiquement d'avoir signé 4.700 condamnations à mort.

21 mars. — Radio-Moscou cite l'article du « Chicago Daily News » qui écrit que la société allemande Lufthansa entretient en secret une liaison aérienne régulière avec Barcelone et Madrid. De l'or, des documents et des valeurs ont déjà été camouflés en territoire espagnol. Aussi emporte-t-on des machines, des instruments de précision et des diamants.

Toulouse. — Les démarches commencées en date du 21 février par la UNION NACIONAL ESPANOLA auprès de la JUNTA DE LIBERACION en France à l'objet de concevoir un programme d'action immédiate, n'ont pas abouti.

Le poste clandestin « Radio-Espagne Indépendante » a honoré le 12 avril la mémoire du président Companys, livré par la Gestapo et fusillé par Franco et sa Phalange en 1940. Face aux fusils du peloton d'exécution, le Président Companys se déchassa pour mourir en touchant la terre catalane. Par ce dernier geste et par toute sa vie, le Président Companys est devenu le symbole du Catalan, si attaché à sa patrie.

Radio-Moscou communique le 12 avril : « A New-York a eu lieu un grand meeting des Espagnols pour demander la rupture des relations avec Franco. Le principal orateur fut un représentant démocrate de l'Etat de Washington. Il condamna Franco pour l'aide qu'il apporte encore aux Allemands et demanda le proche rétablissement de la République. Il souligna ensuite que beaucoup d'entreprises sont aux mains des capitaux allemands qui contrôlent les usines de guerre de toute la Catalogne. Un nombre important de nouvelles fabriques financées par les Allemands vient d'être créées dans toute la Péninsule ».

Dans Radio-Espagne Indépendante du 23 avril, le speaker se demande quels sont les buts de Franco en concentrant 30 divisions à la frontière française.

Paris. — La Pasionaria, qui était attendue d'un moment à l'autre, n'a pas encore pu rejoindre la capitale, étant donné qu'elle a été retenue pendant trois semaines au Caire.

Barcelone, 27 mars — La presse espagnole publie une note annonçant que la Pasionaria est retenue d'office au Caire.

Mexico. — Le Costa Rica a accordé rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement du général Franco.

Le journal italien « Italia Libera » reproche aux démocraties européennes de n'avoir pas compris leur devoir et leur intérêt dans la guerre civile d'Espagne. Il finit en disant : « Si en Espagne certaines forces se révèlent en opposition avec la dictature de Franco nous devons tous immédiatement nous déclarer en faveur de la renaissance démocratique républicaine. »

La revue de Londres « Time and Tide » déplore qu'une véritable unité ne soit pas encore intervenue entre les différents partis démocratiques espagnols. Or, cette unité est essentielle pour permettre un changement radical en Espagne.

Une résurrection impossible

Le Prétendant Don Juan s'est adressé au peuple espagnol dans un manifeste où il demande au Caudillo d'abandonner le pouvoir et de laisser la voie libre à la Monarchie. Son programme est l'adoption d'une Constitution basée sur le vote populaire, la protection des droits individuels, la liberté politique, l'établissement d'une Assemblée législative, la reconnaissance des caractéristiques « régionales » (?) et l'amnistie politique. Il se prononce aussi contre les différences sociales injustes.

L'appel du Prétendant au trône espagnol soulève les commentaires de toute la presse internationale. La « Tribune de Genève » voit la restauration bien accueillie par l'Angleterre, tolérée par les Etats-Unis et combattue par l'U.R.S.S. « Italia libera » déclare que le régime de Franco est un anachronisme et que la monarchie ne doit pas être restaurée. Le « Giornale du Matin » déclare que dans l'Europe libre il n'y a pas de place pour Franco. Les journaux anglais considèrent l'appel de Don Juan comme inutile et se montrent sceptiques quant aux chances du Prétendant.

Le journal socialiste suisse « Volksrecht » attaque durement le prétendant et le traite de monarchiste féodal grandement responsable de l'ascension de Franco au pouvoir (étant donné que le Prétendant voulut s'engager pendant la guerre civile dans les armées de Franco, qui refusa, et qu'un de ses proches parents occupa un poste militaire important. Il a donc mis jusqu'à présent toute la force monarchiste dans les mains du dictateur). Radio-Canada considère l'appel comme un chantage contre la République.



LE POÈTE NATIONAL DE LA CATALOGNE

CENTENAIRE DE JACINT VERDAGUER

Le 17 mai 1945 venait au monde, dans un hameau de la montagne catalane, l'homme qui devait donner à la langue presque oubliée des Lulle et des March une nouvelle vigueur et le droit de cité parmi les cultures européennes. Jacint Verdaguer est le plus connu des écrivains catalans modernes : Mistral, ébloui de bonne heure par le talent du jeune Catalan, le saluait des mots prophétiques : Tu Marcellus eris ! et lui disait, après la publication de l'Atlantide, comment il voyait réalisés au centuple les espoirs que la Patrie avait fondés sur lui ; les grands poèmes qu'il donna pendant une vie que des tragédies intimes devaient assombrir, furent traduits de son vivant dans la plupart des langues d'Europe : ses vers sont passés au folklore populaire et les meilleurs musiciens catalans les ont parés de mélodies poignantes ; sa prose apparaît aujourd'hui comme un modèle classique de fraîche beauté. Jacint Verdaguer est devenu le poète national de la Catalogne.

Ce centenaire aurait sans doute atteint, en Catalogne, une grandeur en même temps populaire et officielle, s'il était survenu en un moment où les Catalans, maîtres de leur destin, eussent été libres de cultiver leur langue et de chanter les gloires de leur passé. Malheureusement il n'en est rien. La langue catalane se trouve proscrite du sol natal et une grande partie des Catalans se trouvent éparpillés dans le monde, dans un amer exil. Mais ceux-ci ont du moins un bien précieux qui est refusé à ceux de ces frères qui sont restés en Catalogne. Ils ont la liberté et ils veulent en profiter pour honorer dans la mesure de leurs moyens la figure et l'œuvre du prêtre qui parvint à donner de nouveaux titres de grandeur à la langue catalane ; cette figure attachante dans ses triomphes comme dans ses malheurs, cette œuvre où le mysticisme et l'amour de la patrie ont donné des fleurs immortelles.

Les Catalans qui sont en France ont encore un motif pour commémorer le

grand poète que fut Jacint Verdaguer dans l'année de son centenaire : le Canigou, qui inspira un des plus beaux poèmes de Verdaguer, son chef-d'œuvre épique sans doute, se dresse en terre française, dans le Roussillon que le poète aimait et où ses ouvrages sont toujours populaires. Ils ont donc tracé un programme d'actes qui se dérouleront en même temps dans les plus importantes villes de la France, et particulièrement du Midi, où le souvenir de l'amitié de Verdaguer et Mistral fournira le cadre d'émouvantes manifestations. Des séances académiques dans les Universités de Paris, Toulouse, Montpellier, etc., des fêtes littéraires et populaires à Perpignan, Toulouse, Bordeaux, Montauban, Marseille, etc.; des visites au Canigou et à la tombe de Mistral vont marquer cette célébration.

On a constitué en France un Comité d'Honneur qui assurera la direction des actes du Centenaire de Jacint Verdaguer. Il se trouve placé sous le patronage de M. Josep Irla, Président de la Généralité de la Catalogne, et est composé de MM. Pau Casals, Pompeu Fabra, le comte de Güel, Ventura Gassol, A. Rovira i Virgili, des professeurs Jean Amade, Pierre Fouché et Joseph S. Pons. Un Comité organisateur, qui se trouve à Paris, se charge spécialement de l'édition d'un volume qui contiendra une anthologie de l'œuvre de Verdaguer et des études biographiques et critiques sur la personne et l'œuvre du poète. Ce volume sera mis en vente dès que possible et l'on admet déjà des souscrip-

Les livres

On sait que depuis la victoire de Franco, la langue catalane est interdite en Catalogne. Livres, journaux, même les en-têtes du papier à lettres et les tracts de publicité doivent être rédigés en langue castillane, sous peine de fortes amendes et même d'emprisonnement. Or, si un titre de noblesse à la Catalogne, c'est sans doute sa langue, dont les dix siècles d'existence ont vu une belle floraison d'œuvres et d'auteurs dans tous les genres.

Tout naturellement donc, la plupart des écrivains et intellectuels catalans, qui avaient quitté leur pays lors de la défaite républicaine de 1939, sont restés en exil. Ils y ont continué, avec une émouvante fidélité, leur travail et, en Amérique surtout, ils ont publié des revues, des journaux et des livres en catalan. La libération de la France a permis également aux écrivains catalans se trouvant sur le sol français d'avoir une liberté d'expression qui leur était refusée sous l'occupation allemande comme sous le gouvernement de Vichy. Des hebdomadaires, des revues d'études, des livres commencent à paraître, écrits en catalan par des Catalans. Nous les présenterons régulièrement à nos lecteurs et en publierons, traduits en français, les extraits les plus significatifs.

tions dans tous les centres et amicales des Catalans de France.

Tous les Catalans voudront collaborer à donner tout leur éclat aux actes de ce Centenaire. Et la France qui admirera un jour le génie du poète national de la Catalogne — en peu de temps deux traductions et six éditions de « l'Atlantide » en français furent épuisées — donnera à nouveau l'hospitalité de son libre sol à la commémoration de Jacint Verdaguer, célébrée par des hommes qui, même en exil, ne renoncent à aucune des gloires qui sont leur plus précieux patrimoine.

Une exposition d'Art Catalan moderne à Paris

Organisée par « SOLIDARITE CATALANE » et au profit de ses œuvres, dans la deuxième moitié du mois de mai s'ouvrira à Paris, dans la Galerie Altarriba, 43, rue du Bac, une exposition d'œuvres d'artistes catalans se trouvant en France, à laquelle vont participer les plus fameux de nos peintres et sculpteurs. Le geste généreux de nos artistes et le choix de leur plus récente production que représentera cette exposition méritent de lui assurer un grand succès. Dans un prochain numéro de ce Bulletin nous donnerons de plus amples détails de cette importante manifestation d'art catalan.



REVUE DE LA PRESSE

Depuis la libération du territoire français tous les groupements politiques ou syndicaux de la Péninsule exilés en France se sont reorganisés sous leurs anciennes disciplines, et cela s'est fait bien des fois, autour d'une publication hebdomadaire, bi-mensuelle, voire même journalière, comme il fut le cas à Toulouse.

C'est ainsi qu'aux quatre coins de la France nous avons pu voir paraître des feuilles avec des matériaux de fortune mais toujours avec une admirable volonté que réussissait le plus des fois à faire oublier le manque de métier de ceux qui les présentaient.

Les Basques, tous unis et suivant fidèlement la voie tracée par leur Président Aguirre ont fait paraître « EUZKO DEYA » (La voix d'Euzkadi) à Paris et aussi en d'autres villes du Midi de la France.

Les Espagnols ont fait paraître de leur côté une foule de publications : « CNT » qui est publié à Paris, Marseille, Toulouse, etc. et qui défend le point de vue de l'organisation syndicale du même nom. Le mouvement anarchiste — s'intitulant aujourd'hui Mouvement Libertaire — et qui a tant d'attaches avec le Syndicat ci-haut nommé, publie « REVOLUCION ESPANOLA » et « SOLIDARIDAD OBRERA ».

L'autre syndicat espagnol, U. G. T., ne fait pas paraître d'organe et son opinion se reflète par celui du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, « EL SOCIALISTA », l'influence duquel est bien notoire dans l'organisation syndicale précitée. Il est édité à Toulouse, quoique des éditions départementales étaient présentées à Perpignan et autres villes.

Les communistes ne font pas paraître leurs journaux particuliers, étant donné leur action massive dans l'« UNION NACIONAL ESPANOLA », dont ils sont les créateurs. Cet organisme fait paraître « RECONQUISTA DE ESPANA », « UNION », etc. le premier à Paris, les autres en province, Toulouse, Rodez, Perpignan, etc. Ils avaient aussi réussi ce tour de force de publier un quotidien à Toulouse : « EL PATRIOTA ».

Chez les Catalans nous avons vu : FOC NOU, à Toulouse, qui n'obéissait à aucune tendance politique particulière et se présentait lui-même : Au service de la Catalogne, ce qui fit de lui le préféré du lecteur catalan. Une fois l'unité des catalans fut concrétisée par la création du mouvement « SOLIDARITE CATALANE », il en devint l'organe. A Toulouse aussi se sont présentés aux catalans : EL POBLE CATALA et CATALUNYA, tous les deux en étroite relation avec « UNION NACIONAL ESPANOLA ». En même temps un autre hebdomadaire a vu le jour à Paris, avec le même nom de « CATALUNYA », disparu depuis et réapparu sous le titre « CATALONIA ».

D'autres publications sont aussi venues s'ajouter à celles-ci. OPINIONS, organe du Mouvement de Résistance Nationaliste « Front Nacional de Catalunya », adhéré à Solidarité Catalane et qui paraît à Perpignan et « LA HUMANITAT » adhérente aussi à Solidarité Catalane, organe du Parti « ESQUERRA REPUBLICANA de CATALUNYA », parti dont le Président Companys était un des fondateurs avec le Premier Président de la Catalogne restaurée, Colonel Macià. Plus tard nous a été présenté « ENDAVANT » organe du Mouvement Socialiste Catalan, créé depuis peu sous la devise « Fédération, Démocratie, Socialisme ».

Comme corollaire de cette fiévreuse activité nous citerons enfin la Revue d'Etudes économiques, politiques et sociales — dont nous publions des extraits —, « QUADERNS », oeuvre qui mérite tous les éloges et qui nous apporte une fois de plus la preuve que l'âme nationale de la Catalogne vit toujours dans les coeurs de ses fils.

Nota. — La disposition gouvernementale interdisant les journaux en langue basque, espagnole, catalane et galicienne a rendu impossible la parution de beaucoup de ces hebdomadaires. Aussi cela a causé des troubles

dans l'acheminement de ceux qui paraissent déjà sous format plus réduit et comme Bulletins d'information. Ce sont ces anomalies qui nous empêchent cette fois de faire notre Revue de la Presse. Nous avons la certitude que dans notre prochain numéro il nous sera déjà possible de le faire.

Nous prions à tous les organismes qui continuent à paraître dans ces conditions de bien vouloir nous adresser régulièrement un exemplaire à notre adresse, avec la mention de la leur qui nous permettra de leur envoyer aussi notre bulletin.

CHEZ LES BASQUES

Le Président Aguirre à Paris

Le Président Aguirre est arrivé à Paris venant des Etats Unis. Il était accompagné de son secrétaire général M. Irala et a conféré depuis avec plusieurs personnalités de la politique péninsulaire. Il reçut le 4 Avril le Conseil Directif de SOLIDARITE CATALANE, ce qui permit aux Basques et aux Catalans de se voir unis une fois de plus dans le commun espoir de retrouver nos Patries perdues.

Une délégation de l'Euzkadi accompagna le Président Aguirre dans sa visite à la Tombe du Soldat Inconnu où il déposa une gerbe de fleurs aux couleurs basques et françaises. Il fut prié de signer le Livre d'Or de l'Arc de Triomphe.

Le Président Aguirre, aussitôt arrivé à Paris adressa au Président Iria un télégramme dans les termes les plus chaleureux. De même, le Président de la Catalogne, dont l'arrivée à Paris est annoncée à l'objet de se rencontrer avec le Chef d'Etat basque, répondit en lui signifiant l'affection que la Catalogne toute entière ressentait pour le peuple frère d'Euzkadi.

Le Gouvernement basque s'est réuni à plusieurs reprises aux Etats-Unis pendant ce derniers temps. Etaient présents à ces réunions tous les ministres — exceptés ceux qui résident en Europe — et l'on y traita amplement de tout ce qui affecte les Basques, ainsi que des problèmes que posera pour leur pays, la chute du régime de Franco. Sur tout celui du ravitaillement qui se présente simultanément à tous les peuples.

Les Basques socialistes se sont réunis à Toulouse et ont élu un nouveau Comité central Socialiste d'Euzkadi en France. Des délégations de Paris, de la Gironde, des Basses Pyrenées, des Hautes Pyrenées et de la Haute Garonne y assistaient. Par unanimité fut ratifié l'accord antérieur de seconder le mouvement d'unité basque ainsi que l'envoi d'un message au Président Aguirre en nom de

tous les adhérents au mouvement, le remerciant pour la tâche qu'il accomplit sans arrêt pour la restauration de la liberté d'Euzkadi.

Le 13 Avril 1945, les Basques ont célébré la Journée de la Patrie. Des actes simples mais aussi empreints de foi et d'espoir ont eu lieu partout où se trouvent des basques. Ceux qui sont seuls, qui restent perdus dans le vide de l'exil, ont lu le mots du Président Aguirre, écrits pendant son odyssee à travers l'Allemagne le 13 avril 1941 : « C'est aujourd'hui, que nous, les Basques, célébrons notre Journée. Bien peu de Basques s'imagineraient que j'ai dû passer cette journée complètement seul. Journée d'espoir passée loin des miens, en exil. Mais je ne perds pas espoir, car le vrai Jour de la Patrie arrivera pour tous les Basques. C'est à cause de cela que nous souffrons. »

Le Président Aguirre doit partir dans quelques jours vers Londres. Il compte s'entretenir avec différentes personnalités, parmi lesquelles M. Charles Pi i Sunyer, ex-Maire de Barcelone et ancien Ministre, qui jouit d'un grand prestige dans le peuple catalan et dont l'arrivée à Paris portant la représentation des catalans de la Grande Bretagne et d'Amérique est aussi prévue pour bientôt.

On nous prie d'annoncer la célébration d'une messe solennelle, organisée par la Ligue Spirituelle de Notre-Dame de Montserrat, et qui aura lieu le 29 prochain, à 10 h. 45 à la Chapelle du Collège d'Hulst (19, rue de Varenne, métro Sèvres-Babylone), en commémoration de la fête des Saints Patrons de la Catalogne, Saint Georges et Notre-Dame de Montserrat, et du Centenaire du grand poète catalan Jacint Verdaguer. On peut demander les invitations pour cette fête chez M. Camps, tailleur, 12, rue d'Alger, et chez M. Masot, horloger, 120, boulevard Haussmann. Participation aux frais, 15 francs par personne.

L'Espagne franquiste vue du dehors et du dedans



La résurrection impossible

(Suite de la page 5.)

Radio-Moscou dénonce les agissements du prétendant et lui rappelle que le peuple ibérique se prononça déjà en 1931 en ce qui concerne la Monarchie. Il lui reproche aussi de ne pas être resté en marge de la guerre, au lieu de s'offrir à Franco à plusieurs reprises.

Paris. — Des milieux bien informés de Paris certifient que le prétendant au trône d'Espagne parle déjà couramment la langue catalane dont il prend des leçons depuis une certaine période. Aussi le fait qu'il signe son manifeste uniquement avec le titre de Comte de Barcelone et la reconnaissance qu'il fait dans son appel des caractéristiques régionales, prouvent son désir d'inaugurer une nouvelle politique intérieure et différente de celle dont les Bourbons ont fait usage jusqu'à présent. Les Catalans exilés qui sont unis autour du mouvement national « Solidarité Catalane » considèrent cette nouvelle orientation comme infructueuse en ce qui concerne des résultats pratiques pour la Catalogne, le Prétendant devant s'appuyer, en cas de réussite, sur les éléments espagnols les plus conservateurs, centralisateurs et réfractaires à toute rénovation.

Londres, 8 avril. — Il nous parvient la nouvelle que tous les groupements et partis républicains espagnols exilés se trouvant en Grande-Bretagne ont adopté une résolution anti-monarchiste.

Barcelone, 3 avril. — La nouvelle de la démission du Duc d'Albe, ambassadeur d'Espagne à Londres, n'a pas été confirmée. Le Duc se trouve actuellement en Espagne et rien ne peut encore confirmer ou démentir cette nouvelle.

L'Espagne absente de San Francisco

Barcelone. — L'hebdomadaire phalangiste « El Español » déclare que l'Espagne ne considère pas l'exclusion de la Conférence de San Francisco comme étant son élimination définitive, car rien que sa position géographique et ses titres historiques la qualifient pour participer à l'établissement des bases de l'ordre universel.

Mexico. — Le Commissariat d'aide aux Réfugiés européens a organisé à Mexico une conférence de protestations contre la terreur phalangiste. Les documents présentés prouvent que 26.000 anti-fascistes ont été condamnés à mort et 200.000 jetés dans des cahots. Un message fut adressé à la prochaine Conférence de San Francisco pour que les Nations Unies cessent toutes les relations avec l'Etat phalangiste.

Le Ministre du Travail américain, M. William Green, a déclaré que M. Prieto arriverait à New-York pendant le mois d'avril, afin d'assister à la Conférence de San Francisco. On croit probable aussi l'arrivée de M. Belarmino Tomás, président de la U.G.T. (Union Générale de Travailleurs).

La Junte de Libération espagnole, résidant à Mexico, a demandé au Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères des Etats-Unis des facilités extraordinaires pour MM. Alvaro Albornoz, Indalecio Prieto, Antonio Sbert et Félix Gordon Ordax. Etant donné que le cas espagnol ne fut pas traité à la Conférence de Chapultepec, on assure que le problème espagnol sera soulevé à San Francisco par une certaine nation et c'est à cet objet que ces personnalités désirent y assister afin de fournir tous les renseignements nécessaires.

Indépendamment de cette action d'ensemble, M. Prieto doit se rendre aux Etats-Unis pour des questions sociales et ouvrières.

Londres, 25 mars. — M. Negrin, dernier chef du gouvernement de la République espagnole, a annoncé son départ pour l'Amérique. Il compte rendre visite à Indalecio Prieto et croit à un rétablissement pacifique quoique pas immédiat de la République espagnole.

Dernières nouvelles

L'«Exchange Telegraph» du 15 entretient ses lecteurs de la charte soi-disant libérale, préparée par M. Fernández Cuesta selon les pressantes instructions du général Franco. Cette Constitution théorique, maladroitement copiée de celle des Etats-Unis, assurerait, dit-on, l'inviolabilité du domicile, le droit de réclamer un jugement dans les trois jours suivants l'arrestation. Le retour des exilés serait autorisé.

Des compléments d'information ajoutent que la course vers la «démocratisation» continue: le salut fasciste va être supprimé, ainsi que le drapeau de la Phalange. Une dernière nouvelle communique que trois chefs phalangistes qui ont osé protester contre cette démocratisation ont été déportés, mesure bien bénigne si elle est comparée à celles que pendant des années ont été appliquées à ceux qui étaient pour la Démocratie.

Barcelone. — A l'occasion de la mort du Président Roosevelt des manifestations spontanées ont eu lieu dans cette ville pour honorer le grand démocrate disparu. Le gouvernement franquiste, poursuivant son dessein de rapprochement envers les Etats-Unis, les a favorisées, malgré que cela a abouti à des manifestations inéquivoques d'anti-franquisme.

Barcelone. — Selon des renseignements parvenus de Madrid, des personnalités allemandes se trouvant actuellement en Espagne, acquerraient la nationalité espagnole sans même suivre toutes les formalités stipulées. On presume que l'aide de camp d'Hitler, Martin Boremann est entré par avion en Espagne.

Barcelone. — Le Ministre des Affaires Etrangères, M. Lequerica, a réuni les correspondants étrangers et leur a annoncé que la censure de toutes nouvelles en procédure d'Espagne a été supprimée.

Barcelone. — Le commentateur de Radio-Moscou, en parlant de l'Espagne de Franco, a dit, le 3 Avril, que celle-ci reste une tête de pont pour les aventuriers hitlériens.

Barcelone. — Le 19 Avril entrent en vigueur les dispositions que le gouvernement espagnol a pris arrêtant le trafic aérien entre l'Allemagne et l'Espagne comme conséquence des démarches faites par le gouvernement américain et qui revêtaient le caractère d'un véritable ultimatum. Aussi Radio-Madrid, après avoir chanté des années durant les excellences du régime et des chefs nazis demandant aux Démocraties de signaler les criminels de guerre afin qu'aucune méprise n'intervienne au moment que des personnalités allemandes puissent demander l'entrée dans les pays neutres.

Barcelone. — La course vers la «défascitisation» se poursuit. On parle avec insistance de la création d'un gouvernement présidé par le général Aranda, qui remplacerait celui du général Franco. Celui-ci se retirerait dans ses propriétés.

Le nouveau gouvernement dissoudrait la Phalange, ferait des élections dans l'année et permettrait la reconstitution des partis d'opposition.

Radio-Alger prend à partie le général Franco et le félicite ironiquement de sa grandeur d'âme d'accorder une amnistie aux républicains. Voyant ce volteface, le «speaker» se demande si nous ne verrons pas le Caudillo devenir républicain, avec sa «Division Azul» devenue Rouge et participant à la conquête de Berlin !

La Radio Canadienne elle aussi ne se laisse pas prendre aux manœuvres troubles du dernier valet d'Hitler : Il a (Franco) toujours aidé les nations de l'Axe ; il a cru toujours en leur victoire. Les Nations Unies acceptent l'Espagne comme l'une d'elles lorsqu'elle sera revenue aux idéaux démocratiques ?

Londres. — On annonce officiellement la nomination de Sir Victor Alexander Louis Mallet, ancien ambassadeur britannique à Stockholm, comme ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté à Madrid, en remplacement de Lord Templewood (Sir Samuel Hoare).

Ce BULLETIN D'INFORMATION est distribué gratuitement et n'est pas destiné à être mis en vente. Toutes les personnes qui désiraient le recevoir régulièrement doivent s'adresser à la Rédaction, 11, avenue Marceau.

On autorise la reproduction partielle ou intégrale de tous les articles et nouvelles qui sont publiés dans ce Bulletin, et nous remercions à l'avance les journalistes qui voudraient utiliser les renseignements contenus dans ces pages.

S. P. I., 4, Rue Saulnier — PARIS





BULLETIN D'INFORMATION DE "SOLIDARITÉ CATALANE"

PARIS, le 25 Mai 1945

No 2

APRÈS LA VICTOIRE

NOUS avons vécu dans les rues de Paris les heures victorieuses du 8 mai. Nous avons vu la joie des Parisiens. Nous les avons entendus crier leur gratitude au général de Gaulle, cet homme qui, partant en exil pour préserver la petite flamme de l'espoir, est revenu pour allumer avec elle cet immense Feu de Résurrection qu'est aujourd'hui la France.

Nous partageons de tout cœur cette joie. Mais en voyant le libre peuple de France acclamer la Paix et la Victoire, nous n'avons pu nous empêcher de penser à notre peuple, qui est toujours sous l'oppression, et à son bourreau. Nous avons pensé aux milliers et milliers de victimes qui ensanglantent ce régime; à ceux qui, comme Vitini, lieutenant-colonel des F.F.I., ont été fusillés ces derniers jours; à ceux qui tomberont demain ou le jour suivant. En voyant ces drapeaux libres qui flottent sur Paris comme sur Moscou, sur Rome comme sur Helsinki, sur Londres comme sur Oslo, nous avons pensé : Non, en Europe le drapeau de la liberté ne flotte pas partout ! La victoire des Nations Unies n'a pas été la victoire de tous les peuples asservis ! La Paix ne règne pas encore partout, puisque chez nous la guerre persiste !

La guerre persiste, car le Fascisme domine encore un pays qui se nomme lui-même Etat National-Syndicaliste, où nulle association politique, sociale ni culturelle n'est autorisée en dehors de celles de la Phalange. Cet Etat a des camps de concentration, des bataillons disciplinaires, des spécialistes de la torture. On y fusille sans jugement le soir dans les rues. Le jour venu, elles regorgent de « chemises bleues » qui défilent le bras tendu. A côté des orges et des affaires louches des dirigeants s'étale la misère des ouvriers et des ennemis du régime. Les mutilés de

SALUTATION AUX NATIONS UNIES

Solidarité Catalane salue au nom des Catalans le triomphe des Nations Unies. Elle rend hommage aux sacrifices et aux victoires des soldats et des marins britanniques et américains; à l'héroïsme du peuple russe et à la ténacité de son armée glorieuse; à ce peuple de France qui a su se ressaisir de son malheur et tirer de lui-même les raisons de son salut, rejoignant des Alliés qui ne l'avaient jamais oublié et un combat d'où il n'avait jamais été absent.

En ces jours de gloire nous saluons avec respect et admiration la mémoire du grand disparu, ami des hommes et des peuples que fut le Président Roosevelt, mort quelques jours avant la victoire; nous saluons les Cinq Grands, figures marquantes de notre temps et guides de leurs peuples : le Général de Gaulle, le Maréchal Staline, le Premier anglais M. Churchill, le Maréchal Tchang-kai-Tchek, le Président Truman. Et nous souhaitons que leur alliance forgée dans la lutte commune, devienne dans la paix une garantie de l'ordre et de la justice internationale.

guerre, les républicains sont sans travail ou dépossédés de leurs biens par des sentences injustes. Même si à présent ses chefs refusent de l'avouer, on voit bien quel a été le modèle d'un tel Etat. Les enfants y sont encadrés et

on les appelle « Pelayòs ». Armés de bonne heure, entraînés à la guerre, ils sont versés dans le « Frente de Juventudes ». Plus tard ils iront grossir l'opulente armée qui garantit le régime. Finalement, leurs devoirs de National-Syndicaliste leur pousseront dans les rangs de l'omnipotente Phalange.

Cet Etat a un chef à sa taille. Ami intime d'Hitler et de Mussolini, dont l'appui lui fut si précieux pour massacrer ses concitoyens, il leur envoya comme gage de fidélité une bien connue Division. Il leur promit même un jour d'envoyer un million d'Espagnols pour barrer la route de Berlin. Son Ministre des Affaires étrangères signa en son nom le Pacte Anti-Kommintern, le jour même où Ciano le définissait comme étant également dirigé contre l'U. R. S. S. et contre l'Angleterre. Il lâche à présent ses anciens amis en mauvaise posture, mais il fut l'un des grands soutiens de Pétain, qui divisa la France, et de Laval, qui la vendit aux encans. Un jour, le 17 juillet 1941, il affirma que les Alliés avaient perdu la guerre. Le lendemain, il ajoutait : « L'Axe est devenu un triangle avec l'Espagne ».

La victoire militaire des Démocraties est aujourd'hui heureusement acquise en Europe. Mais la victoire de l'esprit démocratique ne l'est pas puisque ce Dictateur et son Etat fasciste sont toujours là. On argüe parfois que leur disparition dépend de l'union des républicains exilés. Nous disons : Que les Démocraties accordent leur appui aux Présidents qui constitutionnellement représentent la légalité républicaine, et l'union se fera en 48 heures ! Car ce n'est pas le manque de volonté qui empêche cette unité que d'aucuns prétendent indispensable pour que l'on nous accorde un aide. Ce qui la gêne est plutôt le fait d'avoir vu s'écouler ces dix mois de libération en Europe



43366



La monarchie et les monarchistes

sans qu'aucun geste ne portât un coup au régime de Franco. C'est de voir ce régime se pavaner et vanter cyniquement ses services, sans qu'un cinglant démenti ne vienne lui démontrer que le monde est las des dictateurs et des fascistes.

Le monde a payé lourdement de six années de guerre totale la faute de n'avoir pas compris dans le passé la portée complète des mesures qu'il fallait prendre contre le fascisme, quand il était encore temps. Verra-t-on repaître cet état d'esprit qui conduisit à l'Anschluss, à Munich, et ne put éviter néanmoins la grande catastrophe ? Notre République fut une des victimes de cette faiblesse qui consiste à laisser sacrifier les propres principes chez les autres parce que l'on croit qu'ils sont une chose tout à fait différente. Toutes les libertés sont solidaires. Les souffrances endurées dans cette guerre ne suffiraient-elles pas à le rappeler à toutes les nations ?

L'U.R.S.S., le Mexique, Cuba, le Guatemala n'ont pas de relations avec Franco. La France, la Belgique et d'autres pays qui connurent l'occupation nazie n'ont pas agréé les Ambassadeurs qu'on s'empressait de leur envoyer de Madrid. Les peuples opprimés par Franco garderont toujours une sincère reconnaissance de ces attitudes. Mais on espère qu'elles seront imitées par les démocraties anglaise et américaine. Nous avons enregistré avec plaisir la déclaration récente de M. Molotov : « La guerre ne sera pas terminée pour l'U.R.S.S. tant que les forces du fascisme et de l'oppression n'auront pas été exterminées et n'auront pas disparu de la surface du globe. » Peut-on uniquement appliquer ces mots-là au Japon ?

Il y a peu de jours, M. Churchill déclarait : « En Europe, nous devons encore nous assurer que les buts simples et honnêtes pour lesquels nous sommes entrés en guerre ne soient pas écartés ou négligés au cours des mois qui vont suivre notre succès, et que les mots de Liberté, de Démocratie et de Libération ne soient pas déformés et ne prennent pas un autre sens que celui que nous leur avons donné. » Le règne de la loi et de la justice que M. Churchill réclame pour l'Europe doit-il s'arrêter aux Pyrénées ? Les gouvernements totalitaires ou de police dénoncés par le Premier Britannique ne comptent-ils pas comme leur parfait modèle l'Etat na-

Nous relèvois de « QUADERNS » quelques notes extraites d'une étude très poussée de la question monarchiste. Lors de la chute de Bilbao, le prétendant s'offrit à Franco pour aller combattre contre la République. Franco refusa. Lorsque les troupes franquistes occupèrent Barcelone, le dictateur reçut des télégrammes de félicitation de la part du roi et du prétendant. La guerre civile finie, Alphonse XIII abdiqua en faveur de son fils. Il mourut le 28 février 1941 et le Chef de l'Etat espagnol publiait alors un décret fixant les honneurs funèbres qui devaient lui être rendus. Lorsque le Prétendant prit congé des amis venus le voir en raison du premier anniversaire du décès, le Prince Juan prononça un discours au cours duquel il déclara : Nous avons la chance en Espagne que beaucoup de vieilles institutions et l'esprit qui les aimait paraissent neufs à force d'être oubliés et dans notre Mouvement National en tête duquel je me place plein d'enthousiasme... etc., Le 8 septembre 1943, la guerre était déjà dans son tournant, 7 lieutenants généraux demandent à Franco le rétablissement de la Monarchie. Ce tournant de la guerre était aussi reconnu par le Prétendant, qui déclara le 28-144 au journal « La Prensa » de Buenos-Aires : « Malgré ma bonne volonté, je ne peux pas m'associer aux postulats de la Phalange ni accepter que la restauration monarchiste soit le couronnement de la structure créée par le régime actuel. » Le 19 mars dernier, Don Juan a publié un manifeste dont le principal paragraphe dit : « Les tâches primordiales devront être : adoption immédiate par vote populaire d'une constitution politique, reconnaissance de tous les droits de la personnalité humaine et des libertés politiques correspondantes; établissement d'une assemblée législative élue par la nation; reconnaissance des particularités régionales; large amnistie politique; distribution plus équitable de la richesse et suppression des différences sociales injustes, etc... »

Une note écrite antérieurement au manifeste par M. Maura constitue déjà une per-

sonnelle syndicaliste de Franco ?

Nous ne demandons aucune mesure guerrière, mais uniquement le traitement que méritent les pestiférés : l'isolement. La rupture des relations de toutes les Nations Unies avec l'Espagne franquiste suffirait à faire tomber ce régime qui se soutient uniquement grâce à ses crimes et à l'épuisement des peuples qu'il a asservis. Les Catalans, dont les institutions, la culture et la langue ont été brutalement supprimées, demandent aux Démocraties qu'elles facilitent par leur attitude le retour aux institutions républicaines, vaincues grâce aux armes allemandes et italiennes. Sans cela, l'Europe ne pourra pas se dire libérée. Et seul l'avenir pourrait nous dire quel serait le résultat de cette dangereuse expérience de tolérer, après la guerre, la subsistance d'Etats fascistes en Europe.

tinente réplique. Quelques passages de la même sont reproduits par « QUADERNS », qui finit son exposé en disant que nous ne pouvons oublier que les monarchistes s'étaient déjà révoltés en août 1932, qu'en mars 1934 ils ont signé un pacte avec Mussolini et qu'en juillet 1936 ils ont déclenché la guerre civile avec les militaires, leur prêtant depuis, le Prétendant en tête, tout leur appui dans la tâche infâme de brider le pays. La conclusion est facile, termine « QUADERNS ».

De notre côté nous avons reçu de Barcelone plusieurs documents qui mettent en relief différents points de vue des mêmes monarchistes et qui dévoilent exactement les conceptions « démocratiques » qui les animent.

Plusieurs de ces manifestations sont d'un intérêt médiocre. Celles qu'a fait un aristocrate monarchiste « se refusant à croire que Don Juan ait pu écrire un manifeste si avancé » sont pourtant dignes d'être relevées, puisqu'elles démontrent avec quels hommes devrait compter la Monarchie pour mener à bien son prétendu programme. Pourquoi une amnistie ? demande ce même noble.

Un document fort intéressant est la copie du télégramme envoyé par M. Goicoechea au Comte de Barcelone. M. Goicoechea, qui était le chef monarchiste, trouve déplacée la démarche du Prétendant et cela explique que ce document soit diffusé par les autorités franquistes. En voici des passages :

« Je croirais commettre un péché de lèse-patrie si j'adoptais une attitude de disconformité avec le gouvernement du général Franco. Lorsqu'en 1939 se présentaient mes respects à Don Alphonse XIII j'entendis de sa bouche une franche et affectueuse approbation au sujet de ma participation officielle dans l'Espagne nouvelle. Le pays, sans vote populaire et sans libertés démocratiques, vit depuis 1939 d'une façon ordonnée, pacifique et presque prospère. »

Cette lettre motiva une réplique d'un autre monarchiste notoire : le marquis de Luca de Tena, ex-Président du Conseil de la Presse espagnole, lequel se plaint tout de suite de l'interprétation que M. Goicoechea semble avoir donnée du manifeste de Don Juan : « Je ressens de la peine quand je constate que tu contribues avec ton autorité morale à présenter ce document avec des intentions de démocratie pure, suffrage universel et désintégration de la Patrie, que personne n'a pu entrevoir dans les paroles royales. »

Le document dit plus loin : « Le manifeste royal parle dans un autre paragraphe d'une Assemblée législative élue par la Nation. Elue comment ? Il ne le dit pas, mais l'on sous-entend clairement que la forme du suffrage sera déterminée à l'avance dans le Code fondamental. »

Pour ce qui est des libertés catalanes et basques — soi-disant caractéristiques régionales — le doute ne subsiste plus maintenant :

« Cher Antoine, tu ne peux pas t'effrayer de la reconnaissance des diversités régionales. Ce sont les mêmes mots que ceux employés par ton premier chef, D. Antonio Maura, bien plus modéré que l'autre chef que tu as eu après : D. Francisco Cambó. »

(Suite à la page 6)

Le clergé et l'Etat espagnol

Il était question dans notre premier numéro de l'intervention néfaste des militaires dans la vie de l'Etat espagnol. A cette ingérence là, il faut en ajouter une autre dont les conséquences ont été aussi déplorables que pour la première. Il s'agit de l'Eglise espagnole, puissant facteur politique jusqu'à nos jours.

Nous croyons qu'il n'est pas nécessaire de rappeler, même au lecteur non initié aux choses d'Espagne, l'influence dont l'Eglise a toujours joui dans le sein de l'Etat, ce qui lui permit d'en arriver à ce monument du Fanatisme qu'était devenue la croyance avec la Sainte Inquisition. Au long des siècles qui ont vu croître toujours la puissance de l'Eglise dans les moyens tolérés par chaque époque, s'est ancré dans l'esprit du clergé espagnol la conviction que le bien-être et la gloire procurés par la vie politique étaient des biens qui lui revenaient de droit. En plus, sa participation à la curée intérieure qu'a été le déclin de la puissance espagnole l'a dissociée du peuple le plus catholique qu'il soit. C'est ce qui faisait dire à une revue étrangère catholique, en novembre 1936 : « Les traditions non sociales, antisociales même du catholicisme espagnol ont une bonne part de responsabilité historique dans le chaos actuel ».

L'intervention politique du clergé dans les époques de paix a toujours été très intense. Autant peut-on en dire en temps de guerre, que ce soit contre les armées de la Révolution et de Napoléon, comme au cours de la guerre civile de 1830-1840 où est née la figure typique en Espagne du curé armé d'un tromblon. Aussi sa participation dans les luttes politiques d'où naquit le soulèvement de Franco fut grande.

C'est un fait déjà constaté à l'étranger que tout mouvement révolutionnaire entraîne en Espagne des représailles contre l'Eglise et ses représentants. Et bien que cela peut étonner le profane quand il constate le haut degré de catholicisme dont font preuve en tout moment ces mêmes peuples qui s'attaquent à elle, ce fait s'explique car même en étant catholique, une bonne partie du pays est anticléricale. Aussi une grande partie des plus farouches anticléricaux sont des anciens élèves des écoles catholiques.

Le soutien que l'Eglise espagnole avait accordé à la Monarchie, aux régimes militaires qui la soutenaient et à toute mesure qui perpétuait les profondes injustices sociales dont l'Espagne demeure toujours le champion, fit aussitôt l'accord des républicains, tout de suite après l'avènement de la République, dans ce sens qu'il fallait prendre des mesures

mettant l'Etat espagnol à l'abri de cette influence ouvertement anti-républicaine par la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Cela ne se fit pas sans une opposition ininterrompue des forces politiques en désaccord avec cet article constitutionnel, ni non plus sans que la République n'ait à supporter les attaques qui du haut des chaires lui étaient adressées avec un évident effet sur les femmes qui venaient de se voir accorder par celle-ci le droit de vote.

La République ayant voulu écarter l'ingérence militaire s'était fait de ceux-ci un ennemi acharné. Un deuxième vint s'y ajouter et l'on vit l'Eglise faire cause commune une fois de plus avec les premiers et aussi avec les grands propriétaires terriens, derniers lésés du nouveau régime. L'Eglise espagnole persévérait par la suite à aider le possédant et laissait les laborieux dans l'espoir du Paradis.

Ce divorce avec le peuple existait depuis longtemps et avait été déjà dénoncé par la plume de M. José Bergamín, catholique bien connu : « Longtemps avant que la séparation de l'Eglise et l'Etat eût été accomplie par la République, il existait en Espagne une séparation entre l'Eglise et le peuple ; l'initiative de cette séparation avait été prise par l'Eglise elle-même. C'était l'Eglise qui s'était déclarée solidaire des riches, qui par une aberration non chrétienne s'était transformée en leur instrument politique et leur offrait pour la défense de leurs intérêts matériels un masque apparemment idéal ».

Ainsi la République s'aliéna une puissante force matérielle en estimant qu'une partie de l'assignation du Budget qui revenait à l'Eglise, trouverait de plus utiles applications dans la construction de routes et d'écoles dont le pays avait grand besoin. Cette dernière n'accepta jamais la disparition du mur qui séparait dans les cimetières les gens enterrés selon les rites catholiques et ceux enterrés civilement. L'Eglise espagnole se déclara incompatible avec le divorce et n'accepta jamais les dispositions qui, tout en autorisant les processions à travers les rues, les mettaient sur le pied d'égalité des autres manifestations publiques. Sur le plan moral, une prétendue intolérance religieuse, qui n'exista de la part du gouvernement ni après juillet 1936, fit tendre encore les relations entre l'Eglise et l'Etat et stimula l'intervention de la première dans la vie politique. Cela expliquera peut-être pourquoi l'Eglise se trouva plus tard mêlée une fois encore au tourbillon de la colère populaire.

Sa participation morale et aussi matérielle au soulèvement militaire et à la

conduite de la guerre civile fut presque générale. Aujourd'hui encore l'Eglise espagnole est un des soutiens de Franco qui sait bien rémunérer tous ces évêques et prélats qui ordinairement l'accompagnent dans ses parades militaires. Il n'oublie pas non plus ces autres qui du haut de la chaire font l'éloge de l'homme qui a causé plus d'un million de morts dans la Péninsule et en a maintenu des centaines de mille derrière des barbelés au nom d'une Croisade du Christianisme. L'Eglise a repris depuis 1939 son rang de puissance à l'intérieur de l'Etat. Elle est rétribuée à nouveau par ce dernier, quoique à ce sujet elle n'ait pas beaucoup de reproches à adresser à la République, puisque celle-ci lui fournit aussi son aide économique à exclusion du haut clergé et des écoles religieuses qui restaient tolérées, l'Etat gardant toutefois le droit de ne plus subventionner le remplaçant du titulaire disparu. Après la fin de la guerre civile, et dans l'ensemble, l'Eglise espagnole n'a pas rempli la tâche magnifique que lui incombait : pacifier les esprits, panser les blessures de ses peuples tout en empêchant des traitements qui rappellent ceux infligés par les tortionnaires du Christ. Néanmoins, des cas isolés magnifiques sont à relever, dont nous ne pouvons pas donner le détail.

Par contre, parmi le clergé catalan, qui luttait aussi depuis longtemps pour la renaissance spirituelle de la Catalogne quelques cas collectifs des Ordres religieux sont à signaler : les Franciscaïns, les Capucins, les Bénédictins et ceux des « Escolles Pies ». Une partie du clergé catalan sut ainsi s'élever au-dessus de la passion partisane qui était l'apanage du clergé espagnol et vinrent partager l'exil avec son peuple, tel le Cardinal Archevêque de Tarragona, Vidal Barraquer, mort en Suisse en 1943. Un nombre important de catholiques de tous les Partis catalans ont aussi manifesté par des actes leur désaccord avec les méthodes et procédés dont un prétendu catholicisme servait de parade. Tel Carrasco Formiguera, « leader » de l'Union Démocratique de la Catalogne, fusillé en territoire franquiste.

Mais l'exemple d'un clergé admirable et patriote, humble et profondément chrétien nous vient de l'Euzkadi. C'est ce clergé qui est toujours resté aux côtés de son peuple. C'est cette foule d'ecclésiastiques basques morts à l'ennemi en défense de la Démocratie ou face au peloton d'exécution, qui montrent le chemin au clergé espagnol, car il ne suffit pas d'être les représentants de Dieu auprès de son peuple, il faut être aussi les représentants de son peuple auprès de Lui.



L'ESPAGNE FRANQUISTE, VUE

« démocratisation »

BARCELONE. — Radio Nationale d'Espagne, dans son émission du 27 avril, constata certaines fissures de la politique extérieure des Démocraties : « Le gouvernement de la République Argentine avait été mis en demeure de changer de politique extérieure sous la menace d'un isolement complet par les autres gouvernements américains. Le même régime et le même gouvernement, quelques semaines après sont l'objet de louanges qui ne sont motivées que par le seul fait d'avoir rompu avec les puissances de l'Axe et de leur avoir déclaré la guerre. Ce qui intéressait les Alliés était-ce la politique intérieure de l'Argentine ? Non. Les grandes puissances ne s'intéressent qu'à la politique suivie par les autres nations à leur égard. » C'est ce qui explique cette politique de concessions devant garantir la survivance du régime franquiste.

Radio Moscou dénonça aussi le volte-face de Franco et ses acolytes. Ainsi, un chef de la Phalange, Ramon Fernando Puerta disait dernièrement aux phalangistes : « Vous devez adopter une attitude aimable et débonnaire dans le but de mieux servir le phalangisme. »

BARCELONE. — Malgré le démenti donné par Franco en ce qui concerne un changement d'orientation politique, il circule encore des rumeurs se rapportant à une possible dissolution de la Phalange espagnole comme conséquence des effets produits par la Conférence de San Francisco.

BARCELONE, 30 avril. — Le volte-face de Franco s'est accentué encore avec la fermeture des locaux occupés par les attachés militaires, de l'air et naval du gouvernement fasciste italien. On a fait de même avec le bureau de presse fasciste.

BARCELONE, 1er Mai. — Le Ministre de la Justice, M. Eduardo Aunós déclara que le « Fuero de los españoles » (Droit des Espagnols) de récente création, était destiné à être la loi fondamentale garantissant les droits de base de tous les Espagnols. Cette loi a été qualifiée de Droits de l'homme du XX^e siècle appliqués à la vie espagnole. Elle garantirait la liberté de pensée et la liberté juridique, écartant ainsi des actes arbitraires du Gouvernement. Elle garantirait aussi la liberté de choisir une profession (?) le lieu de son travail (?) et le respect pour la propriété privée.

La promulgation de cette loi impliquerait la suppression de tous les tribunaux spéciaux. Le ministre déclara que le « Fuero » des Espagnols deviendra loi en Juin.

On fait remarquer dans les milieux anti-franquistes de la capitale que cette déclaration est en contradiction flagrante avec l'amnistie politique annoncée.

BARCELONE, 6 mai. — Le 4 mai, le speaker de Radio-Espagne s'évertuait à soutenir que si l'Espagne franquiste n'avait pas été là, en 1940, l'invasion de Gibraltar se serait produite et que cela devait être un motif de gratitude de la part des démocraties et de l'Angleterre spécialement. Seulement le speaker semble oublier que c'était les mêmes phalangistes qui voulaient l'en-

vahir et l'auraient fait pour peu que l'occasion se soit présentée.

BARCELONE, 7 mai. — M. de Lequerica a communiqué un texte qui vient compléter l'information de M. Aunós. La loi précitée prescrit: Loyauté au Chef d'Etat; Protection de l'Etat à l'Eglise catholique; Respect de toutes les croyances religieuses sans permettre toutefois d'autres manifestations extérieures que celles du culte catholique; Droit de correspondance, droit de résidence sur le territoire national et l'inviolabilité du domicile tout en prévoyant la suspension de celle-ci sur mandat des autorités; droit de réunion et d'association à condition qu'elles aient des fins licites; droit d'être jugé ou relâché trois jours après l'arrestation, sans préciser toutefois lesquels doivent être jugés, lesquels relâchés. Finalement, le droit reste réservé au gouvernement d'annuler par décret-loi, dans des circonstances spéciales, les plus importants droits ainsi reconnus.

BARCELONE, 9 mai. — M. de Lequerica a déclaré que M. Laval ne serait pas livré aux Français car cet acte constituerait une extradition politique qui semble contraire à l'article 3 de la convention d'extradition franco-espagnole.

M. Laval fut interné à Montjuich dès son arrivée, malgré que des chambres lui eussent été retenues à l'Hôtel Ritz. Néanmoins, des chambres confortablement aménagées lui ont été attribuées dans ce château où l'on fusilla le Président de la Catalogne, livré par Laval lui-même lorsqu'il détenait le pouvoir en France. Il a reçu la visite de plusieurs personnalités du régime qui ont conféré plusieurs heures avec lui, entre autres M. Correa Véglisson, chef de la Phalange, et Gouverneur civil de Barcelone. Il lui a été donné l'assurance qu'il ne sera pas remis à la France.

BARCELONE. — Les milieux de la Résistance catalane font circuler un tract dans lequel ils mettent en relief le double rôle joué par M. de Lequerica, tout d'abord auprès de Laval, ce qui lui permit sa complicité dans l'acheminement du Président Companys vers le peloton d'exécution, et ensuite celui joué aujourd'hui livrant lui-même son ami et complice aux autorités anglaises. La feuille termine en dénonçant les efforts entrepris par M. de Lequerica, qui ont abouti à ne pas livrer Laval aux Français, ce qui aurait pu entraîner des révélations compromettantes pour l'affaire Companys.

BARCELONE. — Laval fut autorisé, lors de son arrivée à Barcelone, à garder une grande quantité de bijoux et de francs français.

BARCELONE, le 10 mai. — Lorsque Radio Espagne a annoncé la célébration de la Victoire à Madrid, qui était complètement pavoisée, la nouvelle de l'arrivée de quelques techniciens nord-américains a été donnée. Ces techniciens étudiaient la création de nouvelles lignes aériennes.

BARCELONE, 11 mai. — Toutes les grandes villes d'Espagne ont pavoisé aux couleurs alliées — exception faite du drapeau de l'U.R.S.S. — dans le courant de l'après-midi du 8 mai. Au cours de cette même journée fut annoncée la rupture des relations de l'Espagne avec l'Allemagne, étant donné qu'il n'existait plus aucun gouvernement allemand. Des biens des ressortissants allemands ou alliés de ceux-ci ont été placés

sous séquestre. D'autre côté, on nous annonce l'atterrissage sur un camp d'aviation du Nord d'un appareil emmenant le fasciste belge Degrelle, ainsi que cinq aviateurs allemands. Par la même voie, sont arrivés Georges Guibaud et Guérard, deux notables collaborationnistes français.

L'Espagne de Franco qui, aux heures sombres de 1940, occupa Tanger, essaie maintenant de ramener la ville à son statut primitif. A cet effet, le drapeau du Khalifat de Tétouan est disparu des bâtiments publics et l'emblème chérifien y flotte à nouveau. La douane a cessé aussi de réclamer le cinq pour cent qu'elle percevait irrégulièrement.

La neutralité de Franco

BARCELONE. — « Arriba », journal phalangiste, déclarait que l'Espagne « est envisagée comme une possible tête de pont d'où l'Europe quelque jour entreprendra son propre rachat ».

Au même temps, M. Fernandez Cuesta, Président du Conseil d'Etat, disait dans un discours : « Evidemment, camarades, le Mouvement espagnol a surgi dans le même siècle que les Mouvements allemand et italien. Comme eux, il est né du désir d'ouvrir de nouvelles veines où pussent couir toutes ces forces politiques, économiques et sociales que le bolchevisme avait déchaînées ; ce que l'Etat libéral était incapable de faire. »

San Francisco. — Un mémoire a été présenté à San Francisco par un Comité nord-américain d'amis de la République espagnole. Ce mémoire, de 21 pages, indique les moyens par lesquels les produits du pillage de l'Axe sont envoyés en Amérique latine par l'intermédiaire de bureaux espagnols du service diplomatique. Le Comité demande que Franco ne soit pas autorisé, même plus tard, à siéger dans l'organisation de paix et qu'une place soit réservée pour la République. Un autre mémoire doit être présenté par MM. Alvarez del Vayo et Prieto.

Radio Londres dans son émission du 1^{er} Mai rappelait que le criminel de guerre Himmler avait effectué un voyage en Espagne en octobre 1940 et qu'à cette époque « Arriba », le journal de la Phalange, disait: (20 octobre 1940) « Une littérature payée, frivole ou misérable a voulu par sa haine contre la renaissance allemande affaiblir la personnalité de notre visiteur. Himmler est aujourd'hui l'hôte de l'Espagne franquiste, qui coïncide avec le troisième Reich en ce qui concerne la nouvelle valorisation de la mission du service et du sacrifice pour une norme supérieure d'existence nationale et individuelle ».

Barcelone. — On nous mande de Madrid que les archives de l'Ambassade de l'Allemagne ont été dirigées vers une destination inconnue, à l'objet de « camoufler » le siège et les activités naziste.

Barcelone, 1 Mai. — L'Espagne vient de se démettre de son rôle de défenseur des intérêts allemands.

Bilbao, 1 Mai. — Des bateaux partant de petits ports ont continué pendant le mois d'Avril à ravitailler les garnisons allemandes du Golfe de Gascogne. Les organisateurs de ces expéditions jouissent de l'aide des milieux

DU DEHORS ET DU DEDANS

officiels de la Phalange, ce qui motiva des arrestations lorsque les Ambassades alliées dévoilèrent cette aide. Cela fut confirmé plus tard par le Secrétaire d'Etat à la Chambre des Communes.

Barcelone, 1 Mai. — Deux Journalistes, Carlos Sentis et Matias Cirici Ventallo sont partis visiter les camps de concentration allemands. La population espagnole avait été renseignée par les récits de la presse britannique, puisque aucun détail concernant les massacres nazis n'ont été publiés par la presse phalangiste. La population catalane, dont une considérable partie a fait un stage dans les camps de concentration phalangistes constate la similitude du traitement donné en Allemagne et en Espagne aux prisonniers politiques.

Barcelone. — Radio Nationale d'Espagne du 2 Mai condamne l'exécution de Mussolini et cite à l'appui la presse madrilène qui en fait de même. Le journal A. B. C. affirme que la destinée de Hitler étonnera le monde futur et l'émission finit avec une citation qui revient à Mussolini et qui regrette la mort de ce grand ami du dictateur espagnol.

Paris, le 3 Mai. — Le Procureur général Mornet, chargé de la procédure contre Pétain a déclaré que la liaison établie par Pétain avec Hitler fut faite par l'intermédiaire de Franco.

Barcelona, 6 Mai. — Josep Vitini, connu dans la Résistance française sous le nom de lieutenant-colonel Ernesto a été fusillé à Madrid avec dix autres antifascistes, eux aussi membres de la Résistance française comme ayant participé ou organisé l'attentat des deux phalangistes tués et pour lequel 16 otages antifranquistes furent déjà fusillés le lendemain.

Barcelone, 7 Mai. — L'arrivée à Madrid du Comte Maura, chambellan de Don Juan, nous est confirmée. Son séjour en Espagne semblerait ne pas être de courte durée.

Barcelone, 7 Mai. — Les journaux phalangistes s'attaquent à l'armée soviétique et la présentent comme étant des bandes armées. C'est le cas du journal « Ya ». Le journal « Arriba », de son côté, après avoir parlé de la gloire du vaincu, informe le public espagnol sur les camps de concentration allemands et manifeste sa réprobation contre ces actes anticatholiques.

Les prisons de Barcelone et de Bilbao qui regorgent encore de nationalistes qui ont été torturés pendant des mois, et les familles de ceux abattus par la Phalange pourraient certifier que l'accomplissement de pareils actes n'est pas l'apanage des Allemands.

Barcelone, 9 Mai. — Le dictateur Franco prendra certainement la parole le 14 Mai, date à laquelle doit être ratifiée la « Charte espagnole ». Il fixerait le point de vue franquiste en ce qui concerne la guerre qui vient de finir.

Barcelone, 10 Mai. — M. Ford, nouveau consul des Etats-Unis à Barcelone, a pris possession de son poste.

Barcelone, 10 Mai. — Des rafles qui rappellent celles du lendemain de la victoire de Franco, viennent d'avoir lieu aussitôt après l'annonce de la fin de la guerre en Europe. Mille espagnols ont été arrêtés à Madrid, ainsi que 500 catalans à Barcelone.

Barcelone, 10 Mai. — L'archevêque de Tolède, Primat d'Espagne, Monseigneur Pla Daniel, s'est adressé aux espagnols à l'occasion de la fin de la guerre. Après avoir stigmatisé les agressions, il déclare « bien haut : la guerre européenne n'a rien à voir avec la guerre civile espagnole. Ce fut lamentable que l'Eglise qui ne s'était pas opposée au régime républicain, fût attaquée par celui-ci ». Il continue : « Les véritables catholiques devront reconnaître dans la guerre d'Espagne le caractère d'une véritable croisade pour Dieu et pour l'Espagne qui fut reconnue par les Souverains Pontifes avec leurs bénédictions ». Plus loin il dit « elle (l'Espagne) a vu l'écroulement des trois nouveaux systèmes qui nourrissaient l'Etat par la force ». Un autre passage est : « Nous continuons à prier parce que la continuation de la lutte armée est toute la négation de la paix ».

L'accusé se défend lui-même

Barcelone. — Radio National d'Espagne du 19 Avril donna in-extenso une conférence donnée par M. W. Thomas Wasch, dans laquelle les attaques contre la URRS, le Mexique, la République espagnole se succédaient les uns aux autres. Finalement, Franco était présenté comme le sauveur d'Espagne et du monde pour avoir combattu ouvertement et le premier la République communiste de 1931.

Barcelone. — Quoique les usines catalanes tournent au ralenti ou bien pas du tout à cause du manque de courant électrique, Radio Nationale d'Espagne, dans son émission du 1er Mai diffusait la visite faite par le général Franco à une exposition industrielle électrique, où lui furent offerts en hommage un poste de radio et un frigidaire. Le « speaker » continua en faisant les louanges de l'organisation accomplie par le régime phalangiste, ce qui lui permit de conclure que l'Espagne n'avait jamais connu une période aussi pleine de réalisations culturelles que pendant les 6 années du régime actuel.

Barcelone. — Radio Espagne du 4 Mai mettait en relief l'oeuvre d'Entr'Aide française en Espagne espérant peut-être s'attirer un peu de bienveillance de la part de la France. Les combattants des F.F.O. qui ont reconquis la Pointe de Grave ont pu voir qu'il fonctionnait aussi un service franquiste d'Entr'Aide qui n'a rien à voir avec le premier.

Barcelone. — Radio Nationale d'Espagne du 6 Mai s'attaquait aux journaux qui selon ses explications publient des nouvelles et des commentaires mensongers sur l'Espagne. Tout en affirmant que l'Espagne est un oasis parmi les peuples malheureux de l'Europe, finissait : « L'Espagne a trouvé un homme pour la diriger, et cet homme, désigné pour la Providence, la guide définitivement dans le meilleur chemin. Notre régime a la confiance du peuple parce qu'il est basé sur la justice ».

Dans ses dernières émissions, Radio Nationale d'Espagne se rejouit naturellement des différents qui se sont élevés au sujet de la Pologne et s'acharne aussi à présenter comme un retentissant succès antibolcheviste que la proposition concernant l'Argentine ait été repoussée.

Les démocraties jugent

Le journal « Pravda » de Moscou, dans un article intitulé « La neutralité d'Espagne », déclare que celle-ci, malgré son apparente neutralité a été spirituellement et économiquement aux côtés de l'Allemagne. Il constate aussi que les capitaux allemands se trouvent aujourd'hui en Espagne où mille fabriques appartiennent aux allemands et deux mille autres ont à leur tête des directeurs allemands.

Paris. — M. Maurice Lacroix dans un article remarquable dans le journal « Résistance » dit : « De Franco ou Laval, lequel est le plus méprisable, l'homme qui abandonne ses complices d'hier et leur refuse l'asile imploré, ou celui qui, après avoir violé toutes les lois de l'hospitalité, vient en réclamer le bénéfice ? Nous nous refusons à choisir ».

Radio Alger dans son émission du 26 Avril dénonce le rôle joué par Franco pendant la guerre et s'élève contre la prétendue neutralité de Franco. Il rappelle que celui-ci a une drôle de façon d'envisager la neutralité : « Le même jour que les allemands occupaient Paris, le 14 Juin 1940, Franco occupait Tanger, placé sous contrôle international. L'administration française fut remplacée. L'assemblée législative fut dissoute et les pouvoirs du comité diplomatique furent supprimés. Le gouvernement franquiste s'empara des douanes, etc., puis le consulat allemand ouvrit ses portes et devint un centre d'activité publique et souterraine... Radio Alger finit en demandant que la question de Tanger soit aussi résolue à San Francisco ».

Radio Moscou dans son émission du 1er Mai n'oublia pas les travailleurs de la Péninsule : « les uniques qui ne connaissent pas encore la délivrance. Hitler, disparu ou mort, Mussolini châtié par les patriotes italiens ; Pétain incarcéré ; il ne reste que Franco, ce complice servile des hitlériens à qui la peur dicte des manifestations démocratiques ».

Le poste Radio Espagne indépendante s'est adressé à ses auditeurs le 7 Mai en langue catalane. Il a dénoncé l'orientation donnée à la politique franquiste de s'armer jusqu'aux dents au moment même où la guerre était prête à finir. S'adressant aux catalans il leur rappela que les loups les plus dangereux sont déguisés en brebis.

Les républicains exilés agissent

Radio Moscou du 20 Avril attaqua vivement Franco et informa ses auditeurs d'une conférence des vétérans de la Brigade Internationale qui s'est ouverte à Londres. Plusieurs orateurs démasquèrent l'aide fournie par Franco à Hitler et qui s'élevait à plusieurs millions de tonnes de matériel et marchandises par an.

México. — Une commission de quatre membres est arrivée à San Francisco portant la représentation des républicains espagnols. Ils ne peuvent pas être reçus par la conférence. Il s'agit de MM. Alvaro de Albornoz, Sbert,



L'Espagne franquiste vue du dehors et du dedans

Gordon Ordax et Indalecio Prieto. Ils ont obtenu certaines facilités de la part des autorités.

Paris. — On nous mande de Santiago du Chili que la Municipalité de la ville a accordé donner le nom d'une avenue au Président de la Catalogne, Lluís Companys, assassiné par Franco.

México. — Dans un article publié à « La Nación » M. Alvarez del Vayo décrit le climat de guerre civile qui existe en Europe et il va jusqu'à la prédire. Il écrit que la responsabilité en incombera aux dirigeants alliés qui n'ont pas cru ou qui n'ont pas voulu une guerre politique, quand cette guerre n'a pas de sens si elle n'est pas livrée pour la démocratie et pour la complète destruction du fascisme.

Bordeaux. — La Brigade Basque qui a participé à la libération de la poche de la Gironde sera décorée par le commandement français, vue sa conduite héroïque.

La réaction des républicains devant la prétendue amnistie est la même que partout. On nous communique de la Havane un manifeste dans lequel il est affirmé que dans les prisons et camps de concentration de l'Espagne il y a plus de deux cent mille prisonniers

Radio Espagne indépendante du 2 Mai faisait état de l'hostilité que les représentants des Nations Unies manifestent en général envers le régime phalangiste. Il ajoutait que M. Alvarez del Vayo était arrivé à San Francisco afin d'assister aux délibérations. L'émission termina avec un cri d'appel vers l'union de tous les exilés, première condition pouvant apporter une garantie de stabilité républicaine.

Paris, 5 Mai. — Cette dernière semaine sont arrivés du camp de concentration de Buchenwald, 12 déportés catalans. On a signalé l'arrivée d'une quarantaine pour cette semaine en provenance de Dachau. De Perpignan on nous confirme l'arrivée de trois déportés catalans, dont une femme. On a confirmé la mort de deux organisateurs de la lutte clandestine, l'un à Paris, l'autre à Toulouse, MM. Miré et Llussà, fusillés en 1945 et 1943 à Rawensbrück et Essen respectivement.

« IBERIA »

Revue des Nationalités Ibériques

Vient de paraître la première livraison de la Revue *Iberia*. Cette revue présente l'originalité de publier des essais en français et en toutes les langues parlées à la Péninsule Ibérique. Dans ce numéro nous lisons des articles signés par Jean Cassou, qui présente le concept historique et géographique du mot Ibérie, de l'ancien chef du gouvernement portugais D. Dominique dos Santos, des écrivains et hommes politiques catalans A. Rovira i Virgili et L. Nicolau d'Oliver, du ministre basque J. M. Leizaola, de l'espagnol M. de Miranda et de Jean Morgades. Le thème central de ce numéro est la présentation de l'idée d'Alliance Ibérique, mouvement qui est étudié sous plusieurs faces par les auteurs des essais.

Paris, le 12 Mai. — On nous signale la bonne impression causée dans les milieux de la résistance catalane, par la déclaration faite par M. Molotov à San Francisco, selon laquelle la guerre ne sera pas terminée pour l'URSS, tant que les forces du fascisme et de l'oppression n'auront pas été exterminées et n'auront pas disparu de la surface du globe.

Selon la délégation française à la Conférence de San Francisco, M. Prieto, un des « leaders » socialistes espagnols a été autorisé par la France à établir des Comités de Libération sur son territoire. Lui et les autres membres de la Junta de Libération Espagnole sont attendu incessamment en France.

Paris, 12 Mai. — M. Largo Caballero, un des « leaders » socialistes espagnols a été libéré par les troupes alliées et se trouve dans un hôpital de Pologne.

Ce qui se passe en Espagne

Radio Nationale d'Espagne du 4 Mai — fidèle à elle-même — donnait à cette date la nouvelle suivante : « Des unités russes et polonaises ont été totalement anéanties par les allemands. Quelques villages sont tombés entre les mains des allemands ».

Le 4 Mai ce même poste diffusait des calomnies contre l'Armée Rouge se faisant fort de prétendu actes arbitraires qui auraient eu lieu à Budapest contre les Ambassades neutres. Les insultes étaient étendus dans cette même émission aux partisans italiens qui étaient appelés des traîtres.

Radio Nationale d'Espagne dans sa même émission déclarait qu'à Lisbonne les drapeaux étaient en berne aux ambassades d'Espagne, Japon, Argentine, à la Nonciature Apostolique. Motif : la mort de Hitler.

Radio Moscou du 6 Mai fait un commentaire sur la visite qu'effectuent deux journalistes phalangistes aux camps de Buchenwald et leur demande si leur visite est pour se perfectionner dans la matière et apporter ainsi du nouveau aux camps qui existent en Espagne. Il dénonce cette farce tardive, après que pendant six ans de guerre les journalistes franquistes n'ont fait rien d'autre que glorifier l'ordre allemand. Il se demande enfin s'il s'agit des mêmes journalistes franquistes qui participèrent au grand mensonge de « Katyn » et leur avance que cette fois il n'y a pas de truquage.

A ce sujet nous devons ajouter que jusqu'au retour de ces journalistes les journaux espagnols n'ont pas été autorisés à publier une information complète.

Paris, 7 Mai. — Des journaux de la presse de ce matin ont annoncé que des forces anglaises ont fait prisonniers en Autriche les restes de la « Division bleue ».

Radio Moscou du 7 Mai déclarait qu'à l'heure actuelle l'Espagne est devenu le refuge des hitlériens. Il rappela que M. Torkye, membre du Congrès américain, avait déclaré il n'y a pas longtemps qu'une grosse partie de l'industrie de la Catalogne se trouve entre les mains des allemands. Des nouvelles usines sont aussi construites dans la région de Reus, toujours sous leur contrôle.

Ce même jour Radio Phalange de Valladolid prétendait que l'Espagne de Franco avait droit à une place qui lui permit de participer à la tâche de l'heure présente. Ses mérites étaient son passé historique; ses grands experts, ses grandes juristes, ses grandes capitaines. Et le discours du porte-parole phalangiste finissait ainsi : Pour que notre tâche soit plus efficace, NOUS METTONS EN PRACTIQUE LE DROIT DE L'ESPAGNE DE NE PAS AFFAIBLIR SA STRUCTURE POLITIQUE PAR DES CONCESSIONS PREMATUREES ACTUELLEMENT A LA MODE. »

Radio Moscou du 7 Mai, commentait dans son émission la nouvelle fournie par un correspondant de l'United Press à Madrid, selon laquelle Franco, en apprenant la mort de Hitler se rendit en personne à l'Ambassade allemande pour y exprimer sa tristesse et présenter ses condoléances à cause de son décès. Radio Moscou relevait aussi la nouvelle fournie par un autre correspondant selon laquelle Franco aurait signé à lui seul plus de 4.700 condamnations à mort. Finalement, le speaker russe citait un passage d'un journal turc : « Le gouvernement de Franco, maintenant que l'Italie et l'Allemagne sont vaincues, s'efforce de passer pour un agneau innocent espérant ainsi rester au pouvoir. Mais les hommes qui le composent agissent bien mal en conformité avec les principes démocratiques quand ils mettent en jeu tout leur pouvoir pour combattre ceux qui en Espagne sont en opposition, ouverte ou non, avec le gouvernement de Franco ».

Notes sur la monarchie et les monarchistes

(Suite de la page 2)

Plus loin, M. Luca de Tena constate que le Ministre du Parti, Arrese a affirmé déjà que l'Espagne est une Démocratie, et il continue : « Le Roi n'est pas arrivé dans son manifeste jusqu'à recommander ce système, même pas à écrire ce mot — à juste raison néfaste pour les Espagnols. — Tu affirmes que le pays, sans vote populaire et sans libertés démocratiques, vit depuis 1939 d'une façon ordonnée et presque prospère. J'ose affirmer cela et j'enlève le « presque ». Mais crois-tu que les Alliés vont nous laisser continuer ainsi ? Même le général Franco qui ne pouvait pas suivre d'autre politique internationale lorsque nous avions les Allemands à notre frontière (cela nous pouvons le reconnaître entre nous, mais le Roi ne peut pas le faire dans les présentes circonstances) essaye d'évoluer afin de surmonter le difficile moment qui survient pour lui. Ainsi la Monarchie est placée en position de relèvement et ce n'est pas la République qui doit venir nécessairement succéder au régime actuel. »

Et il termine : « Le roi ne veut pas faire des fissures dans le bloc de l'ordre que puissent tourner au profit des éléments extrémistes, mais dans le cas où le régime actuel ne puisse plus subsister, la Monarchie doit faire acte de présence pour empêcher toute solution républicaine. »

Ces documents sont assez éloquentes : la restauration monarchique ne serait aucune solution du problème espagnol, puisqu'elle n'apporterait aucun des changements dont a besoin le pays, ni aucune des garanties qu'ont le droit d'exiger les Nations Unies victorieuses du nouveau régime qui doit substituer la dictature franquiste.

REVUE DE LA PRESSE

La presse catalane n'étant pas autorisée à paraître sous son ancienne figure, elle nous parvient sous un format de bulletin d'information.

« LLUITA » (Lutte), bulletin officieux du Parti Socialiste Unifié de la Catalogne, dans son numéro dédié à la Fête des Travailleurs, publie en première page les portraits de Lénine et Staline avec des articles qui rappellent l'œuvre accomplie par le premier dans la conception de l'Etat socialiste et la tâche que le deuxième a menée à bon port comme réalisateur. Aussi, dans son article de fond intitulé « Premier Mai », il fait appel à tous les travailleurs catalans, aux petits possédants et à tous les antifascistes en général, pour réaliser l'unité qui doit permettre le retour de la République, ainsi que le droit du peuple catalan de se gouverner lui-même.

Nous constatons avec satisfaction que beaucoup des points de vue émis par l'organe du P.S.U. de C. s'accordent avec notre programme et nos buts, et cela semble confirmer que dans un proche avenir, le P.S.U. de C. ayant repris son activité comme Parti de discipline catalane, rien ne s'opposera à une action d'ensemble avec les autres sept groupements unis autour de la « Solidarité Catalane ».

« LA HUMANITAT », organe de la Gauche Républicaine, évoque les idéaux pour lesquels la Catalogne s'est toujours battue : Notre Liberté comme nation, la Démocratie et la Liberté. Ceux-ci, continue l'éditorialiste, ont été les mots et les idées de F. Macià et de Ll. Companys et aujourd'hui en exil, en pleine détresse nous les revendiquons avec plus de fermeté et de conviction que jamais.

Un autre article se plaint de l'incompréhension des dirigeants de la politique espagnole envers les diverses nationalités :

« Si les dirigeants espagnols n'avaient pas pensé et agi ainsi, et s'ils avaient donné des libertés autonomiques et individuelles aux peuples d'Europe, d'Amérique et d'Afrique dont ils dirigeaient les destins, ils ne les auraient pas perdus.

» CANIGO », Bulletin d'Information de la Société Française des Amis de la Catalogne, qui paraît à Toulouse depuis trois semaines, commente dans son éditorial une lettre parvenue de Barcelone.

Il constate les ravages faits par les persécutions franquistes envers la culture catalane et se fait l'écho des souffrances du peuple. Dans nos souffrances comme peuple opprimé il voit naître la force qui fait possible l'union de tous les Catalans de même que les Basques, « magnifiques exemples d'unité devant le stérile émiettement des forces démocratiques espagnoles ».

OPINIONS, organe du Front National de la Résistance catalane, traite un sujet qui depuis une certaine période est à l'ordre du jour de l'émigration catalane. Faut-il reviser la tactique du catalanisme ? se demande l'éditorialiste. Dans la discussion qui oppose ceux qui sont favorables à un conformisme ou « statu-quo » de la solution nationale apportée à la Catalogne par la République avec le Statut d'autonomie à ceux qui défendent un renouveau orienté vers le fédéralisme, OPINIONS se classe parmi les derniers. Il combat ceux qui freinent le progrès national catalan à cause d'un manque de foi dans la force de son peuple, dit-il.

« A les entendre on dirait qu'il s'agit de gens fatigués, vaincus, finis. Non, celui-là n'est pas l'esprit des Catalans. La Catalogne n'est pas fatiguée, n'est pas finie et moins encore vaincue. »

La publication « CATALONIA », qui paraît à Paris, est indépendante et ses collaborateurs appartiennent à différents partis politiques catalans.

L'Exposition d'Art catalan moderne

Tel que nous l'avons annoncé dans le premier numéro de ce BULLETIN, le 1er Juin s'ouvrira dans la Galerie ALTARRIBA, 43, rue du Bac (Lit. 19-42), et organisée par SOLIDARITE CATALANE au profit de ses œuvres sociales, spécialement en faveur des déportés politiques et travailleurs requis catalans en Allemagne, une exposition d'art catalan moderne dans laquelle doivent participer tous les peintres, dessinateurs et sculpteurs catalans qui se trouvent actuellement à Paris et la plupart de ceux qui ont leur domicile en France.

Cette manifestation aura une grande importance, par la qualité des artistes qui doivent y participer. Citons au hasard, parmi ceux qui ont déjà promis leur collaboration, les sculpteurs Joan REBULL, Apelles FENOSA et Miquel PAREDES, les peintres Marian ANDREU, Marti BAS, Antoni CLAVE, Pere CREIXAMS, Feliu ELIAS, Carles FONTSERE, GRAU SALA, Josep CASTANYER, Pau PLANAS, RIBA ROVIRA, le créateur de verrerie artistique Joan SALA, et beaucoup d'autres.

L'inauguration de ce véritable Salon de l'art catalan à Paris doit donc être un événement et la révélation de cette puissante école artistique catalane qui a déjà donné dans le passé des noms glorieux comme ceux de FORTUNY et de RUSINYOL, et qui a été liée si étroitement aux étapes les plus importantes de l'évolution esthétique moderne, comme le furent la naissance du cubisme, les Ballets Russes et le surréalisme.

Nous invitons donc tous nos amis à rendre visite à cette exposition des œuvres plus récentes des meilleurs artistes catalans, dont le profit sera versé aux œuvres de SOLIDARITE CATALANE.

Dans son article de fond, l'éditorialiste réclame une action générale sincère et patriotique :

« Nous devons faire des choses importantes desquelles dépend notre destinée nationale. Faisons-les sans mesquinerie, avec un esprit élevé et sacrifiant nos intérêts personnels à la cause que nous aimons et pour laquelle nous luttons. »

Le Bulletin du Mouvement Socialiste « EN-DAVANT » (En Ayant !) associe dans son éditorial la proclamation des Républiques Catalane et Espagnole avec le 1er Mai. Il dit que la revendication symbolique de la classe

ouvrière catalane, dans cette journée du Travail ne peut pas être autre que le retour de la République et le retour à la vie du peuple catalan.

La revue « QUADERNS » (Cahiers) dont nous donnons des extraits ailleurs, rappelle dans son numéro d'avril la proclamation des Républiques Catalane et Espagnole. Il réclame des Catalans et des Espagnols un effort accru dans cette œuvre de recouvrement de ce que nous avons perdu. D'autres excellents articles viennent compléter la vaste information de cette publication remarquable à tous points de vue.

LES LIVRES

« CATALAN GRAMMAR » by Joan Gili — Oxford and London, 1943.

Après les longues années d'interruption des communications entre les catalans qui se trouvent disséminés par tout le monde, par suite de la défaite républicaine de 1939, il est réconfortant de constater que le souci principal des intellectuels catalans a été de servir leur culture nationale. Témoin ce beau volume, bien écrit et bien présenté, qui contient non seulement une grammaire très simple et très complète de la langue catalane en anglais mais encore un résumé historique de la langue et de la littérature catalanes, une petite anthologie des meilleurs écrivains catalans classiques et modernes, plus un vocabulaire catalan-anglais. Joan GILI a réussi ce tour de force de donner dans les 156 pages de son livre une image exacte de la langue des Catalans et des meilleures raisons qu'ont ceux-ci d'espérer que bientôt elle aura de nouveau le droit de cité

qu'un régime tyrannique a cru avoir le droit de lui denier dans une Catalogne asservie.

Cette présentation en anglais et par un guide intelligent de la langue et de la littérature catalane nous permet de souhaiter que bientôt soit rééditée la « Grammaire Catalane » de Pompeu Fabra, le vénérable législateur du Catalan. La deuxième édition qui est parue en 1941 fut vite épuisée, en dépit des circonstances. Elle devrait être complétée par des ouvrages dans le genre des anthologies de poésie et prose moderne catalanes publiées il y a une vingtaine d'années par M. Albert Schneeburger et par un traité de littérature catalane moderne comme celui de M. J. J. A. Bertrand. Nous savons d'ailleurs qu'un prochain numéro extraordinaire des « CAHIERS DU SUD » s'apprête à remplir cette tâche de présenter aux lecteurs français une langue et une littérature qui malgré leur interdiction dans leur Patrie, n'en demeurent pas moins dignes de collaborer à l'effort culturel du monde latin.



La Catalogne et l'Euzkadi réclament l'unité républicaine

Les peuples de la Catalogne et de l'Euzkadi, par la voix de leurs Présidents qui comptent avec l'appui de tous les Partis de leurs respectifs pays, ont adressé conjointement un télégramme à M. Martinez Barrios, Président des Cortès et devenu, depuis la mort du Président Azaña, Président de la République espagnole, le télégramme suivant :

« Sûrs d'interpréter les sentiments de nos peuples, nous croyons nécessaire et urgente l'action des organes

constitutionnels républicains. La Catalogne et l'Euzkadi appuyeront décidément tout accord et action d'ensemble qui puissent contribuer à la restauration de la République et des libertés de la Catalogne et de l'Euzkadi. Nous espérons que le patriotisme de tous les républicains rendra possible, avec l'union de tous, la réalisation de ces desseins que la situation internationale rend absolument nécessaire. Cordiales salutations. »

Josep Irla

José Antonio de Aguirre

Le Président Irla à Paris

Le Président de la Généralité de Catalogne, M. Irla, est à Paris depuis le 26 Avril. Son voyage à la capitale française avait été précédé par une visite aux nombreux groupes de catalans de Montpellier et Perpignan. Ses entretiens avec diverses personnalités de ces deux villes avaient rapport aux affaires de la Présidence.

A l'occasion du 14 Avril ont été adressés au Chef de l'Etat autonome catalan des télégrammes de provenance de toutes les tendances politiques, faisant état du désir et la volonté d'union qu'existe autant chez les catalans exilés outre-mer que chez ceux qui doivent souffrir tous les jours les persécutions sur notre propre sol.

Le Président s'est entretenu avec plusieurs personnalités politiques françaises ainsi que les représentants des principales agences de Presse mondiales. Pendant son séjour à Paris, de nombreuses personnalités catalanes sont allées présenter leurs respects au Président. Toute les délégations des Partis catalans de Paris lui rendirent également visite. Le Président de la Généralité a nommé chef de son cabinet M. Eugène Xammar.

Les catholiques catalans à l'honneur

Nous sommes heureux de transcrire un fait qui vient confirmer largement ce qui est exposé dans l'article de la page 3 et qui met à l'honneur les catholiques catalans pour leur attitude digne, face aux aberrations d'un prétendu catholicisme.

Toutes les années a lieu un pèlerinage des catholiques catalans à la montagne de Montserrat. Ce pèlerinage a lieu le 27 avril, jour où l'on fête Notre-Dame de Montserrat, patronne de la Catalogne. Ce rassemblement, dans un décor féérique de rochers coupés à fil, n'a pas son pareil, car il est encore un acte de foi nationale.

Cette année se réunirent quelques milliers de personnes qui entonnèrent comme toujours le « Virolai », cette salutation à la Vierge, où l'on trouve encore notre chantre Verdagner. Le fait que les Catalans s'adressassent en catalan à leur Patronne ne pou-

Solidarité Catalane salue avec joie la libération de tous les déportés qui arrivent ce jour en France et particulièrement celle des grands démocrates et fidèles serviteurs de la France qui ont nom Léon Blum, Paul Reynaud, Edouard Daladier, Yvon Delbos, Léon Jouhaux, Albert Forcinal et tant d'autres.

Nous saluons avec un spécial respect la libération des Présidents Edouard Herriot et Albert Sarraut. Ces deux illustres hommes politiques ont toujours tenu à démontrer leur amitié envers la Catalogne et l'Espagne républicaine. Le Président Herriot avait voulu, en effet, en 1939, accepter la Présidence d'Honneur de la Section Catalane des Amis de la République Française, aux côtés de M. Lluís Companys, le Président de la Généralité de Catalogne qui devait être livré par les Allemands aux fusils de Franco. Quant au Président Albert Sarraut, nous ne saurions oublier qu'il se dévoua, en tant que ministre de l'Intérieur, lors de l'exode des Républicains espagnols, à organiser leur accueil, et qu'il entreprit à plusieurs reprises leur défense publique contre les attaques des droites réactionnaires françaises.

vait manquer de déplaire aux Phalangistes présents. Des cris et des saluts fascistes prétendirent s'imposer !

Comme un seul homme les pèlerins catalans dispersèrent de la montagne la plus catalane ces énergumènes remplis de haine et dont la présence seule était une double insulte pour les pèlerins, en tant que catholiques, comme en tant que catalans.

Voilà un fait entre mille qui en dit bien long...

Le président Aguirre à Londres et à San-Francisco

Le Président de l'Euzkadi, José A. de Aguirre, est parti voici dix jours vers Londres où il est resté six jours. Il s'est entretenu avec M. Pi Sunyer, ex-Maire de Barcelone et un des « leaders » le plus en vue de la politique catalane. Les chefs basques résidant en Angleterre et M. Negrin ont aussi rendu visite au Chef d'Etat basque.

L'anniversaire de la destruction de Guernica s'accorde avec la destruction et la chute de Berlin. Nos amis basques ont voulu participer une fois de plus à la lutte contre le fascisme et à cet effet les gudarís ont participé à la prise de la poche de la Gironde. Leur brigade a brisée la défense ennemie et le fanion nazi conquis et offert au Président Aguirre atteste leur courage. C'est avec émotion que l'on apprend que le sergent F. I. tomba en criant : Gora Euzkadi askatuta, tandis que les gudarís qui poursuivaient leur avance, lui répondirent au même cri de Euzkadi libre !

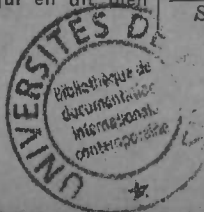
De retour en France le Président Aguirre a passé en revue la Brigade Basque qui doit être décorée par les autorités françaises pour sa vaillante conduite face à l'ennemi. Il a visité également les blessés hospitalisés à Talence, Bordeaux et Biarritz. Le chef basque a visité aussi les groupes basques de Bayonne, Biarritz et St. Juan de Luz. Cela a rendu possible la ratification de l'unité du peuple basque autour de son Président, à travers les organes de la Résistance, de l'émigration et du Gouvernement.

Au cours de sa visite a été mise de relief une fois de plus l'extrême cordialité qui règle les relations entre les autorités françaises et basques.

Le Président basque arriva à Paris revenant de Londres, le samedi 5 avril. Dans le courant de la journée il a eu un entretien avec le Président de la Catalogne, M. Irla. Une sincère compréhension et identité de vues des basques et catalans s'est réaffirmée au cours de la conférence.

Le Président de l'Euzkadi est parti ensuite pour la Belgique où il a rendu visite à Mme sa mère. Son départ vers l'Amérique a eu lieu le 12 mai, par la voie des airs.

S. P. I., 4, Rue Saulnier — PARIS





BULLETIN D'INFORMATION DE "SOLIDARITÉ CATALANE"

PARIS, le 25 Juin 1945

No



VERS UN GOUVERNEMENT D'UNITE CATALANE

Le problème de l'unité de toutes les forces républicaines espagnoles passe au premier plan lorsqu'il s'agit de hâter le remplacement du régime totalitaire de Franco par un autre régime plus en accord avec les principes qui ont triomphé dans le monde par la victoire des Nations Unies sur l'Allemagne hitlérienne. Les initiatives internationales, les possibilités de changement dans l'attitude de certaines chancelleries se heurtent, à ce qu'il paraît, au problème de la succession de Franco.

On écarte, comme étant dépourvue de tout soutien populaire, et par là-même de toute vitalité, la solution monarchiste. Elle aurait eu des chances de réussite si elle avait pu compter sur une fraction de l'opinion en Espagne, suffisante à elle seule à renverser, par le seul retrait de son appui, le général Franco et sa Phalange. Mais on a bien vu que tel n'était pas le cas. Et on s'accorde à trouver comme seul régime viable une restauration de la légalité républicaine, prônée par toutes les forces politiques et sociales en exil et qui répond, nous en sommes sûrs, aux profonds désirs du pays.

A cette restauration de la République, nous l'avons déjà indiqué, on affecte de trouver un seul obstacle : la division des forces républicaines espagnoles. Mais cette division, plutôt d'ordre personnel qu'idéologique, de détail et non pas de fond, serait promptement réduite si les Nations Unies décidaient d'apporter leur appui à une solution républicaine.

Il ne nous appartient pas, en tant que Catalans ayant une politique nationale qui s'exprime au moyen d'organes gouvernementaux et de partis et organisations propres, de nous mêler à ces discussions, plus apparentes que réelles, si ce n'est en donnant l'exemple de notre union. Les Catalans qui se trouvent en France, où ils forment la masse la plus importante des exilés, ceux de Grande Bretagne ou d'Amérique, ceux

Le Cabinet du Président de la Généralité communique :

« Le Président de la Généralité de Catalogne, M. Josep Irla, sûr d'interpréter le sentiment des catalans et d'accord avec le désir généralement manifesté envers la constitution d'un gouvernement qui soit au regard du monde la représentation authentique de la Catalogne — désir exprimé à plusieurs reprises et au cours de longs entretiens qui ont récemment eu lieu — a confié à M. Carles Pi Sunyer, ex-premier ministre du Gouvernement de la Généralité, le soin de la formation d'un gouvernement d'Unité Catalane.

M. Pi Sunyer a accepté ce mandat. Après s'être entretenu avec les représentations des divers groupements politiques et ouvriers catalans, il s'est rendu à Londres afin de poursuivre les démarches se rapportant à la mission qui lui a été confiée.

Lorsque M. Pi Sunyer prit congé de M. le Président de Catalogne, il informa M. Irla du résultat satisfaisant des démarches qui avaient été déjà faites. Celui-ci exprima son désir de les voir couronnées d'un juste et total succès. »

enfin qui restent en Catalogne sous l'oppression et dont l'avis est celui qui doit avoir le plus de poids, veulent arriver à cette unité d'action qui est le gage le plus sûr de l'efficacité de notre effort.

Heureusement, la Catalogne, qui avait dans sa Généralité son gouvernement autonome, a pu se rallier, grâce au jeu automatique de ses institutions et dès la mort glorieuse du Président Companys, autour de son successeur, le Président Irla, dont l'autorité est unanimement respectée par tous les Catalans. Il y a six mois, SOLIDARITE CATALANE se constituait. Fait non moins heureux, il était le premier pas vers ce

vaste rassemblement de tous les Catalans unis dans la même volonté de libérer leur Patrie par l'union de tous les partis et organisations de la Catalogne.

C'est ainsi que, tout récemment, le Président Irla s'est rendu à Paris, où il a eu plusieurs entretiens avec tous les représentants des partis républicains et catalanistes. Il a eu de longs échanges de vues avec M. Carles Pi i Sunyer, dont l'autorité, en tant qu'ancien maire de Barcelone, ancien ministre de la République et du Gouvernement de la Généralité, s'est encore accru du fait de son long séjour à Londres où il présidait le Conseil National de la Catalogne. A la suite des ces entretiens, le Président Irla a confié à M. Pi i Sunyer la mission de constituer un gouvernement d'Unité Catalane.

M. Pi i Sunyer, qui a accepté ce mandat, est reparti immédiatement pour Londres, où il doit se mettre en contact avec ses amis du Conseil National et avec les patriotes catalans se trouvant en Amérique et qui, du fait de leur éloignement, n'ont pas eu la possibilité de se mettre en rapport suivi avec leurs camarades de France et de Catalogne. On espère que dès son prochain retour il sera en mesure de rendre compte de son mandat au Président Irla et de lui soumettre la composition du gouvernement qu'il aura formé d'après les indications présidentielles.

Cette nouvelle, qui doit évidemment réjouir tous les Catalans, puisqu'elle représente pour eux l'espoir d'avoir bientôt un organisme autorisé pouvant parler en leur nom dans toutes les conjonctures internationales, a été également accueillie avec intérêt et satisfaction par tous les Républicains espagnols. On n'oubliera pas, en effet, la dépêche que nous avons publiée dans notre dernier numéro et qui avait été adressée par les Présidents Irla et Aguirre, en tant que représentants de la Catalogne et du Pays Basque, à M. Diego Martinez Barrios, Président des Cortès Républi-

0974356

Le problème des prisonniers et déportés espagnols

caines espagnoles. Si les Catalans réussissent à créer un Gouvernement d'Unité Nationale fortement appuyé sur les organisations de résistance du pays et sur tous les partis républicains de la Catalogne, comme celui des Basques, et s'ils s'unissent tous derrière leur Gouvernement, leur exemple sera un puissant stimulant à l'union tant souhaitée de toutes les forces antifranquistes.

La Catalogne et le Pays Basque, unis derrière leurs Gouvernements respectifs, peuvent et doivent inviter les Républicains espagnols à l'union. Ils doivent aussi présenter les bases de la nouvelle organisation de la République Espagnole, à la lumière des erreurs qui rendirent possibles ses échecs et tout particulièrement le soulèvement des militaires traîtres soutenu par Mussolini et Hitler. Catalans et Basques, unis fortement entre eux par leur patriotisme, unis aussi par leur volonté de contribuer à l'édification d'une nouvelle Espagne où les libertés des peuples et des hommes soient enfin reconnues, ont assez de poids et d'autorité pour inviter tous les partis et les organisations espagnoles à la tâche aussi urgente que trop ajournée, et qui est celle de l'union dans l'effort pour chasser Franco et son régime.

Pour les prisonniers et déportés catalans retour d'Allemagne

A la suite de quelques difficultés rencontrées par quelques uns de nos compatriotes pour toucher les primes allouées par le Gouvernement français aux prisonniers et déportés rapatriés, nous avons fait quelques démarches. Nous sommes en mesure de fournir les renseignements suivants. Le Conseil des Ministres dans sa séance du 29 Mai a décidé l'assimilation des Etrangers résidant en France avant 1939 aux Français pour ce qui se rapporte à l'application de l'Ordonnance du 11 Mai 1945, concernant les avantages pécuniaires au rapatriés. Cette disposition avait donné lieu à des malentendus. En effet, tous les réfugiés espagnols résident en France depuis Janvier ou Février 1939. Quelques services avaient cru comprendre que ces réfugiés restaient partant, exclus des bénéfices de cette disposition. Il est entendu que la clause «avant 1939» veut dire «avant le début de la guerre» et qu'elle comprend tous les réfugiés venus en France avant le début du mois de Septembre 1939.

Dans le premier numéro de notre Bulletin nous avons lancé un appel au Gouvernement français et aux autorités alliées au sujet de la libération des prisonniers de guerre et des déportés politiques espagnols se trouvant en Allemagne. Les problèmes posés par leur retour, après la victoire, ont été résolus grâce à la générosité des départements ministériels intéressés, qui ont tenu à appliquer aux Espagnols revenant d'Allemagne les mêmes bénéfices et les mêmes dispositions que celles appliquées aux prisonniers déportés et requis français.

Malgré cette aide généreuse des services officiels français, et en particulier celle du Ministère des Prisonniers et Déportés, dont le titulaire, M. Henri FRENAY, a toujours prêté le plus sympathique accueil à nos demandes, il y a toujours des détresses qu'il faut soulager et c'est aux organisations catalanes de venir au secours des Catalans qui arrivent des Stalags et, pour la plupart, des Camps de Concentration.

Nous donnons ailleurs le compte-rendu de l'Exposition d'Artistes Catalans que SOLIDARITE CATALANE a organisée au profit des déportés et prisonniers catalans retour d'Allemagne. Le magnifique élan des artistes catalans qui ont voulu apporter leurs toiles et leurs sculptures à cette exposition, aura permis cette belle manifestation artistique, dont le profit permettra de soulager bien des malheurs.

Mais le problème est très vaste. Il faut songer que seul le camp de Mauthausen, avec ses annexes, a vu passer près de 7.000 prisonniers politiques espagnols, dont seulement 2.100 ont survécu aux mauvais traitements et à la famine. Il faut songer que parmi ces survivants il y a des hommes qui depuis neuf ans sont séparés de leur famille, qui depuis 1939 ne connaissent le monde qu'à travers les barbelés; des êtres qui, prisonniers de guerre, ont vite été transférés à la catégorie plus dangereuse des déportés politiques; des Catalans, hommes et femmes, déportés en Allemagne pour avoir commis le seul délit de croire en leur patrie ou pour avoir aidé de toute leur force la cause des Alliés, qu'ils savaient inséparable de la cause de la Liberté des hommes et des peuples.

Grâce à l'appui reçu de la Légation des Etats Unis de Mexique, il a été possible de constituer un Comité de Protection aux réfugiés espagnols prisonniers et déportés en Allemagne. Ce Comité, qui fut créé aux derniers jours du mois de mai, est composé de M. le Général Emilio HERRERA, président, de MM. Fernando G. Arnao, Joan Tauler et des Docteurs L. Lasa et José M. Llopis. Ce Comité, qui peut à juste titre, de par la personnalité de ses membres, représenter toutes les forces politiques espagnoles aussi bien que catalanes et les basques, a déjà obtenu des résultats importants. Appuyé par le Ministre du Mexique à Paris, S. E. le Général Antonio RIOS ZERTUCHE, ce Comité a été accrédité auprès des Ministères intéressés et le mémoire qu'il a rédigé a été accepté comme base pour les concessions qui en fait mettent les prisonniers et déportés politiques espagnols sur un plan de complète égalité

avec les Français rapatriés se trouvant dans les mêmes conditions.

Si du point de vue matériel le problème posé par le retour de ces hommes est à peu près résolu, il reste bien des difficultés dont l'origine est la différence de situation des Français et des Espagnols. Ceux-ci avaient été en effet, pour la plupart, enrôlés dans des bataillons de marche de la Légion Etrangère ou dans des Compagnies Militaires de travail, en 1939. Ils sortaient des camps de concentration où ils avaient été internés à leur passage de la frontière espagnole. D'autres encore, qui avaient continué sous le gouvernement de Vichy à faire partie de Groupements de Travailleurs Etrangers, furent transférés comme main d'œuvre requise en Allemagne. D'autres enfin, la plupart des déportés politiques, provenaient soit du maquis, soit de l'illégalité. C'est dire que beaucoup d'entre eux n'avaient ni domicile, ni situation régulière en France. Faudrait-il donc à présent les interner à nouveau dans des camps de concentration? Ce problème douloureux a aussi été porté à l'attention du gouvernement français, et le décret du 15 mars 1945, accordant aux réfugiés espagnols le bénéfice du statut international des réfugiés, permettra de resoudre ces cas.

Des instructions ont été déjà données à ce sujet par le Ministre de l'Intérieur, et tous les réfugiés espagnols, c'est-à-dire «les personnes possédant ou ayant possédé la nationalité espagnole et n'ayant pas acquis d'autre nationalité, lorsqu'ils est établi qu'en droit ou en fait elles ne jouissent pas de la protection du Gouvernement espagnol», auront droit au bénéfice d'un régime, comportant, outre la délivrance d'une carte d'identité où leur catégorie de réfugié espagnol sera établie par l'apposition d'un timbre spécial, mais au besoin, la délivrance d'un certificat d'identité et de voyage, tenant lieu de passeport. Il faut louer l'ampleur de vues et la compréhension généreuse avec laquelle M. Andrien TIXIER, ministre de l'Intérieur, a bien voulu envisager ce problème et faire justice à ces hommes qui reviennent de l'Allemagne où ils ont subi la même captivité, et pour les mêmes motifs, que les Français.

Il reste encore des problèmes individuels, très douloureux : problèmes de santé, problèmes de famille, qui se posent à ces survivants des enfers de Buchenwald, de Mathausen, de Bergen-Belsen, de Ravensbrück... Il faudra envisager de longs séjours dans des sanatoria et des hôpitaux, des stages dans des centres de réadaptation. SOLIDARITE CATALANE s'occupe de tous ces problèmes pour ce qui se rapporte aux Catalans qui rentrent d'Allemagne, et le Comité de Protection aux Réfugiés Espagnols qui est en rapport constant avec les organismes officiels fera de son mieux pour signaler ces cas aux autorités françaises.

Nous tenons enfin à renouveler l'expression de notre reconnaissance à tous les Ministères intéressés par l'accueil réservé aux Prisonniers et Déportés Catalans et Espagnols en général qui rentrent d'Allemagne, auxquels va, en ce moment, le témoignage de notre admiration et de notre affectueuse gratitude.

Les grands propriétaires terriens

Dans nos précédents numéros, nous avons présenté deux puissants ennemis de la République espagnole. Il s'agissait des militaires et du clergé au service de la réaction. Mais le tableau ne serait pas complet si nous omettions le troisième soutien de tous les mouvements réactionnaires dans la Péninsule est le théâtre : les grands propriétaires terriens. Un grand nombre d'entre eux sont en effet des nobles, qui sont convaincus que le seul fait de leur naissance, leur donne droit à la richesse et à la puissance.

Le centre et le sud de l'Espagne se caractérisent par la juxtaposition de nobles, propriétaires de gros domaines et d'une paysannerie dépourvue des moyens les plus élémentaires d'existence. La misère des travailleurs agricoles y atteint parfois des degrés invraisemblables, aggravée à de certaines époques par le manque de travail. En Andalousie et en Estremadure, nombreux sont ceux qui habitent dans des cabanes et des masures. C'est là qu'aux côtés du propriétaire noble, raffiné et dissipateur, nous trouverons le travailleur illettré, percevant un salaire de 4 ou 5 pesetas. (Ce qui faisait à l'avènement de la République environ 10 francs).

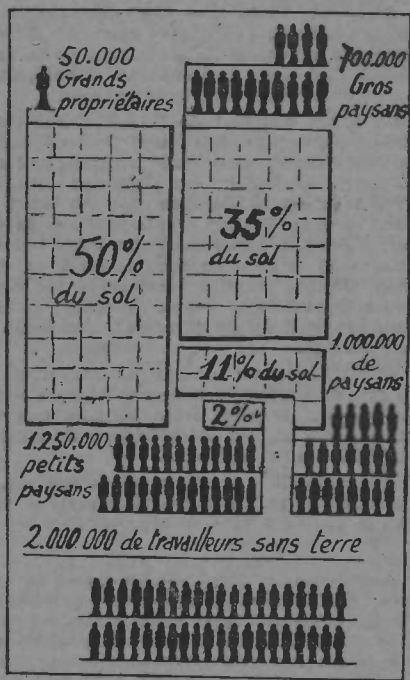
Mgr. Dr. Josef Gorbach a donné des chiffres concernant la concentration de la propriété de la terre : En Espagne, 23.500 familles possèdent plus de 67% des terres labourables. Ces terres sont dans la plupart des cas entre les mains de propriétaires qui n'ont d'autre but que de tirer d'elles, avec le moins de gêne possible pour eux-mêmes, de quoi résider et vivre luxueusement à la ville. Etant donné qu'il n'existe chez les possédants aucun sentiment d'émulation, les terres ne sont pas bien entretenues. Les travailleurs ne se montrent pas plus capables en raison de leur ignorance. Les terres les plus éloignées restent en friche (11% en France, 48% en Espagne) et la culture des autres demeure toujours rudimentaire. Aucune modernisation n'y est apportée par des propriétaires qui s'intéressent davantage aux plages à la mode, aux courses de chevaux et de taureaux. Ces derniers animaux sont toujours élevés sur des pâturages de qualité qui pourraient être exploités plus utilement.

Ce sont ces hommes-là qui ont été aux origines de la politique des « caciques ». Par la puissance de leur richesse, les caciques ont réussi pendant de longues années à tenir les commandes du pouvoir qu'ils se sont transmis de père en fils par le simple moyen de l'héritage.

Tous les pays d'Europe qui ont connu un partage de terres si irrégulier ont dû chercher remède, soit dans la démocratie, soit dans la révolution. Seul l'Espagne du passé, qui vivait enfermée dans ses frontières, dédaignant ou ignorant tout ce qui ne lui servait pas à con-

server ses prerogatives, a prétendu maintenir une sorte de servage déjà en voie de disparition partout ailleurs.

Une autre statistique plus complète nous apprend que 1% de la population agricole, c'est-à-dire 50.000 grands propriétaires, possèdent 50% du sol. 14% de la population agricole, 700.000 gros paysans en possèdent 35%. 20% de la population des campagnes, qui correspondent à 1.000.000 de paysans, possèdent 11% du sol. 25% de la population paysanne, ce qui comprend 1.250.000 paysans, ne possèdent que le 2% du sol. 40% de la population agricole, soit deux millions de travailleurs de la terre, ne possèdent rien. Le total de la population agricole, 5.000.000 de travailleurs, formé avec leurs familles, plus de la moitié du peuple espagnol.



Lorsque vint la République, le paysan vit en elle son salut. Une loi devant apporter le règlement définitif de la répartition des terres fut arrêtée. Mais l'exécution traîna en longueur à cause de l'étude précise qui s'ensuivit pour les cas spéciaux. Le plan de réforme foncière, appelé « Reforma agraria », ne passa jamais complètement dans le domaine de la réalité. M. Azafia, chef du Gouvernement, qui était à la tête de la réforme, dut céder en 1933 la place de chef du Gouvernement à M. Lerroux. Celui-ci entreprit immédiatement des réformes à la loi précitée, réformes qui étaient naturellement favorables aux grands propriétaires et qui, en pratique, l'annulaient.

Le projet de « Reforma Agraria » était

modéré. Il mettait, de plus, sur des plans différents, les seigneurs fonciers de la noblesse et les autres grands propriétaires. On ne parlait pas de socialisation et aucune mesure ne pouvait être présentée comme étant révolutionnaire. L'expropriation n'exista que pour les insurgés sous les ordres du général Sanjurjo, qui déjà en 1932 cherchait à abattre le régime républicain.

La collusion des militaires et des seigneurs de la terre ne date pas d'aujourd'hui. Ce sont ces derniers qui ont toujours fourni à l'armée espagnole les cadres nécessaires pour conserver l'esprit de caste qui la caractérise. Ayant ainsi les mêmes origines, il n'est pas étonnant qu'ils se soient toujours placés du même côté, c'est-à-dire parmi ceux qui tentaient de maintenir dans le pays un régime ayant pour idéal le maintien de toutes les prerogatives, avantages et injustices sociales. C'est pour cela que le 18 Juillet 1936 et derrière le coup de force des généraux rebelles est apparue, comme en tant d'autres occasions, la main de la noblesse espagnole, cette noblesse qui, refusant toujours un salaire équitable à ses ouvriers, avait de tous temps largement ouvert sa bourse à l'Eglise, et pis encore, à l'armée. Celle-ci en a profité à toutes les époques, et spécialement en 1936.

Le régime phalangiste abolit aussitôt sur les territoires qu'il contrôlait les distributions des terres que la République avait entreprises selon les conditions stipulées par la « Reforma agraria ». La réforme agraire n'en demeure pas moins un des plus grands problèmes de l'avenir de l'Espagne. Ce problème ne se pose pas pour la Catalogne, où la propriété agricole est répartie dans une moyenne satisfaisante rappelant celle des autres pays européens. La même remarque s'impose pour l'Euzkadi. La « Reforma agraria » s'appliquait uniquement aux territoires du Centre et du Sud où existent les grandes propriétés ou latifundios.

Néanmoins les gouvernements catalans et le Parlement catalan ne laissèrent pas de porter une vigilante attention aux problèmes de la terre, laquelle se traduisit par le vote de plusieurs lois défendant les intérêts des ouvriers et des métayers, lois qui ont été aussi abolies à leur tour par le régime phalangiste.

Nous serions injustes si nous finissions ce bref tableau de la situation de la campagne d'outre Pyrénées sans mentionner le Syndicat des paysans catalans. Ces paysans ont su mener de tout temps une ardente lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail, de leur standard de vie ainsi que des conditions des baux existant entre les métayers et leurs propriétaires. Ce problème était d'ailleurs en voie de résolution satisfaisante d'après l'esprit traditionnel de la Catalogne, toujours ouvert et démocratique.

L'ESPAGNE FRANQUISTE, VUE



ce qui se passe en Espagne

Perpignan. — Le « navette » qui fait tous les jours le service entre Port-Bou et Cerbère arrive toujours en territoire français les sièges couverts de tracts qui invitent les exilés à rentrer dans leurs pays tout en leur assurant que rien n'est à craindre de la part du magnanime Caudillo.

Barcelone. — Comme conséquence à la misère qui règne parmi les classes les plus défavorisées, une moyenne de 15 attentats à main armée par jour ont lieu dans cette ville. On fait remarquer à ce sujet l'état déplorable de l'industrie catalane qui manque d'énergie électrique et chôme 4 jours par semaine.

Pour remédier à la pénurie d'énergie électrique des travaux sont en cours pour la construction d'un nouveau barrage à Campon.

Barcelone. — Au cours de leur dernière réunion les Cortès phalangistes ont approuvé un projet de loi qui oblige les propriétaires à vendre leurs propriétés non bâties s'ils se refusent à y élever des bâtiments. Cette loi s'applique aux villes de plus de 10.000 habitants.

Barcelone. — Nombreux sont les Catalans qui ont assisté à la réception donnée au Consulat Général de France à Barcelone à l'occasion de la Victoire. Plus nombreux encore sont ceux qui par des lettres ou des télégrammes ont tenu à manifester leur sympathie à la France démocratique.

Barcelone, 20 Mai. — La session des Cortès phalangistes s'est terminée par un discours du Président M. Esteban Bilbao. Par lant de la déclaration des droits que venait d'être approuvée, le Président a déclaré : « Fuero de los españoles » est conforme à la cause de la liberté qui, elle, se confond à la cause de l'Espagne, c'est-à-dire, la cause du général Franco.

Barcelone. — Radio Ankara annonçait le 30 Mai que d'après des nouvelles de Madrid, Franco essaierait au cours des prochaines semaines de limiter l'influence de la Phalange dans les affaires gouvernementales.

Nous signalons le mal fondé de ces informations, la Phalange étant toujours l'unique organisation autorisée en Espagne et continuant toujours à jouir d'une complète immunité. On nous signale aussi de Barcelone que la nouvelle parue dans la presse étrangère annonçant la suppression du salut fasciste est dénuée de tout fondement.

Barcelone, 30 Mai. — Charles de Bourbon Habsbourg, prétendant lui aussi au trône d'Espagne et ancien membre de la Luftwaffe, réside tout près de Barcelone. Des réceptions et des fêtes ont réuni autour de lui et à plusieurs reprises, plusieurs personnalités de premier plan.

Barcelone, 31 Mai. — Le journal « La Vanguardia » a publié hier un article de M. Edouard Aunós, Ministre de la Justice, dans lequel il préconise la formation d'un bloc continental Grande-Bretagne, France, Espagne, Portugal, Pays Scandinaves et Italie.

L'admission ultérieure de l'Allemagne est même déjà envisagée, l'U. R. S. S. restant exclue.

Barcelone, 1 Juin. — Radio Phalange dans son émission du 30 Mai déclarait que « le Caudillo » avait ouvert les portes de la frontière aux exilés et que si ceux-ci ne voulaient pas écouter cette voix paternelle, c'était que leur conscience les empêchait de rentrer dans leur patrie. La justice de Franco a bien voulu considérer les rouges comme des adversaires respectables, alors qu'en réalité ils ne sont que des bandits. Il faut les appeler par leur vrai nom : criminels de guerre, bien qu'aujourd'hui on les reçoive ailleurs comme s'il s'agissait de personnes d'une certaine importance ».

Barcelone, 8 Juin. — La construction d'une ligne de fortifications a été envisagée sur la frontière catalano-française. Les premiers travaux ont déjà commencé.

Barcelone, 15 Juin. — Les milieux officiels du gouvernement Franco laissent prévoir pour une prochaine date la levée de la censure à l'intérieur de l'Espagne et ont publié à l'extérieur une note dans ce sens.

Le Front National de la Résistance catalane s'élève contre cette nouvelle tendance, l'application d'une telle mesure étant absolument impossible du fait que toute la presse est contrôlée par la Phalange et qu'aucune publication n'est autorisée en dehors de celles appartenant au Parti unique. Au cas où le gouvernement abolirait le contrôle effectué jusqu'à présent par la Direction Générale de la Presse espagnole, la censure passerait automatiquement aux soins de la Phalange.

Radio Nationale d'Espagne démentait le 16 Juin la nouvelle donnée par l'agence France-Presse à Madrid, selon laquelle une bataille aurait eu lieu entre troupes franquistes et républicains espagnols.

Elle ajoutait : Il n'y a eu qu'une simple opération de police contre 13 terroristes dont quatre ont péri dans la bagarre.

Barcelone, 16 Juin. — Le Consulat allemand de Barcelone a été occupé par les autorités britanniques et américaines. La foule a applaudi lorsque les drapeaux alliés ont été hissés aux mâts. Des semblables manifestations se sont produites à Madrid.

Les milieux de la résistance catalane signalent l'inefficacité de ces mesures tardives rendues nécessaires par la lenteur administrative volontaire des organismes franquistes, qui accordent en réalité aux allemands de la péninsule une presque complète liberté de mouvements aggravée par le fait que tous ces agents nazis disposent de confortables comptes en banque.

Paris, 18 Juin. — Selon une communication du Front de la Résistance catalane, des troupes ont été envoyées voici deux jours dans les Pyrénées. Les travaux de fortification commencés depuis un mois ont été activés. En outre, plusieurs navires transportant des unités en provenance d'Afrique, de la Légion étrangère en particulier, sont arrivés à Barcelone.

Barcelone, 18 Juin. — La Radio Nationale d'Espagne, dans une émission de propagande

en français, disait le 14 Juin : « Les réalisations entreprises pendant ces cinq dernières années au profit de la Jeunesse n'ont rien de comparable dans le monde. »

Elle citait le chiffre assez éloquent : 10.000 Jeunes accourent dans toute l'Espagne aux campements d'été et aux stations préventives.

Dans cette même émission le speaker franquiste s'appliquait à la tâche de présenter les prisons de Franco comme étant des écoles d'adaptation, en dépit des résultats donnés par l'enquête des Journalistes américains. Toutefois un chiffre assez significatif, en ce qui concerne une seule prison de détenus politiques, fut donné : en 1944 il y avait à Alcala de Linares 26.000 prisonniers. En 1945 il en reste 15.000. Bien que l'enquête américaine ait pu déceler des cas graves de sous-alimentation, le speaker osait parler d'un régime de suralimentation pour les détenus effectuant des travaux pénibles. Le menu qui était annoncé par la suite comme étant celui d'une journée choisie à l'hasard, se composait de trois plats différents de viande, poisson, pommes frites, vins, fruits, café, etc.

L'Espagne phalangiste pays démocratique

Radio Moscou diffusait le 15 Mai une nouvelle de Genève selon laquelle un important groupe de militaires s'était réfugié en Espagne, grâce à l'aide fournie par un général de l'Institut ibéro-américain d'Allemagne. D'autres réfugiés nazis ont été signalés en Espagne. Le général Muñoz Grande — criminel de guerre et ex-commandant de la division bleue — serait chargé de réexpédier secrètement dans les colonies espagnoles les nazis en vue qu'il se réfugient dans la péninsule.

Barcelone, 26 Mai. — Dans une de ses émissions postérieures à la fin de la guerre, le commentateur de la Radio Nationale d'Espagne se plaignait du nuage qui selon lui projette son ombre sur la joie saine de l'Espagne : La position de Moscou qui demeure toujours étrange.

A ce sujet on nous fait remarquer de Barcelone la position assez claire de l'Espagne qui encore en date du 26 Janvier 1945, par la voix de Radio Madrid disait : « Bientôt la Luftwaffe sera de nouveau la maîtresse de l'air et l'Allemagne remportera sur les nations unies une victoire qui lui assurera, pendant mille ans, la suprématie en Europe. »

Paris, 26 Mai. — Au sujet des relations de Pétain avec la Cagoule et le C. S. A. R. qui ont été dévoilées dans le procès du général Roatta en Italie, le Populaire de Paris du 19 Mai citait les déclarations du Colonel Santoni qui est lui-même compromis dans cette affaire. Il a dit notamment : « En 1937, la liaison entre la Cagoule et les éléments fascistes extérieurs existait déjà. Des armées en quantités et trois stations de T. S. F. existaient à proximité des frontières : à Monaco, en Belgique et en Espagne. Franco leur fournissait du matériel et se tenait en relations avec eux par l'intermédiaire du commandant Troncoso. »

DU DEHORS ET DU DEDANS

Barcelone. — Des nombreuses arrestations ont eu lieu depuis la prétendue instauration de la liberté d'opinion. Le plus formel démenti a été donné par les Fronts de Résistance sur la véracité des assertions de Franco. On signale en effet que les membres de tous les partis catalans continuent à être arrêtés arbitrairement sous l'inculpation d'atteinte à la Sécurité intérieure de l'Etat.

Barcelone. — On évalue actuellement le nombre de détenus de droit commun à 12.000. Les détenus politiques sont près de 100.000 sans qu'il soit tenu compte de ceux actuellement dans les camps de concentration, dans les bataillons disciplinaires et en résidence surveillée.

Barcelone, 23 Mai. — La levée de la censure pour les nouvelles vers l'étranger a permis ces derniers jours de présenter aux yeux du monde le traitement infligé en Espagne aux détenus politiques des camps de concentration. Une agence mondiale ayant communiqué à l'étranger l'existence de camps de concentration, le Ministère de l'Intérieur organisa une visite officielle dans le camp de Monclares, de Oca. Les détenus ayant pu être questionnés hors de la surveillance des phalangistes, il fut établi que ces détenus, de toutes les nationalités, étaient battus, sous alimentés et excédés par un travail de forçat.

Les journalistes, ayant refusé à la sortie du camp d'apposer leur signature au bas de quelques documents déjà prêts certifiant les bonnes conditions de séjour des détenus politiques, furent maintenus sur place jusqu'à l'intervention de leurs Ambassades respectives.

Barcelone, 25 Mai. — Il y a quelques jours le Ministre de l'Intérieur franquiste s'est élevé avec véhémence contre « la campagne lancée dans l'intention de nuire aux relations de l'Espagne avec l'étranger, relations soi-disant « fort bonnes ». « Cette manoeuvre — a dit le ministre — « est si grossière et si absurde qu'il est difficile de contenir l'indignation qu'elle provoque. En outre, pas une seule des assertions lancées insidieusement par les correspondants de l'Associated Press et reproduites par cette agence, ne résiste à la vérification la plus sommaire ».

Paris, 26 Mai. — La soi-disant neutralité de Franco a été démasquée par la publication de la dernière lettre de Hitler à Mussolini. La lettre indique que Franco s'était mis d'accord avec l'Axe pour que l'Espagne laissât passer les troupes de l'Axe sur son territoire afin de leur permettre d'attaquer et de conquérir Gibraltar, clé des communications britanniques et alliées. C'est seulement à la suite de l'échec italien en Grèce et du succès britannique en Lybie que Franco fit marche arrière. Il adopta alors une position de neutralité apparente qui lui permit d'accorder à l'Axe un concours moins compromettant.

La Voix de l'Amérique, dans son émission en espagnol du 26 Mai, déclarait que, selon des nouvelles parvenues de Grande Bretagne, un fort contingent de troupes espagnoles appartenant à la « Division Azul » était arrivé à Londres. Ces soldats avaient été faits pri-

sonniers alors qu'ils luttèrent aux côtés des Allemands.

Barcelone, 28 Mai. — On sait qu'une note officielle communiquée dernièrement par les agences franquistes présentait comme levées les responsabilités politiques de la guerre civile. Cette note se trouve contredite par une ordonnance du ministre de la Justice franquiste, par laquelle l'ancien député, Mme Victoria Kent, et plusieurs diplomates sont invités à présenter leur défense dans un bref délai devant le Tribunal des Responsabilités politiques.

Barcelone, 28 Mai. — On nous signale de Seville qu'un certain nombre d'officiers allemands passés en Espagne travaillent librement dans cette ville. D'autres travaillent dans les mines de Rio-Tinto et Peñarroya. Le général de la Wehrmacht Wilhelm Faurel, ancien directeur de l'Association culturelle germano-espagnole, se trouve à Madrid où il s'occupe de caser les gradés militaires allemands ayant réussi à atteindre la Péninsule.

Barcelone, 30 Mai. — La presse franquiste, se faisant l'écho de déclarations officielles, parle de pacification des esprits, de concordie et d'amnistie. Voyons ce que dit le Manifeste du Front de la Jeunesse de la Phalange :

« Entrons dans l'utopie : supposons un coup d'Etat en Espagne. Avez-vous réfléchi qu'en une demi heure cent centuries sont dans les rues de Madrid, décidées, non pas à donner l'assaut à des places fortes inexistantes, mais à éliminer froidement tous les individus, connus et classés, qui sympathisent, de près ou de loin, avec un éventuel Badoglio ? Avez-vous pensé qu'en deux heures chaque phalangiste doit décharger son revolver à raison de six victimes par chargeur ? »

On ne saurait parler plus net.

Barcelone, 1 Juin. — L'ancien ambassadeur de Mussolini à Berlin, M. Anfuso, est arrivé par avion à Madrid.

A ce sujet, le journal italien « Unità » déclarait : « Le gouvernement Economi devrait renvoyer l'ambassadeur franquiste, car sa présence à Rome est une insulte au peuple italien. »

Mexico, 3 Juin. — M. Castaño, ancien consul d'Espagne aux Philippines avait remis aux Japonais après la chute des Philippines, une liste d'Américains considérés comme hostiles à l'Axe. Il fut laissé en liberté après la libération de ces îles. Récemment, de passage à San Francisco, M. Castaño s'est livré à certaines manifestations en faveur de Franco. Depuis il a quitté les Etats Unis pour l'étranger.

M. Coffe, membre du Congrès américain, a déclaré qu'il avait l'intention de demander au ministère de la Guerre la raison pour laquelle M. Castaño n'avait pas été arrêté.

Radio New-York déclarait le 7 Juin qu'un navire espagnol était arrivé à Rio de Janeiro transportant un certain nombre de nazis. Ceux-ci ont été débarqués par les autorités britanniques de la Trinité.

Barcelone, 9 Juin. — De nouvelles instructions judiciaires ont été ouvertes il y a quelques jours contre des républicains, bien que

le gouvernement franquiste ait annoncé à l'intérieur et à l'extérieur que la loi de « Responsabilités politiques » avait été abrogée.

Les Républicains en exil

Paris, 27 Mai. — Des nouvelles fournies par les milieux catalans d'Amérique mettent en relief les difficultés qu'entraînerait toute coordination des forces anti-franquistes sous l'égide de M. Negrin. Les socialistes et républicains, sans avoir encore donné un refus catégorique, ne semblent guère disposés à suivre ce chemin. Le voyage de M. Negrin à San Francisco, suivant de près celui du Président Aguirre, sera l'occasion de se réunir pour les représentations de toutes les tendances et de tous les peuples de la Péninsule, la Junte de Libération ayant déjà envoyé quatre représentants, ainsi que les catalans et les galiciens, dont la présence à San Francisco nous est signalée aussi. On présume à San Francisco que dans un bref délai, les Républicains espagnols pourraient former un bloc étant donné que la nécessité de celui-ci se fait sentir chaque jour davantage.

Mexico, 27 Mai. — Plusieurs personnalités républicaines espagnoles viennent d'adresser une lettre ouverte au Général Franco. Entre autres nous relevons M. José Giral, M. Mariano Ruiz Funes, M. Manuel Rivas Cherif. Il y est dit notamment : « Le peuple espagnol règlera très prochainement ses comptes. » Et la lettre ajoute, après d'innombrables attaques au régime phalangiste et à son chef : « Du point de vue espagnol, votre cas est plus odieux que celui de Hitler et de Mussolini. Eux, au moins, ils sont restés fidèles à leurs principes jusqu'à la fin ».

Lui rappelant son dernier discours où il a accusé les républicains d'avoir ensanglanté toute l'Espagne, ils finissent leur lettre : « Si c'était votre conscience qui parlait et se voyait dans un miroir, mon général, vous verriez que c'est vous-même qui avez ensanglanté le sol de la Patrie en répandant le sang des patriotes qui défendaient presque sans armes, les libertés que vous et vos complices nous ont arrachées ».

Perpignan, 27 Mai. — Le dépositaire légal des intérêts consulaires de la République Espagnole vient d'adresser la lettre suivante à M. de Lequerica, ministre des Affaires étrangères d'Espagne :

« Le 5 Mai 1945 vous avez déclaré aux Journalistes alliés que l'article 3 de la convention franco-espagnole d'extradition ne vous permettait pas de remettre Laval à la France. Ainsi donc, lorsqu'en 1940 vous vous êtes fait remettre par Vichy les réfugiés politiques espagnols pour les torturer et les fusiller, vous saviez que vous le faisiez en violation du même article de la même convention. Les Républicains espagnols en prennent acte.

Signé : R. Iruretagoyena.

Mexico, 28 Mai. — La Conférence qui s'est tenue à San Francisco entre les divers chefs de l'émigration espagnole s'est terminée sans qu'un accord soit intervenu. Y assistaient MM. Negrin, Prieto, Gordon Ordax, Sbert. M. le Président de l'Euzkadi s'était aussi rendu à San Francisco.

(Suite à la page 8)



L'EXPOSITION

D'ARTISTES CATALANS



Ainsi que nous l'avions annoncé dans notre précédent BULLETIN, le 5 Juin a été inaugurée, à la Galerie d'Art Artarriba, 43, rue du Bac, l'Exposition d'Artistes Catalans organisée par SOLIDARITE CATALANE au profit des Déportés et Prisonniers catalans rentrant d'Allemagne ainsi que de ses autres oeuvres sociales. Le Président de la Généralité, M. Josep Irla, accompagné de son Chef de Cabinet, M. Xammar, avait tenu à se trouver à Paris pour le vernissage, et il salua personnellement tous les artistes qui, par leur générosité, ont rendu possible cette exposition. Parmi les autres personnalités présentes, on remarquait S. E. le Ministre Plénipotentiaire du Mexique à Paris, le Général Rios Zertuche, avec le Secrétaire de la Légation, M. Usigli et le Chargé d'Affaires, M. Bernardo Reyes; le Général Emilio Herrera, président du Comité de Protection aux Réfugiés Espagnols, Prisonniers et Déportés, avec les membres du Comité, MM. González Arnao, Llopis Tauler et Lasa; M. Jesús M. Leizaola, Ministre de la Justice du Gouvernement Basque, au nom de son Gouvernement; M. Lluís Nicolau d'Olwer, Président de l'Association « Culture Catalane » et toute la colonie catalane de Paris.

La critique artistique de la presse parisienne a déjà signalé l'importance des apports de tous les participants à cette exposition. Il faut néanmoins souligner la beauté des sculptures de Joan Rebull, prodige de pureté et de grâce; les assiettes de Limoges et la statuette en terre cuite d'Apelles Fenosa, l'auteur du monument aux victimes d'Oradour-sur-Glane; la grande composition, chaude et vibrante de couleur, de Creixams, ainsi que son petit tableau, à la facture populaire et si fraîche; le magnifique paysage du Luxembourg et la figure de Grau Sala, oeuvres récentes qui témoignent du talent toujours ascendant de ce jeune maître; la grande toile de Clavé, peinte dans sa palette actuelle, qui atteint au dramatique par l'emploi de rouges et bleus savamment combinés, ainsi que sa « Cuisine » et sa « Lutte de coqs »; les deux peintures de Ribarovira, la jeune révélation de la peinture catalane, avec sa gamme si personnelle et sa déformation savante des perspectives; les généreux apports de Riera, peintre roussillonnais qui interprète les paysages parisiens avec émotion, et de Flores, dont le goût pour le décoratif ne nuit pas à une robuste inspiration; les toiles de Pau Planas, vétéran de la peinture catalane à Paris; celles de Feliu Elias, prodiges de réalisme, où le dessin farouchement véridique domine la nature et lui fait livrer tous ses secrets; de Padilla, dans un paysage catalan et un paysage français, très lumineux et poétiques; de Fontseré, aux teintes sombres et dramatiques dans le grand por-

trait; de Castanyer, probe artisan de la réalité, dont le « Soleil » est impressionnant; de Quelus, très frais et plein d'ingénuité dans ses paysages; le paysage enneigé de Vivés, très bien ordonné; celui de Mentor Blasco, qui accuse une personnalité réelle dans son « Coin de Toulouse »; le nu si émouvant de Camps Vicents et sa nature morte pleine de distinction; enfin les peintures de Josep Picó, Gallostra, Ignasi Vidal, Lluís V. Moñé, Badia Vilató, dont chacune témoigne d'un tempérament et d'un talent considérable; les belles gouaches d'Angel Ferran et de Marc; les dessins d'Arquer; les aquarelles d'Anglada et Almirall; la fresque de Tusquellas; la toile surréaliste de Lamolla et celle d'un néo-cubisme personnel de Pascual. N'oublions enfin les beaux verres d'art de Juan Sala, avec leurs formes gracieuses et leurs glauques tonalités.

La Galerie, où se tient cette exposition, a déjà été le témoin de plusieurs émouvantes cérémonies, parmi lesquelles il faut signaler la réception de M. Roger Lardenois, grand ami de la Catalogne et ancien secrétaire du Comité pour la Paix Civile en Espagne, retour de captivité; la visite de MM. Philippe Serre, ancien ministre, de Raymond Laurent, ancien président du Conseil Municipal de Paris, de Mme Malaterre-Sellier, etc.

Nous aimons également à signaler la réception que tous les exposants et le Conseil de Solidarité Catalane ont faite au grand artiste Pablo Picasso. Celui-ci a exprimé sa volonté de s'associer aux buts de l'Exposition en faisant cadeau d'une toile originale.

Signalons enfin la visite officielle de M. Robert Rey, directeur général des Beaux-Arts, au nom de M. René Capitant, ministre de l'Education Nationale. Ce dernier, ainsi que M. Henri Frenay, ministre des prisonniers et déportés, a promis d'honorer l'exposition de sa présence. L'achat fait par M. Rey de trois toiles pour le compte de l'Etat témoigne de l'affectueux intérêt que l'initiative de SOLIDARITE CATALANE a éveillé dans les cercles officiels.

LES LIVRES

« L'URGELL », POESIES PAR ENRIC BRUFAU; Illustrations de Lucien ANDRIEU, Montauban, 1945.

La nostalgie de l'exil crée un climat propice à l'éclosion du Lyrisme. Ce phénomène bien connu, devient une règle pour le peuple catalan qui a un mot intraduisible pour indiquer le chagrin créé par l'éloignement de la patrie — l'enyor. Les plus belles chansons populaires catalanes ont été inspirées par ce sentiment. On s'attend donc pour un jour prochain à une riche moisson des poèmes que l'exil a inspiré aux poètes catalans, — comptant parmi ceux-ci les écrivains qui, même sans avoir dû quitter leur pays, y ont vécu sous la contrainte et la persécution.

Cette image de moisson conviendrait parfaitement au livre qui nous est offert par Enric Brufau, jeune poète paysan qui chante dans son livre « L'URGELL » sa contrée natale, cette région de Catalogne où le blé, les oliviers, les amandiers poussent en des vergers arrosés par des canaux qui ont apporté la richesse à des plaines jadis incultes. Ce début est obligatoirement d'une inspiration inégale, mais le ton de ces poèmes, le bonheur des images et surtout les quelques lignes de la préface, où l'Urgell est présenté en quelques traits évocateurs, permettent d'espérer que Enric Brufau sera le digne successeur de ses aînés et qu'il nous donnera les idylles rustiques vers lesquelles semble l'orienter son inspiration.

Le Bloc Nationaliste Valencien a été constitué

Nous avons appris avec une vive sympathie la constitution du « Bloc Nationaliste Républicain du Pays Valencien », qui groupe tous les partis républicains de Valence. Nous répondons cordialement au salut que ce groupement adresse à tous les Catalans dans son premier manifeste et nous nous tenons à sa disposition pour l'action qu'il nous faudra mener de concert jusqu'à notre retour à la Patrie et pour celle qui nous attend encore là-bas, dans le but de faire triompher les idéaux de nos deux peuples, si fraternellement unis par la langue, le drapeau et l'histoire.

UNE FÊTE CATALANE A PARIS

LE CENTENAIRE DE VERDAGUER

Dimanche, 8 Juillet prochain, aura lieu dans la Salle des Sociétés Savantes, (Rue Serpente, au coin de la Rue Danton, Métros Odéon et Saint-Michel), une fête catalane organisée par l'Association des Intellectuels Catalans « Cultura Catalana » et qui sera consacrée au grand poète catalan Jacint Verdaguer à l'occasion de son centenaire. Des discours, des récitations de poésies et des récitals de chansons catalanes composeront le programme de cet acte, auquel participera la chorale de l'Amicale des Catalans de Paris. La fête commencera à 17 heures. On peut trouver des invitations à la Librairie Espagnole 10, rue Gay Lussac et chez M. Masot, horloger, 120, Boulevard Haussmann.



REVUE DE LA PRESSE

Ces derniers jours un nouveau bulletin est venu s'ajouter à ceux qui paraissent déjà en grand nombre en langue catalane. Il s'agit de LA VEU DE CATALUNYA (La voix de la Catalogne), porte-parole du Parti Ligue Catalane.

Dans son premier numéro, LA VEU DE CATALUNYA fait un compte-rendu complet de l'Assemblée que le Parti, dont il est l'organe, a tenue récemment à Paris, ainsi que du discours prononcé à cette occasion par M. de Solà Cañizares, membre du Conseil Directeur du même Parti.

M. Sabaté, dans l'article de fond, réclame une sincère compréhension entre les différents partis. Le sentiment catalaniste, écrit-il, n'est pas l'exclusivité d'un secteur. Le Catalanisme est l'unité des catalans. D'abord parce que son action n'est pas terminée et deuxièmement parce que aussi longtemps qu'il sera une action de revendication nationale il faut, pour qu'il soit fort, qu'il nous représente tous.

CANIGÓ (Canigou) Bulletin d'information de la Société Française des Amis de la Catalogne, dans ses derniers numéros, rappelle aux démocraties que l'heure de la justice devrait être venue pour l'Espagne phalangiste : La presse espagnole soutenait hier encore que l'Allemagne ne serait jamais militairement battue et que les Alliés, gens sans scrupules, étaient obligés de recourir à la guerre des nerfs et aux raids de terreur pour pouvoir venir à bout d'une Allemagne vaillante et imbattable (Vanguardia, 21 mars 1945).

Le dernier numéro de CANIGÓ est consacré à l'Assemblée des Délégués du Parti Gauche Républicaine de Catalogne qui a eu lieu à Toulouse les 3 et 4 Juin. Un compte-rendu assez complet y est donné des discours des différents Délégués. On y trouve le reflet d'un ardent patriotisme et de l'enthousiasme que les accords intervenus pendant ces deux journées ont soulevés parmi les assistants.

Le bulletin du Mouvement Socialiste de Catalogne ENDAVANT (En avant !) traite de la nécessité de la formation d'un Gouvernement Provisoire de la Généralité de Catalogne. Il réclame, comme garantie démocratique, la constitution d'une Assemblée Consultative, qui, même si elle était improvisée, pourrait cependant représenter l'opinion publique. Plus loin le journaliste insiste sur la nécessité d'un accord des Partis, des Syndicats et des Forces de la Résistance. Et il conclut : Avant tout il faut définir quelle politique entend suivre la Catalogne et quelle politique péninsulaire est la sienne.

Dans un autre article intitulé « La guerre est finie en Europe... La guerre continue dans la Péninsule ibérique ! » le journaliste déclare : Le monde est honteux de ne pas nous inviter à participer à sa joie. Les haut-parleurs de tous les pays ont répandu le communiqué officiel des Nations Unies : La guerre est finie en Europe. En Catalogne et en Espagne ce fut la voix officielle du phalangisme — allié de l'Allemagne et de l'Italie — celle qui a déshonoré la voix de la victoire démocratique auprès de ces peuples désespérés, habitués à voir dans les postes des Nations Unies la voix de l'espoir...

ENDAVANT met finalement en garde les démocraties : Lorsque dans un corps un des membres souffre d'une infection, tout le corps s'en ressent. Ce sont les ravages que cette infection causera, qui feront finale-

ment tenir compte d'elle, conclut le journaliste.

OPINIONS, organe du Front National de la Résistance Catalane, par la plume de M. Layret, réclame de la part des classes dirigeantes du peuple catalan un effort pour ceux qui vivent depuis des années loin de leurs concitoyens, sachent les suivre toujours dans leurs désirs et leurs aspirations :

Il serait lamentable que les anciens représentants oublient le climat spirituel et les nécessités actuelles de leurs concitoyens. Leurs plans — ajoute-t-il —, seraient inutiles et encombrants, comme le seraient ceux d'un Etat-Major qui pour livrer bataille ne tiendrait nullement compte de la volonté ni de la force de ses propres soldats. Ceux qui vivent au delà des Pyrénées sont le peuple, sont la Patrie. Ils sont aussi le pays, et aussi la nation. Il ne faut pas l'oublier.

Dans son plus récent numéro, OPINIONS met en relief le contraste qui existe entre le labeur de nos frères qui luttent et souffrent en Catalogne et le bizantisme politique qui semble influencer les actions politiques à l'étranger. Et le journaliste fait un récit détaillé des mouvements que la résistance catalane a organisé pendant ces derniers mois ainsi que de la répression toujours existente pour tout ce qui est catalan. Et il finit : Malgré les persécutions et les arrestations, malgré la vigilance et les précautions prises par l'administration franquiste, le Front National de Catalogne continuera son oeuvre, car la résistance est la manifestation la plus éclatante de l'indomptable esprit catalan, qui ne s'est pas encore plié, ne se plie, et ne se pliera jamais au joug de l'invasisseur militaire espagnol.

Un deuxième bulletin est également paru ces derniers jours. SEGURIDAD (Sûreté), bulletin d'information des anciens fonctionnaires du Corps de Sûreté de la République espagnole et du Corps de la Généralité de Catalogne. Le Bulletin est rédigé en langue catalane et espagnole et aspire à affirmer les liens entre tous les membres du Corps

ainsi qu'à les aider à se perfectionner dans leur profession. Le contenu est agréable et la partie technique facile à suivre pour le lecteur non initié aux problèmes de la Police.

La revue mensuelle d'études politiques, économiques et sociales, CUADERNS, (Cahiers), dans son article de fond, laisse percer son désenchantement pour la victoire incomplète que les démocraties viennent de remporter en Europe :

Pour l'Espagne, ce n'est pas encore la victoire. Le régime que le fascisme et le nazisme y ont installé — car avec le seul effort des forces indigènes il n'aurait jamais pu y prendre pied — subsiste encore. La guerre y continue; une guerre sans batailles rangées, mais qui n'est pas moins active et véritable pour cela.

En ces jours de victoire, nous nous demandons si le monde maintenant libre ne voudra pas délivrer cette terre malheureuse, si la grande iniquité doit survivre à une extrémité de l'Europe sous la forme d'un pouvoir instauré par ceux qui viennent d'être définitivement vaincus.

Il nous est parvenu aussi plusieurs exemplaires de journaux clandestins paraissant dans plusieurs villes de Catalogne : DIARI DE CATALUNYA (Journal de la Catalogne); ESTAT CATALA (Etat Catalan) et TORXA (Torche).

Dans le dernier numéro de DIARI DE CATALUNYA, l'éditorialiste résistant rappelle aux Nations Unies que, dans cette Europe que l'on dit libérée, il reste encore deux réduits du fascisme international : l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar. Les peuples ibériques n'ont-ils pas droit à la démocratie ? — ajoute-t-il. Il réclame une pression extérieure qui permette d'en finir avec cette tragédie honteuse qui accule au désespoir des peuples vivant en territoire occupé sans l'espoir d'une libération alliée ainsi qu'une courageuse résistance qui poursuit son effort sans l'espoir de recevoir du dehors l'appui qui regrettent les autres.

Franco juge la Monarchie

« La Monarchie ne constitue aujourd'hui nullement un problème pour les Espagnols. Il existe en Europe des problèmes plus graves qui inquiètent les peuples. Mais lorsque cette difficile étape historique aura été franchie, si la Monarchie convient à la grandeur et à l'intérêt de l'Espagne, le moment sera venu d'envisager son instauration par la volonté exclusive des Espagnols, sans qu'il soit porté préjudice à l'unité du pays et sans qu'il en résulte un affaiblissement de l'autorité. Je dis bien instauration, car il s'agira d'une Monarchie qui, recueillant l'essentiel de notre tradition, sera une monarchie éminemment sociale bien différente de celle qui a présidé ces derniers temps à notre décadence. L'effondrement de nombreuses monarchies dans le monde ne constitue pas un phénomène capricieux étant donné qu'il est dû à leur résistance au perfectionnement et à leur refus de s'adapter aux exigences du progrès social ».

(Déclarations de Franco à un envoyé de l'United Press)

La Monarchie juge Franco

... et demander solennellement au général Franco, lequel ne peut manquer de reconnaître l'échec de sa conception totalitaire de l'Etat, qu'il quitte le pouvoir et laisse la voie libre à la restauration du régime traditionnel de l'Espagne, le seul capable de garantir la religion, l'ordre et la liberté.

Sous la monarchie conciliatrice, juste et tolérante — il sera possible de s'attacher à toutes les réformes que l'intérêt de la nation réclame. Les tâches primordiales doivent être : ...distribution plus équitable de la richesse et suppression des inégalités injustes, non seulement contraires aux préceptes du christianisme, mais en contradiction flagrante et périlleuse avec les conditions politiques et économiques de nos jours.

(Manifeste du prétendant D. Juan, 19 Mars 1945)

L'Espagne franquiste exclue de la nouvelle organisation des Nations Unies



Les journaux ont publié la nouvelle de l'adoption, par l'Assemblée plénière de la Conférence des Nations Unies à San Francisco, de l'amendement présenté par M. Luis Quintanilla, délégué des Etats Unis du Mexique. Aux termes de cet amendement, l'Espagne de Franco qui vit sous un régime imposé par Hitler et Mussolini ne peut être admise à participer à la nouvelle organisation des Nations Unies. L'intervention de M. Quintanilla, dans laquelle il a été rendu un chaleureux hommage à l'héroïsme de la République Espagnole écrasée par le fascisme international, a été appuyée par M. Paul-Boncour, chef de la Délégation Française à la Conférence.

SOLIDARITE CATALANE a envoyé la dépêche suivante au Général Avila Camacho, Président des Etats Unis du Mexique :

« **SOLIDARITE CATALANE** salue respectueusement Votre Excellence et remercie au nom partis politiques catalans et organisations résistance Catalogne noble nation mexicaine pour son geste en demandant Conférence Nations Unies exclusion Espagne franquiste futur organisme mondial Stop. Défense faite par délégué Etats Unis Mexique de

la République Espagnole comme premier allié combat contre fascisme est nouvelle preuve généreuse attitude cette Nation qui a déjà fait tant pour hommes libres peuples hispaniques. » Pour Conseil Directif Solidarité Catalane : E. Ragasol.

Un message conçu dans des termes semblables a été adressé à M. Quintanilla. **SOLIDARITE CATALANE** a adressé également à M. Georges Bidault, ministre des Affaires Etrangères de la République Française, une lettre pour remercier la France de son intervention à l'appui de l'amendement présenté par le délégué mexicain. Un message, conçu dans les termes suivants, a été envoyé à M. Paul-Boncour, chef de la délégation française à la Conférence de San Francisco :

« Au nom partis politiques catalans et organisations résistance intérieure Catalogne, **SOLIDARITE CATALANE** vous prie d'accepter témoignage gratitude pour votre brillante intervention en défense droits République Espagnole et contre possible admission Espagne franquiste au sein nouvel organisme Nations Unies, d'accord avec amendements Gouvernement français au projet de Dumbarton Oaks. »

Pour Conseil Directif Solidarité Catalane : E. Ragasol.

L'Espagne franquiste vue du dehors et du dedans

Les Républicains en exil

(Suite de la page 5)

Paris, 28 Mai. — Selon des nouvelles parvenues de San Francisco, M. Molotov a eu un entretien cordial avec M. Alvarez del Vayo, dernier ministre des Affaires étrangères de la République espagnole. A ce sujet, on n'a pas manqué de souligner à San Francisco que l'URSS n'avait jamais cessé de reconnaître le gouvernement républicain et que, par contre, elle n'avait jamais reconnu celui de Franco.

Mexico, 30 Mai. — M. Alvarez del Vayo s'est adressé aux démocraties du micro d'une des nombreuses stations radiophoniques de New-York. Il a dit notamment : « Tandis que les Alliés sont en train de pourchasser en Allemagne les criminels de guerre, 50.000 agents allemands environ vivent en sécurité dans l'Espagne de Franco et ont déjà obtenu la nationalité espagnole. Certains sont venus en Espagne lors de la guerre civile. D'autres, sont arrivés au cours des cinq dernières années. D'autres encore, ne sont là que depuis deux mois et demi ». M. Alvarez del Vayo a fini son allocution en disant : Nous autres, républicains espagnols, n'avons pas été neutres. Pendant ces cinq dernières années, des milliers de républicains se sont battus partout aux côtés des Alliés. Franco, lui, a combattu en Espagne et hors les frontières de l'Espagne aux côtés de Hitler.

Mexico, 3 Juin. — Au cours d'un conférence de Presse, M. Indalecio Prieto a déclaré que le renversement pacifique du gouvernement Franco pouvait s'effectuer en quatre étapes :

1° Une déclaration de la Conférence des Nations Unies répudiant le régime franquiste et l'excluant de toute nouvelle organisation internationale;

2° Rupture des relations diplomatiques entre les démocraties et le gouvernement phalangiste;

3° Réunion des Cortès et formation d'un gouvernement constitutionnel issu des Cortès;

4° Reconnaissance de ce gouvernement provisoire par les puissances démocratiques.

Nous espérons que les pays qui ont refusé de vendre des armes à la République espagnole ne répéteront pas leur erreur et n'abandonneront pas le peuple espagnol à ses propres moyens » — termina-t-il.

Mexico, 14 Juin. — M. Prieto a quitté San Francisco pour Washington. Il doit se rendre en suite au Mexique d'où il gagnera Paris, siège prévu pour la direction de la Jun- te de Libération.

Paris, 14 Juin. — Un correspondant du Daily Mail (édition de Paris), câble de Washington que les cercles diplomatiques américains ont pris contact avec M. Juan Negrin qui leur a fait part de ses projets pour déposer le général Franco. Il n'y a pas eu de communiqué officiel de ces entrevues, parce que le Département d'Etat continue à reconnaître les gouvernement Franco. Mais des personnalités de Washington ont déclaré que la position de Negrin, dernier chef du gouvernement républicain espagnol, était entièrement raisonnable. En effet, M. Negrin, a insisté sur le fait que tout changement en Espagne devrait être amené sans avoir recours à la violence; et c'est là le principe fondamental de la politique américaine en Espagne. Cette politique devrait inclure: la dissolution de la Phalange et un retour aux formes constitutionnelles de gouvernement. Ceci, d'après le Dr. Negrin, équivaldrait à l'eviction de Franco et son régime

Cependant les Etats Unis maintiennent la politique de « froide amitié » envers l'Espagne; ils préféreraient cependant, d'après le correspondant du Daily Mail, la restauration d'un gouvernement républicain espagnol.

Ce qu'on en pense dans le monde

Radio Canada, Station CHTA, faisait le 25 Mai un tour d'horizon des divers pays démocratiques et de leur point de vue vis-à-vis du régime franquiste. Radio Canada mentionnait à ce sujet une dépêche de Londres qualifiant la politique britannique de « politique de laissez-faire ».

Plus loin, le speaker faisait remarquer qu'aux Etats Unis, tandis que les journaux à tendance de gauche, mais à faible circulation, insistent pour une rupture avec Franco, la majorité de la Presse réclamait de la circonspection. Dans le « New-York Telegraph » on peut lire — ajoutait-il — :

« Les Etats Unis sont opposés à une rupture, en vertu du principe américain de non-intervention dans les affaires intérieures des pays étrangers ».

Mexico, 5 Juin. — MM. Molotov, Stettinius, Eden et Soong ont déclaré au cours d'une conférence de Presse qu'en aucun cas Franco ne pourrait être toléré par le concert mondial des Nations Libres.

Barcelone, 8 Juin. — Un nouvel accord est intervenu entre le gouvernement américain et le général Franco. El Caudillo autorise le survol du territoire espagnol aux fortresses volantes transportant hommes et matériel vers l'Amérique ou le théâtre d'opérations du Pacifique. Dans le cas d'atterrissage forcé, les mesures d'internement prévues pour les belligérants ne seront pas appliquées.

SOLIDARITE CATALANE

Adresse provisoire :

11, Avenue Marceau, 11

PARIS - XVI

S. P. I., 4, Rue Saulnier — PARIS



BULLETIN D'INFORMATION DE "SOLIDARITÉ CATALANE"

PARIS, le 15 Juillet 1945

N° 4

19 Juillet 1936, Victoire de la Démocratie



Il y a neuf ans, l'Armée espagnole se soulevait à Barcelone. La veille, les effectifs de l'armée qui stationnaient en Afrique s'étaient déjà révoltés contre la République. Franco arrivait au Maroc pour prendre le commandement en même temps qu'à Barcelone le général Goded arrivait de Majorque, où il était Capitaine-Général pour diriger la révolte dans la capitale de Catalogne. La ville de Barcelone était considérée comme la place la plus dangereuse en raison de l'existence de quelques organisations puissamment constituées : les unes ouvrières, les autres nationalistes catalanes, toutes aux côtés du Gouvernement catalan présidé par M. Companys, et de ses forces armées de la Police.

Cependant, Madrid ne bougeait pas. Ni Valence, ni Oviedo, ni aucune autre ville importante. La Catalogne, bâillonnée en un jour par des troupes sortant des casernes au perfide cri de « Vive la République », était le gage le plus sur d'une prompte et complète victoire dans la péninsule. C'était pour Franco l'occasion de participer impunément, plus tard, à la croisade pour l'Europe nouvelle.

Ils ne se trompaient pas, les militaires espagnols. Le peuple catalan n'avait pas accepté de se rendre sans combattre. Il était descendu dans la rue comme il l'avait fait en 1640, comme il l'avait fait en 1714. Il défendait le régime démocratique les armes à la main, de la même façon qu'il l'avait défendu aux urnes cinq mois auparavant, parce qu'il y allait de sa vie nationale. L'ennemi fut harcelé, cerné et battu. En deux jours il était refoulé dans les terres d'Aragon. En même temps, les victoires initiales en Catalogne reveillaient dans les autres grandes villes de la péninsule l'esprit de résistance au coup de force fasciste.

La République n'avait réalisé que les moindres aspirations nationales de la Catalogne, mais celle-ci n'en jeta pas

moins dans la lutte tout son poids pour sauver la République espagnole.

Le peuple autonome catalan fut le seul à savoir débarrasser son territoire à l'aide de ses propres forces. Ainsi fut apportée une fois de plus aux yeux des sceptiques la preuve flagrante de la vitalité et de la puissance d'un peuple renaissant. La descentralisation avait servi aussi à créer un bastion démocratique.

Certes la République espagnole et avec elle la Catalogne ont succombé depuis sous le poids des forces allemandes, italiennes et insurgées espagnoles. Neuf ans sont passés, mais les forces qui ont aidé à nous abattre sont terrassées à leur tour. Cependant, ce neuvième anniversaire d'un acte de force qui marqua l'instauration du régime national-sindicaliste retrouve une partie du peuple catalan en exil, l'autre partie sous la botte des militaires insurgés. Tous les vestiges de notre Nation sont disparus, calcinés ou détruits, sous un régime qui dépasse en sadisme la plus rigoureuse occupation allemande. Les Allemands n'ont jamais empêché les populations autochtones de s'exprimer en leur langue. Ce neuvième anniversaire voit des peuples ayant combattu pour la liberté demeurer enchaînés, tandis que leurs bourreaux se gorgent encore aux dépens d'une population affamée de pain et de liberté.

Maigre consolation pour nos peuples qui ont tout donné, que de voir apparaître au lendemain de la victoire et sur des journaux démocrates des phrases comme celle-ci : « Les démocraties ne doivent pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Espagne de Franco ». Cela rappelle par trop la non-intervention de sinistre mémoire. Parler de non-intervention dans la Péninsule, alors que l'on intervient un peu partout, n'est guère compréhensible.

Lorsque nous étions sous l'occupation allemande, toute l'Europe attendait l'intervention des pays libres, les pays oc-

cupés étant incapables de secourir eux-mêmes le joug nazi. L'occupant était trop fort et trop bien armé, en face de populations hostiles mais désarmées. Il a bien fallu l'intervention anglo-américaine pour renverser l'ordre des facteurs.

La situation est identique dans la Péninsule. Une monstrueuse machine policière et militaire submerge entièrement une population ouvertement hostile mais physiquement incapable de secouer le joug phalangiste. Une intervention énergique, sans pour cela être nécessairement militaire, s'impose. Un premier pas vient d'être fait à la Conférence de San Francisco par l'initiative du Mexique. La France qui nous accueille est de toujours à nos côtés. L'U. R. S. S. n'a pas de relations avec Franco et toute action contre son régime aura certainement son approbation.

C'est à l'Angleterre et aux Etats-Unis d'agir et de prouver au monde que les souffrances que tous les peuples de la planète viennent d'endurer ont servi à détruire vraiment et complètement le fascisme. Ils viennent justement de faire une démarche auprès de Franco. Si la démarche américaine n'aboutit qu'à un remaniement ministériel et à la dissolution de la Phalange tout en laissant Franco au pouvoir, l'affermissement de celui-ci ou d'une autre forme de pouvoir dictatorial est tout à fait possible. Aurait-on eu confiance, il y a six mois, en un remaniement ministériel allemand et en une prétendue dissolution du parti nazi, Hitler lui-même se chargeant de remplir cette tâche ?

C'est uniquement le jour où les drapeaux catalan et espagnol flotteront à nouveau sur le sol d'une Catalogne et d'une Espagne vraiment démocratique, que nous aurons la conviction que nos morts, tombés sur tous les fronts d'Europe depuis le 19 Juillet 1936, sont tombés dans un conflit entre le pouvoir dictatorial et le gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple.

UN DISCOURS du président des Cortes phalangistes

M. Estebán Bilbao qui est président de la Chambre phalangiste, laquelle est composée de tous les ministres, préfets, maires et autres autorités élues uniquement dans le sein du Parti phalangiste, à condition cependant que leurs nominations soient ratifiées par le Général Franco, a prononcé un discours dans une des dernières sessions.

Après avoir manifesté son indignation pour la façon dont l'armée régulière japonaise s'était comportée à Manille, il a présenté l'Espagne de Franco comme étant un modèle de pays pacifique et, à cet effet, il fit ressortir que cette dernière n'a pas profité de l'occasion qu'en 1940 s'était présentée d'attaquer la France.

D'un état de faiblesse que Hitler a déploré autant que Franco et dont nous, les républicains, fûmes les artisans, ce dernier prétend aujourd'hui par la voix de ses acolytes, tirer des preuves de son amour pour la paix et de sa bienveillance envers les démocraties. M. Franco, ainsi que M. Bilbao, ont la mémoire courte. Personne n'ignore que si le soulèvement avait réussi entièrement, les généraux rebelles auraient fait jouer à l'Espagne un rôle important aux côtés de l'Axe. Rien d'autre peut expliquer l'appui que Mussolini et Hitler prêtèrent à Franco. Notre résistance fit volatiliser ces espoirs, mais l'Espagne franquiste ne manqua pas d'intervenir par la suite aux côtés de l'Allemagne, dans la mesure où cela lui était possible.

M. Bilbao oublie volontier l'occupation de Tanger survenue le jour même de l'entrée à Paris des troupes allemandes, l'intervention de Lequerica et Franco dans l'armistice de Pétaïn; le ravitaillement des sous-marins allemands, le ravitaillement des poches de l'Atlantique, l'action de la Division bleue. Il parle cependant de sa politique pacifiste à l'extérieur. Il n'a pas l'air non plus de se souvenir des manifestations contre l'Ambassade britannique organisées par la Phalange. Celle-ci réclamait Gibraltar et revendiquait aussi le Maroc et l'Algérie comme étant l'espace vital de l'Espagne en même temps que la réalisation de sa destinée impériale vers Dieu.

L'Espagne de Franco qui a berné la population pendant 8 ans par des appels tendant à la reconquête d'un Empire perdu, se rend bien compte aujourd'hui qu'avec la chute de l'Allemagne, ces temps sont révolus. Cela fait dire à M. Bilbao : « Depuis un siècle, l'Espagne, sans haine et sans ambitions, n'a pas voulu entreprendre une guerre contre l'envahisseur étranger. Elle a su reconnaître l'émancipation des républiques sud-américaines. Nous ne demandons que la paix dans le travail et la liberté dans nos destinées ».

Il est vrai que l'Espagne, dont M. Bilbao parle, n'a pas fait de guerre étrangère. Son Espagne, celle des militaires et de la plus noire réaction, fit pis encore, puisqu'elle préféra la faire à ses propres ressortissants. Présenter cela comme un modèle de pacifisme dépasse les bornes du cynisme.

Quant à la constatation qu'il fait de la reconnaissance des républiques sud-américaines, nous rappellerons à M. Bilbao que celles-ci se revoltèrent et eurent à subir les plus terribles répressions de la part des gouvernements militaires espagnols. Elles se heurtèrent à des procédés semblables à ceux que Franco maintient dans la Péninsule.

L'Espagne traditionnelle continue à ne vouloir pas reconnaître les erreurs de cette po-

LE NATIONAL-SYNDICALISME n'est pas un régime d'importation

(Presse Phalangiste 1945)

LES ALLEMANDS FONCENT VERS MOSCOU

« Notre Mouvement a aujourd'hui une portée inespérée dans le monde, en ces moments où les avions allemands dirigent une bataille que l'Europe et la Chrétienté souhaitent depuis si longtemps et dans laquelle le sang de notre jeunesse va rejoindre celui de nos camarades de l'Axe comme une vivante expression de solidarité ».

(Franco, 19-7-1941).

LES ALLEMANDS DEVANT MOSCOU

D'après une lettre qui vient d'être retrouvée et qui était adressée à Ribbentrop par le Baron Woizsacker, il ressort qu'en 1941, le Caudillo avait offert à l'Allemagne de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne, si l'Axe acceptait de remplir deux conditions : 1° Hitler et Mussolini fourniraient des armes, des munitions et des vivres; 2° L'Espagne recevrait la zone française du Maroc.

(Presse du 24-6-1945).

LES ALLEMANDS FONCENT VERS LE CAUCASE

La dernière lettre de Hitler à Mussolini indique :

« que Franco s'était mis d'accord avec l'Axe pour que l'Espagne laissât passer les troupes de l'Axe sur son territoire afin de leur permettre d'attaquer et de

conquérir Gibraltar, clé des communications alliées.

(Presse du 6-5-1945).

LES ALLEMANDS DEVANT STALINGRAD

Si, un jour, Berlin est en danger, l'Espagne enverra un million d'hommes, s'il le faut, pour la défendre.

(Franco, Décembre 1945)

LES RUSSES A BERLIN

Il faut le dire bien haut : la guerre européenne et mondiale n'a rien à voir avec la guerre civile espagnole. La guerre qui vient de se terminer en Europe a été commencée sans que l'Espagne ait été prévenue. Ses buts ne touchaient l'Espagne en rien, et répondaient à des intérêts d'expansion et de domination.

(Primat d'Espagne, Mgr. Pla Daniel, 8-5-1945).

L'ESPAGNE FRANQUISTE EXCLUE DES NATIONS UNIES

« Il est manifeste que l'opinion publique mondiale est abusée en ce qui concerne l'Espagne. Le monde voit dans notre régime certaines caractéristiques et analogies qui n'existent point en fait. Nous ne sommes ni de droite, ni de gauche et nous ne pouvons pas davantage être classés comme appartenant au centre ».

(Franco, 21-6-1945).

Un télégramme qui met les choses au point

« Feuille d'Avis de Lausanne »
Rome, 28 Février 1941

M. Mussolini dans son dernier discours a fait allusion à l'aide italienne à l'Espagne durant les années 1936, 1937, 1938. Une statistique officielle vient d'être établie sur les fournitures livrées à l'Espagne.

L'Italie a fourni à celle-ci 1.930 canons, 10.135 armes automatiques, 7 millions 514.537 obus d'artillerie, 324.000.000 balles, 7.668 camions automobiles, moto-

~~~~~  
littique qui l'a menée d'une des premières places, comme puissance mondiale, à une des dernières. Le traitement accordé encore aujourd'hui aux nations catalane et basque en est la preuve, de même que toute notre histoire, dont le passé est jalonné de marques profondes et sanglantes d'impérialisme guerrier.

Quoique M. Bilbao prétende reconnaître l'émancipation des républiques de l'Amérique latine, celles-ci peuvent s'estimer heureuses d'avoir un océan qui les sépare de la « mère patrie ». Les catalans et les basques savent par contre ce que c'est que d'avoir tout près le prussianisme espagnol dont M. Bilbao nie l'existence.

cyclettes, etc.; 6.503 gallons de benzine, 3.871 appareils téléphoniques, 931 appareils T.S.F., 25.281 câbles téléphoniques, 500.000 habillements militaires complets, 763 avions, 1.414 moteurs d'avions, 16.720 tonnes de bombes aériennes, 9.520.000 cartouches de mitrailleuse et 76.500 tonnes de matériel divers.

L'Italie a fourni en outre à l'Espagne de nombreux sous-marins durant l'été 1937. Toutes les unités navales prêtées par l'Italie à l'Espagne lui furent rendues, à l'exception de deux submersibles, quatre torpilleurs et quatre vedettes rapides, qui furent cédées au gouvernement de Madrid aux termes d'une convention légale. En outre, 92 vapeurs italiens furent employés pour les transports d'hommes et de matériel. Ils effectuèrent 200 courses. 91 unités italiennes furent mises en service en vue de protéger les convois.

Le total du matériel de guerre livré à l'Espagne s'est élevé à 7 milliards 1/2 de lires. Aux termes de l'accord commercial italo-espagnol de 1940, la dette espagnole envers l'Italie a été fixée à 5 1/2 milliards de lires, payables en 24 annuités. (D, N, B.),

# Le problème des nationalités

Nous avons évoqué dans nos précédents numéros trois problèmes spécifiquement espagnols. Il nous reste à traiter la question des nationalités à laquelle convient plutôt d'appliquer le nom de problème ibérique, ce problème ayant dépassé plus d'une fois le cadre de l'actuel Etat espagnol.

Les peuples que l'on rencontre dans la péninsule ibérique diffèrent profondément les uns des autres, par la langue, par les coutumes, par leurs aspirations et même par leurs sentiments particuliers. C'est par là que l'Etat espagnol se distingue peut-être le plus des autres Etats occidentaux. Les uns ont consolidé leur unité intérieure grâce à la langue. Les autres ont réalisé leur unité autour du peuple le plus évolué.

Le peuple castillan auquel le Destin offrit la possibilité de réaliser l'unité de la Péninsule, faillit à sa mission. Ce fut un échec à l'extérieur, et c'est encore un échec à l'intérieur. A l'extérieur, il suffit de considérer la perte de tous les territoires de l'Empire. A l'intérieur, le Portugal recouvra son indépendance perdue pendant 60 ans, ce qui lui permit de conserver son empire colonial. La Catalogne, qui s'est toujours battue par sa liberté, a encore une fois prouvé au XX<sup>ème</sup> siècle par l'éclat de sa renaissance l'échec de l'assimilation castillane. Les peuples basque et galicien se dressent avec autant d'impétuosité.

Toutefois le peuple castillan a réussi à assimiler d'autres peuples dont les caractéristiques étaient peu différentes des siennes : les andalous, les aragonais, les asturiens, les estremènes, etc. En effet, la langue castillane — connue plus communément à l'étranger sous le nom de langue espagnole — est devenue depuis des siècles la maîtresse incontestée de ces régions. De là est née la conception moderne des catalans et des basques, — qui semble tant dérouter les étrangers — conception qui consiste à considérer comme spécialement espagnols les habitants des territoires où l'espagnol est parlé et où l'unité espagnole s'est vraiment réalisée.

Comment pourrait-il en être autrement ? L'Etat espagnol se trouve être peuplé par quatre peuples foncièrement différents. Sur 26 millions d'habitants, neuf millions et demi sont repartis en trois peuples opprimés. Nous avons d'un côté les pays catalans, Catalogne, Valence et les îles Baléares, où plus de six millions de catalans sont unis par la langue, l'histoire et le drapeau national. Le Pays Basque de son côté, renferme une population approchant du million. Les Galiciens enfin, moins évolués peut-être, mais d'une conscience nationale

aussi vive, totalisent deux millions et demi d'habitants. Ces trois peuples ont leur langue particulière. Le catalan et le galicien — au contraire du basque — font partie de la famille des langues latines.

La vie en commun de plusieurs peuples ayant conscience de leur vie nationale et devant supporter l'ingérence, sinon l'attaque, du peuple qui dirige l'Etat, soulève une foule de problèmes. La multiplicité des mesures à prendre apparaît lorsque l'on pense aux différences existantes dans la distribution des terres, entre le nord et le centre-sud. Songez qu'en Catalogne et en Euzkadi un ouvrier gagne 12 pesetas tandis qu'en Andalousie il n'en perçoit que 4. D'autres problèmes sont nés d'une persistente exploitation fiscale des pays les plus évolués et industrialisés. Au point que ceux-ci ne peuvent tirer de leur labeur les améliorations que l'organisation de l'Etat moderne réclame.



Cette foule de problèmes nés de la diversité linguistique, ethnique et géographique de la péninsule ont fait que l'Espagne traditionnelle, partie à la recherche d'un sentiment national, ne soit jamais parvenue à le trouver. Toute solution apportée par les éléments conservateurs spécifiquement espagnols n'était basée que sur la force et voulait maintenir une fiction. Le résultat était facilement prévisible. L'unité espagnole, dans le sens escompté par les Bourbons, Primo de Rivera ou Franco, s'est avéré et s'avère encore un échec. Cela n'exclue d'aucune façon un sentiment de solidarité dans la destinée. C'est dans ce sentiment qu'il faut voir la source du désir de confédération des peuples ibériques.

Il y a cinquante ans, alors que la situation dans la Péninsule ne laissait guère prévoir les problèmes actuels, un observateur anglais, M. Martin Hume, écrivait : « La question se pose toujours

de savoir si la plus grande sagesse ne serait pas d'appliquer l'idée fondamentale de tant d'Espagnols et d'établir franchement un système fédéral d'états autonomes, soit monarchique, soit républicain ».

La renaissance des nationalités ibériques est devenue aujourd'hui une réalité. Le général Franco lui-même l'a reconnu en s'attaquant à nos institutions nationales en 1936. Le prétendant Juan vient d'en faire autant en admettant les « particularités régionales » dans son manifeste. Seules les forces réactionnaires de l'Espagne traditionnelle et décadente pouvaient encore prétendre accomplir ce que l'Espagne toute-puissante du passé n'avait pas réussi.

La République de 1931 était née d'un Pacte conclu à Saint-Sebastien en 1930 et où les droits des nationalités étaient reconnus. Il se traduisit postérieurement par de Status d'autonomie. La solution n'était que provisoire. Il est juste d'ajouter que le nouveau régime républicain se voyait freiné par des grandes masses espagnoles, qui se laissaient emporter davantage par leur passion que par leur raison. Tout récemment la « Fortnightly Review » de Londres convenait que : « La Castille, qu'elle soit républicaine ou phalangiste, conserve encore aujourd'hui beaucoup de sa claustrophobie du Moyen-Age. Tous les Castillans sont obsédés, consciemment ou inconsciemment, par le désir d'un régime unitaire, sous la domination castillane ».

Les Catalans et les Basques ont fait preuve de fidélité envers la République pendant la guerre civile et, aujourd'hui, en exil et dans la résistance. Cela n'implique pas leur volonté d'un simple retour aux libertés que la République leur accorda en 1932. Les organismes catalans, tout en acceptant comme base d'entente le rétablissement de la Constitution de 1931 et ses institutions républicaines, ont manifesté aussi leur volonté de reformer par des moyens démocratiques nos institutions nationales. Ce n'est que dans un affermissement national que chaque peuple peut puiser les forces nécessaires pour étouffer dans l'oeuf de nouveaux soulèvements de la part de forces antidémocratiques espagnoles.

Ainsi, par une union véritable, basée sur les mêmes droits et les mêmes devoirs, les peuples ibériques pourront s'acheminer vers un régime démocratique qui apportera jusqu'aux plus humbles hameaux la lumière du progrès. Telle était la pensée du Président Companys, lorsqu'en Janvier 1937, il s'écriait « Le système confédéré est devenu l'épine dorsale de la résistance et la condition essentielle de la victoire ».

# L'ESPAGNE FRANQUISTE, VUE

## La démocratie national-syndicaliste

Radio Ankara, dans son émission du 22 Juin, estimait à un demi-million d'hommes les effectifs massés par Franco sur la frontière française. Des nouvelles parvenues postérieurement confirment les mouvements de troupes dans les Pyrénées ainsi que la construction d'une nouvelle ligne de fortifications.

Radio Belgrade, dans son émission du 24 Juin, citait la déclaration d'un correspondant du « Chicago News » à Berne, qui donnait des détails sur le départ pour Madrid de nouveaux diplomates allemands. Il révélait également l'installation d'un poste émetteur en Espagne qui reliait ces diplomates avec des Nazis d'Allemagne. Le 28 Juin était arrêté, à Colombes, une bande qui se cachait dans une « Villa », d'apparence bien innocente, en liaison aussi avec des Nazis qui, d'Espagne, dirigent le service d'espionnage agissant en territoire français. Plusieurs appareils émetteurs furent saisis.

Barcelone, 26 Juin. — Le Consul Général d'Espagne à Manille, José Castaño, arrivé tout dernièrement en Espagne, a stigmatisé la conduite de l'armée japonaise envers les ressortissants espagnols. A ce sujet on nous fait remarquer que José Castaño fut dénoncé à la Chambre américaine par M. Coffee, représentant démocrate, pour avoir livré des américains aux forces japonaises en 1942, au moment des succès nippons et allemands.

Barcelone, 26 Juin. — Le monument aux morts français de la ville de Saint-Sébastien a été profané au lendemain des incidents de Chambéry.

Barcelone, 26 Juin. — Radio National d'Espagne dans son émission du 23 Juin donna libre cours à sa rage contre les Délégués qui, à San Francisco, « avaient osé lancer des calomnies contre l'Espagne ». Le speaker traita M. Quintanilla de communiste et l'accusa d'être vendu à la Russie. (On sait que M. Quintanilla a rempli à Moscou les fonctions d'ambassadeur du Mexique). Quant à M. Paul-Boncour, il aurait reçu des millions. Et ainsi de suite... Et il concluait : C'est avec soulagement que nous avons appris la conduite de tels Délégués. Les Espagnols de bonne foi sont heureux de savoir que nos représentants sont absents de cette Conférence et qu'ils ne vont pas de pair avec les auteurs d'actes d'une telle moralité ».

Barcelone, 29 Juin. — Un nouveau renfort de 50.000 hommes est arrivé sur la frontière française, dans le secteur du Pays Basque. Dans ce secteur aussi, les travaux de fortification ont été activés.

Barcelone, 1er Juillet. — Le Consul Général d'Allemagne, Richter, qui se trouve au Maroc espagnol, se déplace à l'intérieur de ce territoire avec complète liberté d'action. Toutes les mesures prises par les autorités contre les Allemands se réduisent à les faire résider dans des hôtels différents.

Barcelone, 1er Juillet. — Le gouvernement franquiste vient enfin de se décider à remettre aux alliés les navires allemands retenus dans les ports de l'Espagne.

Barcelone, 3 Juillet. — Des troupes maures et espagnoles ont été amenées encore ces derniers jours à Tanger. Malgré l'énoncé de la cessation des lois imposée par le coup de force franquiste, les visiteurs sont toujours fouillés par les mêmes soldats maures. Seule l'administration franquiste peut délivrer des laissez-passer. Des agents allemands continuent dans les mêmes conditions qu'avant la fin de la guerre.

Barcelone, 4 Juillet. — Des tentatives ont été faites ces derniers jours pour rouvrir les écoles allemandes existant en Espagne. Des facilités avaient été accordées aux « particuliers » par les autorités. C'était l'unique moyen d'éviter que ces écoles ne soient saisies en tant que propriétés allemandes.

Malgré leurs démarches, les représentants des Nations Unies n'ont pas reçu encore satisfaction sur la question des propriétés ni sur celle de la possible ouverture de ces écoles nazies.

Barcelone, 5 Juillet. — Le bulletin de la Mission française à Madrid a répondu pertinemment aux insultes que Radio Nationale d'Espagne a adressé le 3 Juin au peuple français. La presse a également entamé une campagne contre la France démocratique et corrompue. D'où la réplique énergique du bulletin de la Mission française. Celui-ci faisait remarquer au journal Informaciones qu'au moment où la Brigade française, sous le commandement du général Koenig, repoussait avec héroïsme les tanks de Rommel à Bir-Hakeim, le correspondant politique de l'Informaciones chantait les louanges du national-socialisme et célébrait les victoires du « maréchal du désert ». Et il conclut : « les lecteurs des journaux attendent encore des informations concernant les camps de concentration, les chambres à gaz et les fours crematoires allemands ».

Barcelone, 5 Juillet. — La Radio Nationale d'Espagne a annoncé à plusieurs reprises au cours de ces derniers jours que la fermeture de la frontière n'était en aucune façon un acte de représailles pour les incidents de Chambéry. Après avoir vanté les produits que la France pourrait recevoir, Radio Nationale constate avec amertume que la France ne fait rien pour sortir de l'impasse actuelle.

Le poste a poursuivi alors ses violentes attaques contre le Parti Communiste français « qui empêche la France de se développer comme l'exigerait sa restauration ». Le speaker s'étonnait ensuite qu'on « donnât des ordres pour que les plus grands honneurs soient réservés au maréchal Joukov lors de sa visite ». « C'est au communiste qui vont ces honneurs, disait-il, et non pas au général victorieux ».

Barcelone, 6 Juillet. — Selon les dernières nouvelles, Laval escompte être libéré aussitôt après son procès par contumace devant la justice de son pays. Il est fixé maintenant quant à son sort, puisque le Ministre des Affaires Etrangères a décidé de ne pas le remettre aux mains des français.

Barcelone, 7 Juillet. — M. Laval est toujours en « résidence forcée » au château de Montjuich. Il est confortablement installé et il jouit de certains avantages qui empêchent de le classer dans la catégorie des détenus. Il dispose d'un cuisinier et d'une femme de chambre parlant le français. Deux secrétaires

l'assistent. Une voiture a été mise à sa disposition pour effectuer des achats dans la ville de Barcelone.

## Ce qu'on en pense dans le monde

Radio Moscou soulignait le 7 Juin la collaboration étroite des capitalistes espagnols et allemands. Il ressortait de ces déclarations que tous les achats faits par le capitalisme espagnol pendant ces dernières années en Argentine et dont le total est incroyablement élevé, ont été réalisés pour le compte des allemands.

La B. B. C., dans son émission du 17 Juin, refutait les assertions de Franco selon lesquelles la Phalange ne possédait plus aucun pouvoir politique : « Franco — disait la B. B. C. — n'a pas cessé d'être le chef suprême de la Phalange ». Ainsi que le Caudillo le disait en 1942 : « La Phalange est l'expression politique de la renaissance espagnole ».

Radio Alger, dans son émission du 23 Juin prévoyait une évolution probable des relations entre les Etats Unis et l'Espagne. Le speaker a rappelé à ce propos : Premièrement, l'intervention des Etats-Unis en faveur du point de vue mexicain à la Conférence de San Francisco. Deuxièmement, l'opinion du Département d'Etat selon laquelle il faut recourir à la dissolution de la Phalange pour qu'il n'y ait pas d'effusion de sang en Espagne.

Cela semble être confirmé par un cablogramme d'un correspondant du COMBAT aux Etats Unis, selon qui la nouvelle politique inaugurée par le tandem Truman-Byrnes sera suivie, d'ici peu, de très importants changements au Département d'Etat. MM. Nelson Rockefeller et Dunn, connus pour leurs sympathies envers l'Argentine et Franco, seront remplacés. Leur départ entraînera des conséquences politiques considérables, sinon décisives, pour l'Espagne franquiste.

Radio New-York, dans son émission du 23 Juin a fait un compte-rendu de tous les journaux américains qui réclament le départ de Franco.

C'est ainsi que le « New-York Telegram » écrit : « Les grandes puissances doivent agir en parfait accord. Elles doivent aider diplomatiquement et économiquement un gouvernement provisoire représentant tous les partis qui ne soient pas une émanation de l'Axe, en attendant les élections libres ».

La Voix de l'Amérique, dans son émission du 24 Juin, constatait que le refus d'accepter l'Espagne au sein des Nations Unies avait été unanimement approuvé en Amérique et dans le monde. Le speaker fit ensuite un compte-rendu du discours de M. Quintanilla ainsi que de la déclaration faite par le délégué américain : « La Délégation des Etats Unis approuve pleinement la déclaration faite par le Délégué du Mexique ».

Mexique, 25 Juin. — M. Prieto vient de prononcer un discours au Carne Hall. Il a affirmé que le Conseil de Régence que le général Franco avait l'intention de créer attribuerait la régence de l'Espagne à l'archevêque de Tolède. Si ce dernier acceptait, les



# DU DEHORS ET DU DEDANS

républicains seraient amenés à ne pas faire distinction — ajouta-t-il — entre la tyrannie franquiste et celle de l'archevêque. L'Eglise assumerait là une énorme responsabilité. De plus, ce serait pour elle prendre à nouveau parti, comme malheureusement elle le fit pendant la dernière guerre civile.

México, 25 Juin. — M. Prieto est actuellement à Washington. Les dernières nouvelles le signalent prêt pour le voyage de retour au Mexique où il compte s'entretenir avec les chefs de l'émigration. Il a déclaré à plusieurs reprises que son prochain voyage en France avait pour objet la création d'un gouvernement provisoire républicain. La Chambre des Députés serait convoquée en France afin de donner son appui à ce gouvernement.

México, 25 Juin. — M. Prieto, qui représente le Parti Socialiste au Comité de la Libération, a déclaré au cours d'une conférence de presse que les chefs de la résistance dépendant de ce Comité avaient été arrêtés il y a quelques mois. M. Prieto a réclamé la cessation des relations diplomatiques entre les Nations Unies et le régime phalangiste. Alors — a-t-il ajouté — nous pourrions former un gouvernement qui devra être reconnu comme le Gouvernement provisoire de la République espagnole. M. Prieto n'a pas voulu fournir de détails concernant l'absence de M. Negrin comme membre du Comité de Libération.

México, 25 Juin. — Les Partis démocrates avancés, les syndicats et les organisations culturelles d'Amérique latine continuent d'insister pour que les relations soient rompues avec le régime national-sindicaliste. Des pétitions en ce sens ont été adressées aux Chambres du Nicaragua et de l'Equateur. La même exigence est présentée aux Parlements du Venezuela et de Colombie. La Confédération des Travailleurs de l'Amérique latine s'est jointe à cette demande. 30.000 New-Yorkais ont assisté à un meeting où la rupture diplomatique avec Franco a été également réclamée.

México, 1er Juillet. — On annonce pour une date prochaine la rupture des relations diplomatiques entre la République de Costa Rica et le gouvernement du général Franco. Le Costa Rica espère former un groupe de nations décidées à rompre conjointement. Entre temps une forte campagne de presse et de radio se déroule dans le pays.

Radio Buenos-Aires, dans son émission du 1er Juillet annonçait que le gouvernement du Panama venait de rompre ses relations avec l'Espagne franquiste.

Radio Luxembourg, dans son émission du 3 Juillet, rapportait que les ambassades américaine et britannique à Madrid ont publié une déclaration dans laquelle elles dénoncent la presse espagnole organes de propagande nazie.

Cette déclaration assure que la presse contrôlée espagnole essaie de semer la discorde parmi les Nations Unies et de créer des dissaccords entre les Russes et les Anglo-Américains.

Barcelone, 3 Juillet. Les Ambassades britannique et américaine ont commencé dans le dernier numéro de leurs respectifs Bulletins d'Ambassade — ils tirent à plusieurs

milliers d'exemplaires — une campagne contre « ceux qui en 1930 approuvèrent en Espagne les bombardements de Londres et ont salué plus tard l'attaque traitresse sur Pearl Harbour ». Ce sont — dit l'article — ces mêmes gens qui aujourd'hui travaillent et attendent avec la plus grande impudence une autre conflagration qui, pensent-ils, se produira entre l'URSS et les Anglo-Américains et essaient, en sémant la discorde entre les Alliés, de saisir leur seule chance de survie.

Paris, 7 Juillet. — A plusieurs reprises la presse parisienne a annoncé qu'au cours de la prochaine rencontre des Trois, trois points essentiels figureraient à l'ordre du jour : 1° La restauration de l'économie européenne; 2° Les détails du plan d'occupation de l'Allemagne; 3° La politique générale et en particulier la question de l'Espagne franquiste.

## Franco manœuvre

Barcelone, 26 Juin. — S'adressant dernièrement aux correspondants de l'United Press, Franco a souligné que l'Espagne était monarchiste par tradition. Cependant, il s'empresse d'ajouter, que le Conseil du Royaume, dont la création était prévue, résoudreait la situation quand les circonstances l'exigeraient. Ce Conseil appliquerait le principe du droit héréditaire, mais aussi réclamerait l'exercice des prérogatives espagnoles exigeant du prince héritier des garanties concrètes et nécessaires.

Barcelone, 26 Juin. — Franco vient de parler d'un éventuel retour à la démocratie et de la possibilité de prochaines élections dans la Péninsule. Le Front National de la Résistance catalane dénonce pareille duperie. En effet, la constitution de la Phalange n'admet l'existence d'aucun parti politique. Aucune garantie ne peut être fournie à l'opposition. De plus, celle-ci se trouverait affaiblie par l'absence des milliers de républicains en exil, parmi lesquels se trouvent les cadres des partis républicains.

Barcelone, 27 Juin. — Le Ministre des Affaires Etrangères s'est évertué, dans une note fournie à la Presse, à réfuter les accusations portées contre le régime phalangiste à la Conférence de San Francisco. Il alla jusqu'à dire : « Le régime et le gouvernement espagnols furent proclamés par l'armée et le peuple le 1er Octobre 1936, alors qu'aucun étranger ne combattait en Espagne, et doivent leur origine à la volonté des Espagnols. S'il y eut plus tard des combattants étrangers dans les rangs espagnols, ils étaient en nombre insignifiant et furent retirés par le gouvernement lui-même avant la fin de la guerre ».

On nous fait remarquer de Barcelone que ce fut un Corps d'Armée italien, composé de trois divisions motorisées et autres qui, lors de la prise de Barcelone, déborda la ville par le sud-ouest.

Barcelone, 26 Juin. — L'interview accordée par Franco à un correspondant américain, au cours duquel il manifesta son intention de rendre la liberté à la presse et de procéder bientôt à des élections générales, n'a pas été publiée par la presse franquiste.

Barcelone, 27 Juin. — La presse franquiste a publié la note du Ministère des Affaires Etrangères protestant contre les allégations du Délégué mexicain à San Francisco, sans mentionner le fait que la proposition avait été adoptée par l'Assemblée.

Radio Nationale d'Espagne, dans son émission du 27 Juin, s'efforça de convaincre ses auditeurs que le régime de l'Espagne répondait aux aspirations de son peuple. Le speaker avoua : Certes, le mouvement du 18 Juillet tenait compte des affaires internationales, comptait sur des appuis extérieurs mais puisait sa force intérieure dans la volonté inexorable d'arracher le pays de la honte où le plongeait la République. Plus loin, le speaker exprima sa reconnaissance à « ces provinces, les plus simples de l'Espagne, les plus traditionnelles, les plus sensibles au souvenir de la gloire hispanique. Ce fut un spectacle grandiose que de voir ces vieilles provinces : Navarre, Burgos, Valladolid, Salamanque, lever des armées improvisées... ».

Barcelone, 1er Juillet. — La revue catholique « Iglesia » vient d'être officiellement autorisée à paraître dorénavant sans être soumise à la Censure. « Iglesia » est l'organe de l'Action catholique espagnole, intimement liée à la Phalange.

Barcelone, 5 Juillet. — Tous les journaux publient la nouvelle selon laquelle les soldats et officiers américains sont autorisés à passer leurs vacances en Espagne. « La Vanguardia » écrit : « Nous sommes sûrs que ces soldats américains emporteront de l'Espagne un souvenir inoubliable, tellement la vie y est agréable ».

## Dernières nouvelles

On lit dans le journal belge « La Cité Nouvelle » du 5 Juillet :

« L'heure a sonné. L'Espagne n'assistera même pas à la Conférence pour Tanger. Bien plus, elle va trouver devant elle, non seulement une France et une Grande-Bretagne ulcérées par les prétensions ridicules d'une dictature aux abois, ayant accumulé les erreurs, les fautes et les délits, mais deux autres grandes puissances décidées, sans aucun doute, à rejeter de la scène internationale le plus vain et le plus triste des fantoches d'une époque décidément révolue ».

Barcelone, 4 Juillet. — Le gouvernement franquiste a décidé de confisquer les biens de M. Salvador de Madariaga, homme d'Etat, écrivain, ancien ambassadeur de la République Espagnole.

Paris, 5 Juillet. — Les journaux parisiens se font l'écho d'un article du rédacteur diplomatique de l'Agence Reuter, selon lequel les russes n'auraient demandé participer au règlement du problème de Tanger que pour attaquer par la suite le régime de Franco. Le journaliste fait remarquer, à l'appui de sa thèse, qu'il ne faut pas surestimer l'importance de Tanger. Le journaliste fait ensuite un tour d'horizon de la question espagnole et conclut : « La poussée royaliste en Espagne s'est, une fois de plus, calmée et d'ailleurs ne semble pas avoir été très considérable. Cette « toile de fond » espagnole

(Suite à la page 6)

# L'EXPOSITION

## D'ARTISTES CATALANS

Le retour des prisonniers et déportés en Allemagne pose bien de douloureux problèmes. Ceux-ci deviennent plus aigus lorsqu'il s'agit de ces hommes vaincus en Espagne par les armes fascistes, qui furent enfermés dans des camps de concentration en France en 1939, et après avoir combattu dans les rangs de l'armée française ou dans ceux de la Résistance, furent envoyés dans les bagnes nazis.

**SOLIDARITE CATALANE** veut marquer sa reconnaissance envers les organismes officiels qui ont tenu à accueillir sans distinction, à leur retour, Français et Etrangers fidèles au même idéal de Liberté. Mais elle se doit de venir en aide à tous ces hommes — prisonniers de guerre, déportés politiques ou requis du travail — ses compatriotes, qui rentrent dans le dénouement de leur captivité en Allemagne et qui ont besoin d'une aide morale autant qu matérielle. Elle a fait appel à la générosité des artistes catalans, dont une brillante représentation se trouve à Paris et y a conquis une juste renommée.

Leur brillant apport aura permis à **SOLIDARITE CATALANE** de présenter cette Exposition, où l'art catalan contemporain montre son inspiration, variée mais toujours fidèle au génie national.

En prolongeant, vu le succès atteint, cette Exposition jusqu'au 31 Juillet, et en faisant une deuxième édition de son catalogue, **SOLIDARITE CATALANE** entend exprimer sa reconnaissance à tous les artistes qui ont voulu apporter leurs ouvrages à cette manifestation. Et elle tient tout spécialement à exprimer au maître incontesté de l'art moderne, ce grand artiste qui a nom **PICASSO**, toujours ouvert à toutes les générosités et qui a voulu honorer de son nom et de son oeuvre cette Exposition, toute la gratitude des Catalans qui sont fiers aujourd'hui de le voir parmi eux.

Cet apport du peintre génial, ainsi que quelques autres qui sont venus s'ajouter au catalogue, ont incité les organisateurs de cette Exposition à en ajourner la clôture jusqu'à la fin de Juillet. Nous rappelons à nos lecteurs que l'Exposition d'Art Catalan de la Galerie Altarriba a été organisée par **SOLIDARITE CATALANE** au profit des déportés et prisonniers catalans retour d'Allemagne et de ses autres oeuvres sociales, et qu'il reste encore la possibilité de se rendre acquéreur de quelques unes des peintures exposées grâce à la générosité des artistes catalans.

## L'ESPAGNE FRANQUISTE VUE DU DEHORS ET DU DEDANS

(Suite de la page 5)

sur laquelle se profilent les conversations de Tanger a relativement peu changé. Il semble que l'initiative, pour l'heure présente, appartienne aux Russes. »

Barcelone, 7 Juillet. — M. Arrese, secrétaire général de la Phalange, a fait un long exposé doctrinaire à l'Ecole de Cadres de la Jeunesse phalangiste. Il a dit notamment : « Le système espagnol cherche à rétablir l'unité spirituelle basée sur la religion catholique, unité qui fut brisée à la fin du Moyen-Age par le libéralisme. Il veut ensuite rétablir l'unité nationale en supprimant le suffrage universel et les partis politiques qui en sont les conséquences ».

Auparavant, dans un autre discours non divulgué, il avait déclaré : « La Phalange doit lancer une nouvelle attaque plus ambitieuse encore : celle ayant pour but la conquête du pouvoir, le but à atteindre restant toujours la réalisation du National-syndicalisme ».

Barcelone, 5 Juillet. — Selon des renseignements provenant de source habituellement bien informée, le Général Franco effectuerait un remaniement ministériel avant la Conférence de Potsdam. Il aurait l'intention de communiquer ces minces réformes au Président Truman avant la réunion des Trois, espérant que celui-ci se décidera alors à contrecarrer l'attitude farouchement anti-franquiste de l'U. R. S. S. Ce remaniement

porterait le retrait des ministres phalangistes Arrese (Ministre de la Phalange), Giron (Travail), Peña (Travaux Publics), Benjumea (Finances), MM. Aunos (Justice), et Carceller (Commerce). Les généraux ASENSIO et Vison quitteraient aussi le cabinet.

Toutefois rien ne sera annoncé avant le 19 Juillet et il n'est question en aucun cas de la dissolution du Parti unique, malgré les démarches entreprises pour l'Ambassadeur des Etats-Unis, M. Norman Armour, qui a réclamé, au nom du gouvernement américain, un changement rapide et radical.

M. Armour aurait jugé la Charte des Espagnols, la loi sur l'administration locale, ainsi que l'annonce de prochaines élections municipales comme insuffisantes pour satisfaire l'opinion publique américaine, laquelle continuerait à réclamer au minimum la mise à l'écart de la Phalange.

Le Conseil des Ministres a discuté longuement de la situation actuelle.

Toulouse, 7 Juillet. — L'arrivée à Paris, dans un très proche avenir, de quelques membres de la Junta de Libération, est annoncée. En effet, on compte installer le siège de cet organisme à Paris.

Barcelone, 10 Juillet. — Un nouveau hebdomadaire vient de faire son apparition à Madrid. Il s'agit de la « Voix libre de Yougoslavie », édité par M. Vichatzky, ancien chargé d'affaires yougoslave à Madrid. Dans

## LES LIVRES

JACINT VERDAGUER — EDITIONS  
« FOC NOU » — TOULOUSE.

Le centenaire de la naissance de **JACINT VERDAGUER**, poète catalan de génie, a été marqué, comme on le sait, par des manifestations artistiques : les écrivains et les artistes catalans en exil ont rendu à Verdaguer l'hommage de gratitude et d'admiration de tout un peuple. Nous faisons ailleurs le compte-rendu de la fête organisée à Paris par « Cultura Catalana », Association des Intellectuels Catalans.

A côté de ces manifestations publiques, on a voulu éditer des volumes qui fussent comme un hommage permanent à la mémoire du poète national. Un épais volume de la « Miscellanée Verdaguérienne » est en cour de publication. Il contiendra une anthologie très complète de la prose et de la poésie de Jacint Verdaguer. En attendant, des initiatives comme le numéro extraordinaire de « LA BARRETINE », le sympathique journal roussillonnais, ou comme ce petit volume édité à Toulouse par « Foc Nou », méritent d'être signalées.

64 pages contiennent une biographie brève mais complète du poète, un recueil de ses vers les plus connus et aimés, sans oublier des échantillons de chacun des aspects les plus marquants de la personnalité poétique de Verdaguer, ainsi que quelques pages de prose. C'est un vrai tour de force qui fait honneur au compilateur de ce petit livre, dont le prix très réduit complète le caractère populaire. Deux portraits du poète et un autographe ajoutent encore à la valeur du volume, où l'on devine la pitié du compilateur et sa connaissance de l'homme dont il étudie l'oeuvre et la vie.

son éditorial celui-ci attaque le maréchal Tito et prétend être « temporairement séparé de son gouvernement ».

Paris, 10 Juillet. — Dans un article à la « Pravda », M. Ouvreff écrit : « Le public des pays démocratiques ne peut comprendre pourquoi ce dernier angle du triangle fasciste est toléré. Franco offre maintenant ses services aux éléments pro-fascistes et réactionnaires de tous les pays ».

Barcelone, 8 Juillet. — Radio Nationale d'Espagne dans son émission du 4 Juillet a persévéré dans ses desseins d'avilir le représentant français à la Conférence de San Francisco, M. Paul-Boncour. Voyons ce qu'on lui reproche :

« Qui ne se rappelle pas, par exemple, l'émotion des chancelleries le jour où, occupant officiellement la tribune de la Chambre des députés, il insulta Mussolini, chef effectif d'un Etat voisin et ami de la France, de l'épithète outrageante de « César de carnaval ».

Se référant à la population française, le speaker de Radio Nationale d'Espagne a ajouté :

« De quel prix ne les a-t-elle pourtant pas payées, ces acrobaties dans un passé récent ; par l'attitude criminelle de certains de ses délégués à Genève, le Japon et l'Italie ont déserté la Société des Nations, sans que l'Axe ne se serait pas constitué et la guerre n'aurait pas eu lieu. »

## REVUE DE LA PRESSE

Une grande partie des journaux catalans s'occupe ces jours-ci de la formation du gouvernement catalan. Ainsi CATALONIA, publication indépendante de Paris réclame du futur gouvernement : une politique sincère et patriotique qui réalise le désir général du pays : éloigner Franco et sa Phalange et rendre ainsi possible le retour de la Démocratie. Et cela sans une nouvelle guerre civile. Une politique — conclut-il — qui accélère notre retour vers nos libertés nationales, par la démocratie et dans la paix.

OPINIONS, organe du Front National de la Résistance Catalane, s'intéresse aussi au futur gouvernement catalan. L'éditorialiste ne cache pas les difficultés que la formation de ce gouvernement entraîne avec soi :

Il faut trouver une équipe d'hommes qui sachent s'imposer par leur prestige, leur intégrité et leur patriotisme. C'est par ce seul moyen que le peuple catalan se donnera complètement à la tâche de la libération. Ce gouvernement doit également être représentatif des différents partis. Les catalans qui se trouvent en exil, sont les seuls à jouir de la liberté : c'est à eux de faire entendre la voix de notre peuple.

LA HUMANITAT (L'Humanité), organe du Parti de la Gauche républicaine, consacre entièrement son dernier numéro au Congrès que ce Parti a tenu récemment à Toulouse. Les textes des discours prononcés par MM. Tarradellas, Secrétaire Général du Parti, Pi Sunyer et Rovira Virgili y sont donnés.

L'éditorialiste, sous le titre « Vitalité de la Gauche Républicaine », commente l'enthousiasme et la cordialité qui a animé le Congrès. Plus loin il s'insurge contre les allégations de ceux qui doutaient des idéaux de son parti :

« Tous ceux qui affirmaient que la Gauche Républicaine fixerait une position vague ou flottante se sont trompés. Les discours magnifiques de nos chefs et leurs déclarations politiques l'ont définie d'une façon catégorique, sans laisser de place aux doutes ni aux équivoques. La Gauche Républicaine reste fidèle à elle-même, fidèle à l'évolution qui s'impose, fidèle à la Catalogne. En Catalogne nous sommes des catalans nationaux. Dans l'Etat espagnol nous sommes des républicains fédéraux. Dans le monde nous sommes des hommes de la liberté. »

CANIGO (Canigou), Bulletin d'information de la Société Française des Amis de la Catalogne, traite dans son dernier numéro des multiples souffrances que le peuple catalan a dû endurer sous l'occupation franquiste. Il compare les conditions différentes dans lesquelles chaque nationalité ibérique retrouva son pays : même après la guerre civile, la culture castillane n'a jamais cessé d'exister. On peut soutenir qu'elle a changé de sceptre, mais elle n'a pas changé d'idiome. Et en Catalogne ? En Catalogne non ! Proscrit, le catalan de Verdager, Maragall, Guimerà et Iglesias jusqu'au catalan du plus humble journaliste. Lorsque les castillans, victimes d'une guerre politique, rentreront chez eux, ils n'auront qu'à donner un coup de volant à gauche. Les catalans et les basques, victimes d'une guerre de conquête, d'asservissement, de dénaturalisation, devront reconstruire pièce par pièce le véhicule de l'expression de leur pensée.

Les langues catalane et basque sont les

# ACTIVITES CATALANES

## A PARIS

Un groupe de personnalités parmi lesquelles nous relevons M. Lluís Nicolau d'Oliver, professeur à l'Université autonome de Barcelone, M. Pierre Fouché, professeur à la Sorbonne, M. J. Quero Molares, Professeur de Droit international, M. l'Abbé Tarré, de l'Ecole des Chartes, M. Jean Camp, écrivain, M. Jean Rebull, sculpteur, etc., etc. ont pris l'heureuse initiative de créer la « Maison de la Catalogne » qui, dans un bref délai, sera sans doute le foyer spirituel de toute la grande famille catalane de Paris.

Avec l'appui de la plupart des intellectuels catalans qui se trouvent en France on vient de constituer à Paris une association dont le nom « Culture catalane » indique le désir de travailler au redressement de la langue Catalane et du prestige culturel de la Catalogne à l'étranger. Tous les écrivains, artistes et hommes de science catalans sont invités à se joindre à cette association dont le premier acte fut d'élire comme Président d'Honneur M. Pompeu Fabra.

## A PERPIGNAN

A l'occasion de l'anniversaire de l'exécution de Carles RAHOLA, fusillé par Franco en raison de ses sentiments nationalistes, il a été rendu hommage, à la Maison de la Catalogne, à la mémoire de l'écrivain catalan.

L'écrivain Jean Camp, dans une conférence donnée à la Salle Arago de Perpignan sur les littératures catalane et espagnole, a stigmatisé la persécution dont la première souffre de la part du régime franquiste.

Sous le patronage de la Revue catalane « QUADERNS » se sont réunis à plusieurs reprises, à Perpignan, en discussion publique, les représentants les plus compétents des groupements catalans de la ville de Perpignan pour traiter de questions intéressant la doctrine du Catalanisme politique. MM. Casanovas, Coll Mas, Sunyer, Hurtado, Puig-Fujades, Montserrat, Layret et d'autres prirent tour à tour la parole et exposèrent le point de vue de leurs groupements respectifs.

seules langues anti-franquistes de par le monde. C'est pour cela que nous exigeons le respect de tous les antifranquistes envers elles.

ENDAVENT (En avant !), bulletin du Mouvement Socialiste de Catalogne, rend hommage à la figure de Rafael Campalans, prestigieuse figure du Socialisme catalan, qu'un tragique accident, survenu en Catalogne voici quelques années, fit prématurément disparaître. Le journaliste retrace la campagne menée par Rafael Campalans pendant la Dictature Primo de Rivera. En sa qualité de Directeur de l'Ecole Catalane du Travail, il se refusa à donner l'enseignement autrement qu'en catalan. Il fut un des fondateurs de l'Union Socialiste de Catalogne et participa dès l'avènement de la République à la consolidation de la Démocratie en tant que Ministre de l'Education Nationale dans le Gouvernement catalan. Et le journaliste conclut :

Nous pouvons résumer ces simples traits de la vie de Rafael Campalans, en disant que chez lui se rencontraient des vertus plutôt rares chez les hommes. Il était pédagogue, politicien et patriote. Et par dessus le tout, un homme, un être humain, compréhensif et juste.

Les conclusions générales s'accordent à affirmer l'intangibilité de la volonté souveraine de la Catalogne et le désir unanime d'arriver à atteindre les plus hauts attributs de souveraineté ainsi qu'à signaler que le Statut d'autonomie tel qu'il fut accordé, ne représente pas un terme aux aspirations de la Catalogne.

## A TOULOUSE

Sous la haute Présidence du Commissaire de la République, M. Jean Cassou, et du Maire de Toulouse, M. Badiou, vient d'être constitué à Toulouse le Comité Provisoire de la Société Française des Amis de la Catalogne.

M. Grau Ros, Président de l'Institut de Sciences Economiques de Catalogne a donné trois conférences sur le thème : Réformes de structure. Ces mêmes conférences ont été données ultérieurement à la Maison de la Catalogne de Perpignan.

M. Nogués Biset a parlé récemment sur le thème : Les procès de Companys, Peiro et Zugazagoitia vus par un juriste.

J. S. Pons a ouvert le cycle des actes commémoratifs de la naissance du Poète National de Catalogne, JACINT VERDAGUER. Il a fait, à la Faculté de Lettres, une dissertation très documentée sur la personnalité du poète.

## A TRAVERS LA FRANCE

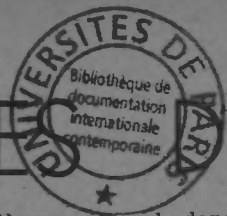
Un cycle de conférences nous est encore signalé à Bordeaux. La première a été donnée par Monsieur Juanola : La Nation et l'Etat; une autre à Montauban, par M. Alvarez de Lara, sur le thème : Perspectives du Fédéralisme. Une fête catalane eu lieu en même temps dans cette ville. D'autres conférences ont été données par M. Hilari Salvador à Tarbes et Pau.

On annonce aussi la création de « Maisons de la Catalogne » à Orléans, Angoulême, Narbonne et Beziers. Un récital de poésies et folk-lore catalan nous a été annoncé aussi à Lezignan-Corbières.

Une nouvelle revue mensuelle est apparue ces derniers jours. Elle s'appelle PER CATALUNYA (Pour la Catalogne) et est éditée par la colonie catalane de Nice. Le format est luxueux, le texte varié et illustré à profusion. Nous ne doutons pas que les lecteurs catalans sachent apprécier ses articles, ses poèmes, ses reportages d'actualités politiques, littéraires et artistiques et qu'ils lui assurent le succès qu'elle mérite.

NOTA. — Dans notre bulletin N. 1, lorsque nous faisons le recensement de la presse républicaine en France nous avions annoncé que les communistes espagnols avaient fait paraître un journal quotidien à Toulouse. Le Directeur du « Patriote » de Toulouse nous prie de faire une rectification à ce sujet : le quotidien « EL PATRIOTA » n'était en réalité que l'édition espagnole du journal « Le Patriote » de Toulouse. Nous sommes heureux de porter ce fait à la connaissance de nos lecteurs. Il est une nouvelle preuve de la solidarité qui unit le peuple français aux peuples ibériques.

# DEUX LETTRES DE BARCELONE



« Quaderns » (Cahiers), revue mensuelle catalane qui paraît à Perpignan, publie deux lettres qui lui sont parvenues de Barcelone. La première reflète le point de vue d'un catalan modéré, la deuxième celui d'un catalan de gauche. Nous publions d'une manière succincte l'opinion de ces deux observateurs dont les commentaires sur la situation intérieure de la Péninsule sont d'autant plus dignes de considération du fait qu'ils émanent d'hommes vivant chaque jour dans ce pays totalitaire qu'est resté l'Espagne.

L'observateur modéré résume ainsi la situation :

Dans l'ordre intérieur, la situation de Franco est très solide.

En effet il a l'appui inconditionnel de l'Eglise, de l'Armée, de la Banque et de la grande industrie. Ces éléments, avec leur traditionnelle myopie, ne voient pas plus loin que le jour même et s'entêtent à vivre en désaccord avec le monde.

L'opinion générale, ces éléments précités, ne la représentent pas; elle désire une évolution intérieure, mais elle doute que Franco puisse la faire. Franco sait que s'il dissout la Phalange, sa chute est certaine et proche.

Par contre, en politique extérieure, Franco acceptera toutes les concessions que les vainqueurs lui demanderont. Jamais les Alliés ne trouveront un gouvernement plus docile. C'est cette attitude que Franco compte garder pour survivre.

Le Manifeste du prétendant est arrivé tard. Je crois que deux ans plus tôt il aurait été opportun. Ceux qui toutefois devaient lui donner leur appui se sont mis au service de Franco, persuadés qu'ils défendaient mieux ainsi leurs intérêts. En pratique il n'y a pas eu de défections parmi ceux qui étaient connus comme monarchistes.

A mon avis, qui est aussi celui de beaucoup de mes amis, Franco ne peut tomber que par une pression extérieure. Lorsque les gouvernements démocratiques rompront les relations, lorsque les bateaux espagnols se verront refuser la cargaison dans les ports étrangers, lorsque l'atmosphère internationale sera devenue irrespirable, ceux-là mêmes qui aujourd'hui soutiennent Franco, aideront à sa perte.

Alors le retour de la République sera possible, comme le sera le retour de la Monarchie. L'évolution du monde et surtout la façon de gouverner de ceux qui auront le pouvoir à l'instant critique, seront de puissants facteurs qui décideront de ce problème.

La solution républicaine doit surmonter le souvenir laissé par la guerre et l'esprit parfois incohérent et divisé des républicains; la solution monarchiste a à surmonter le manque d'hommes d'autorité en Espagne et l'éloignement des

problèmes espagnols dans lequel a vécu le prétendant. Dans ce cas il faudrait que le prétendant laissât de côté la haute noblesse et le haut clergé tout en obligeant l'armée à se cantonner dans ses

## Une fête catalane à Paris

Ainsi que nous l'avions annoncé, dimanche 8 juillet, dans la Salle des Sociétés Savantes, eut lieu la Fête Catalane à la mémoire de Jacint Verdaguer, le poète national catalan, à l'occasion du Centenaire de sa naissance. La salle était décorée du drapeau catalan et d'un grand portrait du poète, oeuvre de Clavé. La séance se déroula dans une salle comble et au milieu du plus grand enthousiasme. La présidence était assurée par M. Lluís Nicolau d'Olwer, président de « Cultura Catalana », M. Eugeni Xammar, représentant personnel de M. le Président de la Généralité de Catalogne, le Professeur M. Pierre Fouché, les membres du Comité Directeur de « Cultura Catalana » et quelques autres invités, parmi lesquels les représentants de l'Amicale des Catalans de Paris, de la Société des Amis du Pays d'Oc, de l'Union des Intellectuels Espagnols, l'écrivain M. Jean Camp, M. l'abbé Jean Tarré, etc.

La lecture de travaux critiques et biographiques originaux de MM. Ramon Xuriguera, Just Cabot, Antoni Rovira i Virgili, Salvador Valls et Nicolau M. Rubio, ainsi que la récitation de poésies de Verdaguer et le récital de chansons par Mlle Lina Valls, artiste pleine de talent et de sensibilité, et l'intervention de la magnifique chorale de l'« Amicale des Catalans de Paris », sous la direction du Maître Salvado, furent tous récompensés par des applaudissements enthousiastes.

## L'U.N.E. s'est dissoute

*Dans un long manifesté, le Bureau Directeur de l'Union Nationale Espagnole fait connaître à toute l'émigration politique espagnole la résolution qu'elle a adoptée de se dissoudre et de suspendre toutes ses activités afin de faciliter la réalisation de l'unité entre tous les partis et organisations républicains espagnols.*

*Nous soulignons toute la valeur d'un tel geste qui, nous l'espérons, aura bientôt de résultats tangibles. C'est, sans conteste, un nouveau pas vers les buts que nous nous proposons tous et qui peuvent se résumer en ces mots : liberté pour les hommes et les peuples ibériques.*

*On annonce qu'au cours de cette semaine les plus importants Partis politiques et groupements prendront contact entre eux.*

fonctions purement professionnelles.

Mes sentiments catalans sont demeurés les mêmes. Je crois que pour atteindre les libertés perdues il nous faut procéder par étapes. J'estime que le Catalanisme doit intervenir davantage dans la politique espagnole et ne pas se refuser à participer au gouvernement de l'Etat espagnol.

La lettre du catalan de gauche dit :

Nous sommes arrivés à une unité de pensée entre les divers secteurs du républicanisme catalan, sur la base du retour à la Constitution de 1931 et au régime des statuts et structure fédérale subséquent de l'Etat Espagnol. Cette structure a fait déjà l'objet d'un pacte avec les républicains non-catalans. Cela n'a pas été facile car beaucoup de catalanistes ne voulaient entendre parler de rien d'autre que de l'indépendance. Aujourd'hui une grande partie d'entre eux reconnaît le besoin d'une collaboration péninsulaire. Il semble que les basques et les galiciens admettent aussi cette formule. C'est ce qui m'a été confirmé par un émissaire galicien.

Il faudrait qu'à l'extérieur une politique semblable soit suivie. Ce n'est que lorsque tous les républicains réaliseront l'unité, — apportant ainsi l'unique gage existant d'ordre et stabilité futurs —, que nous pourrions agir et prendre les décisions qui peuvent si bien servir à notre cause.

A l'intérieur, rien n'est plus difficile que d'y faire quelque chose de décisif et profitable en même temps. Certains travaillent avec une idée fixe, mais cela me semble assez platonique. La machine militaire et politique est trop puissante pour pouvoir prétendre à un soulèvement. Rien n'est plus impossible aussi que le soulèvement de l'armée contre un régime qui lui permet de dévorer le pays.

Cette armée accepterait plutôt la monarchie, à condition de pouvoir continuer cette vie de privilège. Mais Franco se refuse à toute solution dont il ne serait le pivot. On parle même d'une république présidentielle où il serait le Président, ainsi que de prétendues élections. Mais ici personne ne s'y trompe.

Un groupe de monarchistes a demandé un programme de concessions pour la Catalogne et l'on parle d'une nouvelle division territoriale de l'Espagne, plus ou moins basée sur les anciennes régions.

Les concessions autonomistes devraient être faites au même titre pour tous. Personne ne croit que Franco puisse et veuille le faire.

SOLIDARITE CATALANE

Adresse provisoire :

11, Avenue Marceau, 11  
PARIS - XVI

S.P.I., 4-5, rue Saulnier, Paris (9<sup>e</sup>)





# BULLETIN D'INFORMATION DE "SOLIDARITÉ CATALANE"

PARIS, le 15 Août 1945

No



## L'esprit de la Phalange veut survivre

Après l'accord de la Conférence de San Francisco, par lequel l'Espagne franquiste se voyait exclue de l'organisation internationale qui doit présider aux relations entre les peuples libres du monde, la déclaration qui a fait suite à la Conférence des Trois Grands, tenue à Potsdam, confirme en des termes catégoriques cette exclusion. Bien entendu, ce n'est pas l'Espagne, ce ne sont pas les peuples qui la composent et qui souffrent depuis des longues années sous l'oppression la plus cruelle et la plus stupide qu'ait connue leur histoire, ceux qui sont exclus. L'opposition à toute admission qui pourrait représenter dans ce cas une prime à l'agresseur de sa propre patrie, à celui qui a bafoué les Démocraties avant de prétendre les singer, s'adresse, nommément, au Gouvernement de Franco.

Cette résolution publique et solennelle, suivant après si peu de temps le résultat des élections anglaises, ou s'est effondré l'espoir que pouvait encore abriter le franquisme d'une sorte de protection de la part du parti conservateur, a été pour Franco le glas funébre. Il l'a entendu, et avec lui, en dépit de la censure et des rodomontades de la presse soumise madrilène, tous les habitants de l'Espagne. La joie et l'espoir ont allumé, dans les foyers et dans les prisons, bien de sourires. La cause de Franco et du Phalangisme, version hispanique du Nazisme allemand et du Fascisme mussolinien, est entendue. Le monde a jugé. Et ce n'est pas un symptôme à négliger que cet accord du gouvernement de l'Uruguay — la première république américaine qui reconut le gouvernement des insurgés, pendant la guerre d'Espagne, — de rompre toute relation diplomatique avec Franco. C'est une mesure qui sera suivie, d'après les derniers renseignements, par des décisions semblables de toutes les nations de l'Amérique qui maintenaient encore des contacts réguliers avec l'Espagne franquiste.

Nous n'insisterons davantage sur le récent vote de l'Assemblée Consultative française, réclamant à l'unanimité la rupture de la France avec Franco et la reconnaissance du Gouvernement républicain qui est sur le point de se former. La Catalogne, comme l'Euzkadi, qui avaient leur régime propre et ont défendu avec héroïsme, pendant la guerre et sous la repression, leurs droits de peuples libres, contribueront avec enthousiasme à créer l'organisme qui pourra remplacer, le jour venu, ce gouvernement condamné par toute l'opinion internationale qu'est celui de Franco. Nous avons dit à plusieurs reprises que la seule chose que nous demandions à toutes les nations était de considérer le Phalangisme comme une survivance du Nazisme et de le traiter comme telle, c'est à dire, d'interrompre toute relation diplomatique, commerciale et culturelle

avec le gouvernement usurpateur de l'Espagne. Imposé par la force des armes allemandes et italiennes, le mépris du monde démocratique et les mesures qui doivent naturellement en découler seront suffisants pour l'abattre. Et la volonté de tous les Espagnols fera le reste.

Inutilement, pour trouver une issue élégante et qui ressemble à un compromis, le Dictateur cherche dans les solutions monarchistes, des régences et des gouvernements militaires de transition le moyen de leurrer le monde sur sa volonté de ne pas quitter le pouvoir. Il voudrait donner l'impression qu'il est capable d'opérer un changement dans le régime et même de présider à des élections plus ou moins « surveillées ». Mais tout le monde sait que le jour où Franco et le Phalangisme affronteraient la volonté populaire ils seraient balayés unanimement par le courroux de tous ceux qui ont été persécutés et affamés par le seul délit d'être restés fidèles à la Démocratie et à la Liberté. Une solution monarchiste quelconque, patronnée par Franco, ne serait pas une solution au problème espagnol et provoquerait, par contre, les émeutes sanglantes et — qui sait ? — la nouvelle guerre civile que tous les hommes qui aiment l'Espagne ont à cœur de lui épargner. La seule solution viable est de débarrasser le dernier pays de l'Europe encore dominé par un régime antidémocratique, de ce cadavre qui s'obstine à vouloir revivre et de lui permettre, avec la restauration de la République, de chercher par des voies pacifiques, telles que celles amorcées entre 1931 et 1936 avec les mesures d'autonomie des peuples hispaniques et de Réforme agraire, la vraie physionomie de l'Espagne, tragiquement déchirée depuis des siècles entre sa volonté de devenir un état intégré à l'Europe occidentale et l'ineptie, le despotisme des gouvernements qui s'y sont opposés et qui ont trouvé en Franco leur apothéose sans gloire de nullité et de crime.

### AVANT 6 MOIS

### L'ESPAGNE SERA LIBRE

#### déclare le professeur LASKY

Le professeur Lasky, président du Comité exécutif du Parti travailliste anglais, actuellement à Paris où il assiste au Congrès du Parti Socialiste français, a déclaré au cours d'une interview accordée à « Ce Soir » :

« Nous sommes bien décidés à mettre en pratique notre programme électoral. »

« Demain se posera le problème espagnol. C'est là que commença la guerre; c'est là qu'elle prendra fin. »

« J'espère qu'un accord ne tardera pas à intervenir entre les « Trois Grands » en vue de mettre en pratique la condamnation de Potsdam et je suis certain que la rupture de relations entre les Nations Unies et le gouvernement Franco ne saurait tarder. »

Le journaliste lui ayant demandé :

« Cette décision serait-elle accompagnée de mesures économiques ? il a répondu :

« L'action économique est un des chemins par lesquels il convient d'attaquer Franco. »

« Je crois que la question fera l'objet d'un accord avec les Etats-Unis et l'Union Soviétique. L'attitude de Londres et de Moscou face au problème espagnol est d'une clarté évidente. Je suis persuadé que l'attitude de nos deux pays inclinera les Etats-Unis à considérer la question d'une manière plus conforme à nos points de vue. »

(Suite à la page 2)

« QUADERNS » revue mensuelle d'études politiques et économiques qui paraît à Perpignan traite dans son dernier numéro de la situation actuelle du régime franquiste. Le Journaliste se rapportant aux agissements de Franco relève les faiblesses qu'ils mettent à jour :

Que les mesures prises par Franco soient dirigées contre la Phalange où qu'elles ne le soient pas, qu'elles soient l'effet d'une intrigue de politique intérieure ou l'obéissance à des pressions étrangères, le résultat reste le même : il y a là une chute de prestige, un affaiblissement considérable sur le plan intérieur.

En plus il faut remarquer que ce genre d'opérations ne peuvent rien présager d'autre que l'effondrement. Les dictatures et les tirans ne peuvent pas transiger. Toute concession est un signe précurseur de la mort. Il est hors de doute aussi, - continue QUADERNS - que toute concession faite par Franco est insuffisante et ne peut pas plaire à l'opinion démocratique mondiale, et qu'elle plaît encore moins aux propres partisans phalangistes. Et QUADERNS termine : « Si nous devions répondre si Franco peut survivre à la Phalange, un non terminant serait notre réponse ».

OPINIONS organe du Front National de la Résistance catalane paraissant aussi à Perpignan s'occupe dans son éditorial du résultat des élections anglaises. Après avoir reconnu le mérite de l'œuvre de M. Churchill, le journaliste ajoute :

Il est évident que les responsabilités du gouvernement nous avaient changé Churchill. Son attention envers nous était aussi très différente de celle dont il nous avait honoré auparavant. C'est avec regret que nous avons constaté de jour en jour qu'il ne fallait plus guère compter avec lui pour nous aider à instaurer la démocratie et la liberté sur notre sol.

Il faut espérer que le triomphe travailliste triomphe du peuple anglais, rendra possible une proche libération de notre patrie catalane pour que notre peuple, après ces années d'oppression et d'esclavage, puisse décider de ses destinées.

ENDAVENT (En Avant ! ) organe du Mouvement Socialiste de Catalogne met aussi ses espoirs dans la victoire travailliste.

Aujourd'hui alors que nous souffrons encore d'une dictature, après avoir mis tous nos espoirs dans le dénouement de tous les événements qui viennent de secouer le monde il nous semble avoir acquis une victoire plus tangible. Il nous semble que la victoire socialiste anglaise est une victoire démocratique de l'Europe. Et à plus forte raison une victoire de l'Occident qui ne peut pas tolérer la survivance de Franco considéré justement comme le revers de la médaille démocratique. Ainsi, avec confiance et espoir nous célébrons la victoire socialiste britannique.

CANIGO (Canigou) Bulletin d'information de la Société française des amis de la Catalogne rend hommage dans son dernier numéro à la figure du Maître Pompeu Fabra, le rénovateur de la langue catalane.

Pompeu Fabra a reçu l'hommage des intellectuels languedociens, auxquels s'étaient joints avec autant de sympathie les intellectuels français. La Catalogne remercie de tout son cœur les toulousains pour ces honneurs accordés à notre Maître vénéré. C'est lui qui a su donner à notre langue la vitalité, la richesse, la grâce et la vigueur qui assurent le recouvrement futur de notre liberté na-

## Le ministre des prisonniers et déportés visite l'Exposition d'art catalan

A l'occasion de la clouture de l'Exposition d'Art Catalan Moderne qui a eu lieu à la Galerie Altarriba, 43, rue du Bac, M. Henry Frenay a tenu à visiter cette manifestation artistique, organisée par la Solidarité Catalane et dont le profit est destiné à aider les prisonniers et déportés catalans à leur retour de captivité en Allemagne.

Le Ministre fut reçu par le Comité Organisateur et par les artistes expositeurs. Après avoir visité l'Exposition, il fut salué par une délégation de déportés catalans survivants de Buchenwald et de Mauthausen, au nom desquels le Dr. Ferramon remercia M. Frenay de l'accueil dont ils avaient été l'objet à leur retour en France, accueil qui contribuera à leur faire oublier les souffrances endurées pendant les longues années de persécutions et captivité.

A son tour, M. Usigli, secrétaire de la Légation du Mexique, au nom de son gouvernement, tint lui aussi à remercier le Ministre des Prisonniers et Déportés de tout ce qu'il a fait pour venir en aide aux républicains espagnols et catalans déportés en Allemagne. Ceux-ci ont trouvé à leur retour les mêmes avantages que leurs camarades français de captivité et de résistance. M. González-Arriaga, du Comité Espagnol d'Aide aux déportés, prononça lui aussi quelques mots de remerciement.

M. Frenay assura ses interlocuteurs de l'intérêt que tout le gouvernement porte aux républicains exilés qui ont souffert et lutté pour la France. Ceux qui ont été faits prisonniers de guerre par les allemands et traités par eux en prisonniers politiques, ceux qui ont été déportés pour des actes de résistance, tous ont les mêmes titres à l'aide et à la reconnaissance officielles de leurs camarades français.

tionale, malgré l'éclipse épisodique de la tyrannie franquiste.

Plusieurs exemplaires de l'hebdomadaire ENLLA (Au delà) qui paraît à Mexico nous sont parvenus. Un sous-titre « Catalogne pour l'indépendance des peuples et le socialisme » nous renseigne exactement sur le but poursuivi par ses créateurs. Dans son éditorial, ENLLA No 5, fait un tour d'horizon sur les documents officiels de l'émigration catalane et se référant finalement au document des Catalans de New-York qui fut remis à la Conférence de San Francisco, considère que ce document est celui qui maintient la position la plus nette en ce qui concerne la possibilité d'une confédération péninsulaire :

« La position de la Catalogne dans l'organisation politique péninsulaire doit être décidée par elle-même au moyen d'un plébiscite des citoyens catalans une fois la Catalogne reconnue en tant que Nation. Nous voulons que nos droits comme Nation soient reconnus, afin que la Catalogne puisse à travers sa détermination, être libre et prête à s'unir par une Confédération ibérique aux autres peuples péninsulaires.

Une publication clandestine du Front National de la Résistance catalane nous est

M. Frenay annonça ensuite la décision du Gouvernement de destiner des sanatoria et maisons de repos aux déportés tuberculeux ou ceux qui reviendraient dans un état de santé qui les rendraient inaptes au travail immédiat. Ces maisons seront également ouvertes pour ceux de nos déportés se trouvant dans le même cas.

Dans sa réponse à M. Frenay, M. Edouard Ragasol, au nom de Solidarité Catalane remercia encore une fois le Ministre de tout ce qu'il avait fait et de tout ce qu'il comptait faire encore pour venir en aide à nos déportés et prisonniers. Il l'assura de la volonté de tous les réfugiés catalans de répondre à l'hospitalité de la France par leur affection et leur travail, en attendant leur prochain retour dans leur patrie.

## Le Professeur Lasky

(Suite de la page 1)

Plus loin à la question :

— Pensez-vous que le Cabinet de Londres attende la constitution d'un gouvernement républicain espagnol pour adopter des mesures politiques et économiques contre Franco ? , il répond :

— Si les démocrates espagnols arrivent à faire l'accord entre leurs diverses tendances et parviennent à constituer un Cabinet d'une base politique suffisamment large, la question désormais sera simple pour le gouvernement anglais, et aussi — je veux le croire — pour le gouvernement de Washington.

— Que nos amis français et espagnols sachent bien... dit-il en manière d'adieu — que dans six mois au plus, dans le conseil des pays libres figurera une Espagne libre. Par sa lutte de trois années contra l'ennemi qui nous attaqua par la suite, le peuple espagnol a mérité notre gratitude. Le peuple anglais qui a promis, par la voix des travaillistes, de payer sa dette, accomplira sa promesse.

parvenue. Elle s'appelle PER CATALUNYA (Pour la Catalogne) et paraît assez régulièrement à Barcelone.

L'éditorialiste résistant traite le problème religieux et compare les catholiques d'un côté et l'autre des Pyrénées :

Aux élites françaises du catholicisme démocratique, qui s'appellent Jacques Maritain, Georges Bidault, François Mauriac et Georges Bidault, qu'opposent les catholiques espagnols ? Rien d'autre qu'un spectacle lamentable, exceptés des insignifiantes exceptions. En outre, le clergé espagnol au lieu d'être auprès des pauvres, préfère couvoyer les riches, les vainqueurs. Au lieu de prêcher contre les abus et les injustices, ils les favorisent. Au lieu d'oublier et de pardonner on vous rend responsables de toutes les erreurs passées. Au lieu de respecter le précepte de l'Eglise selon lequel on doit prêcher et enseigner dans la langue du pays, ils s'abaissent pour ne pas offenser le nouveau maître auquel ils ont juré obéissance.

De ceux qui se prétendent les défenseurs de la Vérité et de la Bonté nous exigeons ce qu'il réclament de nous, le peuple : une conduite héroïque. Les paroles ne suffisent plus. Nous avons besoin maintenant d'exemples.

# LA QUESTION CATALANE

Dans notre précédent numéro, nous avons évoqué le problème catalan, dont six millions d'habitants donnent un permanent acte de foi. Ceci va à l'encontre de l'opinion courante à l'étranger — et que les régimes centralisateurs espagnols ont un évident intérêt à faire survivre — selon laquelle la question catalane ne concerne qu'une seule province et que, par là, elle ne dépasse pas un cadre purement provincial. Erreur bien grande, comme nous allons voir.

Les territoires englobant les six millions d'habitants qui sont à la base de la nationalité catalane sont aujourd'hui séparés par la division territoriale espagnole qui les classe dans les limites de quatre provinces espagnoles. D'un côté, nous avons le Pays Valencien, où la langue du peuple est une variante du catalan, connue sous le nom de valencien. Les îles Baléares parlent aussi le catalan dans une autre de ses variétés. Plus loin, la Catalogne de l'ancienne principauté, foyer de la culture catalane d'où sont partis ses fils qui, ont reconquis aux Maures Valence et Palme de Majorque. Finalement, une petite portion de territoire le long de la frontière, avec l'Aragon où, en dépit du voisinage et de l'effort espagnol, la langue catalane est demeurée maîtresse au long des siècles de dénaturalisation qui ont précédé notre renaissance.

Cette variété des anciens Etats de la moyenâgeuse Fédération catalane fut toujours favorisée par la même Catalogne, noyau autour duquel se bâtit la puissance catalane. Celle-ci ne profita jamais de sa situation prépondérante pour procéder à une politique d'absorption telle qu'elle était en vogue déjà à l'époque. Ce qui frappe de l'Histoire de la Catalogne, c'est que le despotisme n'accompagna jamais la puissance des Catalans. Leur domination effectuée au nom de la Couronne d'Aragon, nom pris par la Confédération, s'étendit sur les pays et les îles méditerranéennes en y apportant toutefois pour leurs habitants les mêmes droits que ceux dont jouissaient les citoyens de la métropole. Ainsi, aucun problème ne fut soulevé par le fait que l'Aragon faisait usage dans la Confédération catalano-aragonaise de la langue espagnole qui est la sienne. Ainsi, au Parlement catalan, qui fut le premier à fonctionner dans le monde sous Jacques Ier d'Aragon et Catalogne (1228), vinrent s'ajouter les Parlements aragonais, valencien, majorquin et autres. La Catalogne respectait les droits de ses sujets et des peuples qui s'unissaient à elle. Cela permit aux pays catalans de se donner plus tard un roi non catalan, le vote ayant été influencé par les pays les plus éloignés et qui ne sentaient pas si profondément le danger et la décadence qu'ils devaient encourir par la suite.

Les efforts entrepris par les régimes centralisateurs que l'Espagne s'est donnée pendant des siècles se sont avérés nuls en certaines provinces catalanes. Ainsi, en plus de la Catalogne, les îles Baléares, à plus forte raison à cause de leur situation géographique, sont demeurées entièrement réfractaires à l'influence extérieure. Cependant, au Pays Valencien, les efforts centralisateurs ont trouvé dans le passé un terrain plus favorable, quoique depuis des années les mouvements nationalistes valenciens sont nés de tous les côtés en s'emparant des milieux républicains de gauche. Ces mouvements réussirent facilement pendant la République à faire étendre l'usage du valencien.



Il est hors de question qu'il ne faut pas considérer actuellement comme existant au même degré un patriotisme envers une grande Patrie commune qui animerait les Catalans d'un côté et les Valenciens de l'autre. Cela ne veut pas dire qu'à travers leur sentiment particulier valencien, ces derniers manquent de conscience nationale. Il faudrait attribuer plutôt ce retard à un réveil tardif de la littérature et des autres activités qui ont accompagné la renaissance de la Catalogne.

La Catalogne, qui était le peuple le plus évolué de la péninsule, avec une pensée nationale et républicaine, vit sa coopération recherchée par les républicains espagnols — trop faibles à eux seuls — pour faire tomber la Monarchie. En 1930, le colonel Macià, qui devait être plus tard le premier Président de la Généralité de Catalogne restaurée, et

qui, à l'époque, était le chef des indépendantistes catalans, envoya son représentant, M. Aiguader, à Saint-Sébastien, où se tenait une réunion des chefs républicains. M. Carrasco Formiguera — catholique bien connu — fusillé par Franco à cause de ses idées catalanistes — y assistait, lui aussi. Un pacte s'en suivit, dans lequel il était reconnu à la Catalogne le droit d'élire elle-même le statut d'autonomie sous lequel elle entendait vivre.

La ville de Barcelone, au surlendemain des élections du 12 avril, vit proclamer par le Président Macià et au milieu d'un fol enthousiasme, la République catalane. Trois jours plus tard — la République espagnole avait été entre temps proclamée à Madrid — le gouvernement de la République catalane était d'accord pour s'en remettre au pacte de Saint-Sébastien.

On élaborait le statut à Nuria — dont il prit le nom — tout près de la frontière française. Il fut approuvé ensuite par un plébiscite du peuple catalan compris dans les quatre départements de la division territoriale espagnole. (La division territoriale catalane comprend neuf régions et c'est ainsi qu'elle fut appliquée lorsque le statut fut approuvé.)

Mais le statut de Nuria ne fut pas accordé, et les Cortès espagnoles l'amendèrent et le diminuèrent après d'innombrables et tenaces débats. Une autre entrave importante pour l'idéal catalan fut ajoutée par l'interdiction que la Constitution républicaine apportait aux différentes provinces espagnoles de se fédérer entre elles. Ceci équivalait à ne pas tenir compte de la volonté des pays catalans dans le cas où ils désiraient se redonner la main, en même temps qu'elle acceptait le principe que ces autres pays catalans pussent avoir leur statut particulier.

La Catalogne eut son statut d'autonomie de 1932 à 1939 avec une interruption d'une année et demie — il fut laissé sans vigueur par le gouvernement espagnol Lleroux-Gil Robles, d'octobre 1934 à février 1936 — et à la fin dans des circonstances — la guerre civile — qui rendirent particulièrement difficile sa normale application. Néanmoins, la langue catalane avait été élevée au rang de l'espagnole et son usage était devenu courant dans toutes les affaires officielles. La presse catalane dominait déjà les milieux politiques. La radio était, elle aussi, catalane. La littérature était en plein essor. Il existait un gouvernement, un Parlement, des forces armées propres du pays, en somme des institutions qui assuraient à la Catalogne un proche et vigoureux épanouissement.

(Suite à la page 8)

# L'ESPAGNE FRANQUISTE, VUE

## Ce qui se passe en Espagne

Barcelone 20 juillet. — On a eu connaissance aujourd'hui en Espagne du mal fondé des assertions faites par des milieux diplomatiques selon lesquelles l'Espagne franquiste aurait été invitée à participer à la prochaine conférence relative à la question de Tanger.

L'exclusion de l'Espagne en même temps que la participation soviétique à la conférence a causé plus de sensation dans ces milieux diplomatiques, que l'exclusion dont l'Espagne fut l'objet à San Francisco. En effet, on estimait à Madrid, que cette mesure était purement nominale.

Barcelone 25 Juillet. — Le correspondant à Londres du journal phalangiste « La Vanguardia española » dans son article paru aujourd'hui dit :

« La présomption est le seul péché capital de la politique. Lorsqu'un homme se considère indispensable à son pays, celui-ci est perdu et l'homme aussi. L'Histoire est remplie d'exemples de cet axiome; l'actualité en est remplie encore davantage. Il suffit de citer les noms de Hitler et Mussolini ».

On ne saurait parler plus net pour Franco.

Barcelone 25 Juillet. — A l'occasion d'une cérémonie officielle à laquelle assistait le général Franco, le Délégué des Syndicats phalangistes du département de Saint-Sébastien, a affirmé qu'avec le régime actuel, l'Espagne était entrée dans une ère de progrès social. Mais il ajoute :

« Certains répliqueront que malgré tout, les conditions de vie actuelles sont plus difficiles que jamais et que les salaires, dans bien des cas, sont insuffisants. Cela, est du aux pertes et aux évasions d'or provoquées par la guerre civile et aussi au sabotage des ennemis du régime. »

Barcelone 25 Juillet. — Le gouvernement vient d'annoncer que des négociations en vue de traités commerciaux entre l'Espagne la Belgique, la France et la Suède vont commencer le mois prochain.

Barcelone 26 Juillet. — Le résultat des élections a fait l'effet d'une catastrophe dans les milieux phalangistes. La population est aussi satisfaite qu'agréablement surprise. Le Cabinet espagnol s'est réuni ce soir pour discuter de la nouvelle situation que ce résultat doit créer.

Radio Nationale d'Espagne dans son émission du 26 Juillet fit un commentaire de la politique française vue de Madrid, ce qu'elle utilisa pour lancer des attaques contre la France du général de Gaulle en même temps qu'elle s'en prenait à la presse française dont les idées nettement anti-fascistes semblent la gêner.

Radio Nationale d'Espagne dans son émission du 27 Juillet, et une fois remise de la surprise causée par la victoire travailliste, s'évertuait à convaincre l'opinion péninsulaire que « un peuple qui a tant d'intérêts à l'extérieur sera assez prudent pour ne pas changer les directives fondamentales de sa politique mondiale. Il est permis de supposer que le chemin des Indes est le même sous les conservateurs que sous les travaillistes. »

Ce jour même MM. Laski et Bevin l'assuraient du mal fondé de ses suppositions.

Barcelone, 27 juillet. — Hier le nouvel ambassadeur de Grande Bretagne en Espagne a présenté ses lettres de créance au général Franco et au ministre des Affaires étrangères. Le Poste allié AMERICAN FORCES NETWORK dans son émission d'aujourd'hui affirme que l'ambassadeur britannique a renouvelé l'avertissement de son confrère américain : « Le franquisme doit disparaître si l'Espagne veut retenir la bienveillance des Nations-Unies ».

Barcelone 2 Août. — Les journaux phalangistes qui n'avaient jamais parlé de Laval dont la présence à Barcelone était connue de la population grâce aux émissions des postes étrangers, ont parlé de lui sitôt celui-ci arrivé en France, sans toutefois mentionner d'où il provenait.

Au sujet du départ de M. Laval, selon la décision prise par le dictateur espagnol après les élections anglaises, on commente à Barcelone le fait que les autorités franquistes demandèrent à Mme Laval de signer une déclaration selon laquelle elle quittait l'Espagne de son plein gré mais Laval lui conseilla de ne pas le faire. A la place de cette déclaration il écrivit : Nous partons absolument contre notre volonté ».

Barcelone 4 Août. — La nouvelle selon laquelle M. Norman Armour, ambassadeur des Etats-Unis à Madrid aurait quitté l'Espagne pour occuper le poste de sous-secrétaire dans son pays est très commentée et cause un certain malaise dans les milieux phalangistes.

Barcelone, 5 août. — Pour la première fois depuis que la question de Tanger est l'objet de discussion entre les Alliés, la presse franquiste s'occupe de l'ancienne ville internationale. Les franquistes exposent leur point de vue qui ne manque pas d'originalité en même temps que d'effronterie. Le journal A B C de Madrid dit :

Si les espagnols n'avaient pas procédé à l'occupation de Tanger, les Italiens et les Allemands n'auraient pas manqué de le faire. L'Espagne a donc protégé la neutralité de la zone internationale. Et l' A B C termine « Ce n'est pas à l'Espagne qu'il convient, en l'occurrence de faire des reproches. »

Evidemment. Mais, ce journal semble oublier que ces reproches s'adressent uniquement à Franco et son gouvernement, qu'il ne faut pas associer avec un peuple qui les a combattus le premier.

Barcelone 6 Août. — Des rumeurs incessantes courent sur la constitution imminente d'un directoire militaire qui demanderait au général Franco de quitter le pouvoir. Ce directoire serait en relations étroites avec le prétendant Don Juan.

Le plan de ce directoire serait une élection générale, le droit de vote étant accordé selon la richesse ou le degré d'éducation des votants. Ce qui revient à une nouvelle et inespérée forme de « démocratie organique militaire. »

On annonce que plusieurs dizaines d'officiers de haut rang ont remis leurs déplacements en raison de la victoire travailliste et de la déclaration de Potsdam. On considère ces événements comme les plus graves survenus depuis le commencement de la guerre civile.

Barcelone, 6 Août. — Les milieux diplomatiques de Madrid n'ont pas été surpris par la décision de Potsdam, si nous croyons leurs dires. Cette décision est la suite normale à la motion mexicaine votée à San Francisco. nous affirme-t-on. et l'on se refuse à croire que la déclaration de Potsdam produise un effet majeur sur la politique espagnole.

A ce sujet on fait remarquer que le Caudillo avait déjà procédé à des changements et des remaniements qui restreignaient le rôle de la Phalange. Un plus grand changement tel que semble attendre l'opinion étrangère n'est guère probable, déclare-t-on à Madrid.

Malgré la déclaration de Potsdam, les franquistes misent toujours sur l'appui des Etats-Unis, dont ils croient discerner des symptômes de bienveillance dans l'investissement de capitaux de la part des groupes américains. On cite des achats d'usines à Valence qui auraient été réalisés ces derniers jours par les américains.

Barcelone, 6 Août. — La radio et les journaux espagnols se sont abstenus de publier le passage de la déclaration de Potsdam relative à l'Espagne. Par contre, il a été annoncé à plusieurs reprises que M. Martin Artajo, Ministre des Affaires étrangères, qui se rendait en automobile à Saint-Sébastien, a reçu l'ordre de changer sa destination et de rejoindre le général Franco.

Barcelone 6 Août — La délégation française commerciale est arrivée à Saint Sébastien. D'autres conversations commerciales avec l'Italie sont prévues dans le courant de la semaine, ainsi qu'avec le Portugal.

Vers

« la démocratisation »

Selon la Radio d'Espagne du 15 Juillet, les Alliés ont pris en charge l'administration de tous les biens et propriétés qui ont appartenu directement ou indirectement à l'Etat allemand. A cet effet, conformément aux accords de Bretton Woods et aux discussions interalliées au sujet de la reddition de l'Allemagne le 14 juillet eut lieu la remise de ces biens par les autorités franquistes aux représentants des missions diplomatiques de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Paris, 17 juillet. — Il est confirmé dans les milieux espagnols de droite de Paris que M. Doussinague, chef des relations extérieures au ministère des Affaires étrangères espagnol, et M. Castillo, chef de cabinet du même ministère, mandatés par M. de Lequerica, se sont entretenus avec M. Churchill au cours du séjour de ce dernier sur la côte basque.

Barcelone, 19 juillet. — Le gouvernement espagnol vient de livrer au gouvernement britannique trente-neuf sous-marins et deux cargos allemands qui avaient été mis en cale sèche à Cadix pendant la guerre. Ils sont arrivés le 15 juillet à Gibraltar.

Barcelone, 22 juillet. — La propagande franquiste s'est évertuée à présenter hors



d'Espagne le dernier remaniement ministériel comme étant un pas en avant vers l'élimination de la Phalange. Il convient de faire remarquer à ce sujet que M. Fernandez Cuesta, qui a remplacé M. Aunos au ministère de la Justice, est un ancien secrétaire général de la Phalange. Il a également représenté le général Franco auprès du roi d'Italie en qualité d'ambassadeur aux beaux jours de l'Axe.

Autre fait à noter : le nouveau Cabinet comprend autant de membres affiliés à la Phalange que l'ancien. A MM. Giron de Velasco et Blas-Perez s'ajoutent MM. Fernandez Cuesta et Carlo Rein. Le général Davila, nouveau ministre de la Défense nationale, est grand-croix de l'Aigle allemand. M. Artajo, que l'on se complait à présenter comme un nouveau venu dans la politique, est très connu par ses opinions catholiques, ainsi que ses attaches à la Phalange. C'est lui qui, tout dernièrement, conféra à Lussanne avec Don Juan pour le pousser à agir d'accord avec le général Franco, sans toutefois réussir à le convaincre.

Barcelone, 22 juillet. — Le remaniement ministériel annoncé depuis quelques jours par le général Franco s'est effectué en date du 19 juillet. Les changements suivants dans le cabinet du dictateur Franco sont à signaler : M. Martin Artajo remplace M. de Lequerica aux Affaires étrangères. Le général Davila succède au général Asensio à la Défense nationale. MM. Regarado et Galarza prennent les portefeuilles de la Marine et de l'Air en remplacement de MM. Fernandez Moreno et Vigon. M. Aunos laisse la place au ministère de la Justice à M. Ramon Fernandez Cuesta. M. Suances remplace M. Carceller à l'Industrie et au Commerce. MM. Rein et Ladreda remplacent MM. Primo de Rivera et Pena Bouf aux Ministères de l'Agriculture et des Travaux publics respectivement. Les ministères restants des Finances, de l'Intérieur, du Travail et de l'Education nationale gardent les mêmes titulaires, qui sont MM. Benjumea, Blas Perez, Giron de Velasco et Ibanez Martin.

M. Arrese, ministre de la Phalange en même temps que secrétaire général de cette organisation, est exclu du cabinet et n'a pas été remplacé.

Barcelone, 23 juillet. — Le général Franco a réuni hier son nouveau Cabinet. Un communiqué donné à la presse à l'issue de cette réunion, précise que, dans le domaine de la politique intérieure, le nouveau gouvernement prétend poursuivre « le digne exercice de la Justice, ainsi que le maintien des garanties aux Espagnols ». Plus loin, le communiqué affirme vouloir « fortifier les finances, équilibrer l'économie du pays et accroître la justice sociale en même temps que développer l'instruction dans le peuple ».

Barcelone, 26 juillet. — Selon des nouvelles parvenues de Madrid, le bureau directeur de la Phalange s'est réuni le 23 juillet. On assure entre autres décisions, que le dictateur Franco a l'intention de renoncer à la direction du Parti phalangiste et aussi d'abandonner le titre de « Caudillo » de la même organisation, tout en conservant celui de « Caudillo » de la Nation.

Barcelone, 3 août. — M. Antonio Correa Veglißon, gouverneur civil du département de Barcelone, a été relevé de ses fonctions de gouverneur. Toutefois, rien n'a été dit

qu'il soit relevé de sa fonction de chef de la Phalange, poste qu'il assumait en même temps.

On ignore si cette mesure est étendue à tous les gouverneurs civils départementaux, qui sont en même temps d'office les chefs de la Phalange.

Des éléments phalangistes ont manifesté dans les rues de Barcelone contre cette destitution, qu'ils considèrent inacceptable. Ils ont été dispersés par les forces armées de la police.

Barcelone, 7 Août. — Selon des nouvelles parvenues de Madrid, la Phalange vient d'annuler une commande de flechettes et insignes à l'usage de cette organisation. C'est le Ministère de Finances qui a annulé cette commande s'élevant à la somme d'un million de pesetas.

## Ce qu'on appelle la démocratie organique

Les Cortès phalangistes réunies le 13 juillet en séance plénière votèrent à l'unanimité le projet de loi présenté par le gouvernement et qui définit le statut du citoyen espagnol.

Plusieurs articles sont à relever des trente-six qui complètent ce « Fuero de los Espanoles » : Article 6. — La profession et la pratique de la religion catholique jouira de la protection officielle. Personne ne sera poursuivi pour ses idées religieuses. Aucune manifestation publique ne sera autorisée en dehors des manifestations de la religion catholique.

Article 8. D'une façon générale, l'Etat pourra infliger les punitions qu'il considère nécessaires au maintien de l'ordre et à la sécurité de la nation.

Article 12. — Tous les Espagnols pourront exprimer librement leurs idées, à condition que celles-ci ne soient pas en opposition avec les principes fondamentaux de l'Etat espagnol actuel.

Article 16. — Les Espagnols pourront s'associer et se réunir librement dans des buts politiques. L'Etat pourra créer les organismes qu'il croira nécessaires pour l'inspection des diverses organisations.

L'article 14, autorisant les Espagnols à fixer librement leur résidence sur toute l'étendue du territoire national est aussi digne de remarque, car le régime phalangiste pendant son existence s'est efforcé d'éloigner de leur résidence tous les habitants connus pour leurs opinions républicaines. Actuellement encore, une centaine de mille de « déportés spéciaux » se voient contraints d'habiter à plus de deux cents kilomètres de leur foyer.

Barcelone, 16 Juillet. — Au sujet du projet de loi nommé « Fuero de los espanoles » qui vient d'être voté par les Cortes phalangistes une mise au point est nécessaire. Le texte en avait été étudié par l'Etat des Etudes Politiques contrôlé par l'Etat phalangiste ; par la Junte politique du parti phalangiste ; et un Comité Interministériel dont plusieurs phalangistes en assuraient l'osature. Le « Fuero » fut adopté à l'unanimité

par les Cortes phalangistes et cela s'explique par le fait que les membres de cette assemblée sont nommés par le gouvernement ou qu'ils en font partie automatiquement, du fait qu'ils occupent certains postes officiels. Les lois qui sont présentées aux Cortes NE SONT PAS DISCUTEES ; ELLES SONT UNIQUEMENT LUES, EXPLIQUEES PAR LEUR AUTEUR, PUIS ADOPTEES.

Barcelone, 18 juillet. — Dans son discours prononcé hier à la réunion du Conseil national de la Phalange, le général Franco a déclaré notamment :

« Pendant l'ère des principes démocratiques », l'Espagne perdit son empire, fut plongée dans la guerre civile et fut sur le point de perdre son propre territoire ».

Le général Franco oublie de dire que l'Espagne n'a jamais connu, à cette époque-là, le règne des principes démocratiques, et que, partant, on ne peut pas imputer à la démocratie la perte de l'empire espagnol. Plutôt faudrait-il citer la centaine de généraux qui l'ont précédé dans cette curée qu'a été le déclin de la puissance espagnole, ces généraux qui ont été le noyau de la réaction, qui ont empêché l'Espagne, alors, comme ils l'empêchent aujourd'hui, de suivre la voie des principes démocratiques qu'ils craignent à juste raison.

Barcelone, 20 Juillet. — Malgré les assurances d'une scission croissante avec la Phalange de la part de l'Etat espagnol actuel, une nouvelle preuve de la duplicité franquiste vient d'être fournie par la Délégation nationale de la Presse. En effet, la convocation à un concours d'entrée à l'école officielle de journalisme exige entre autres certificats, celui de militant de la Phalange.

Barcelone, 20 juillet. — « Arriba », organe phalangiste, publie une interview accordée le 18 juillet par le ministre de la Justice, Eduardo Aunos. Au sujet du système du vote, M. Aunos a déclaré : « L'Espagne pourrait revenir au système du vote, mais à condition que certaines catégories de citoyens puissent exercer une plus grande influence en vertu de leur valeur ».

Perpignan, 20 Juillet. — Un groupe de propriétaires qui se trouvaient avant-hier tout près du village Palau-la-Cerdagne à 1 kilomètre environ de la frontière espagnole ont été interpellés et contrôlés par une patrouille franquiste. L'un d'eux qui résistait fut mis en joue et dut s'exécuter.

A ce sujet nous rappelons que voici trois mois environ un républicain espagnol qui travaillait dans les près proches de la frontière fut abattu par une autre patrouille.

Barcelone, 25 juillet. — Les journaux phalangistes s'occupent ces jours-ci des élections municipales, qu'ils annoncent pour l'automne. Les organisations de la résistance catalane dénoncent à nouveau la duplicité d'une telle propagande, qui a pour but de cacher le régime de terreur et d'oppression qui accompagne tous les agissements de la Phalange. On nous signale, en effet, que, dans une grande partie des villages catalans où les opinions personnelles des habitants sont bien connues, les Comités locaux de la Phalange s'occupent eux-mêmes de la composition de la liste de candidats adverses qui sera admise à la lutte électorale.

Barcelone, 26 juillet. — Au cours de la réunion de la Junta politique de la Pha-

# L'ESPAGNE FRANQUISTE, VUE

lange, Franco a expliqué aux chefs phalangistes la signification du récent remaniement ministériel. « La situation nationale — a-t-il dit — nécessitait des changements qui n'entraîneront pas obligatoirement la disparition de la Phalange, mais seulement, « pour la forme », un retrait temporaire ».

L'ex-ministre, M. Carceller, n'y assistait pas, mais M. Arrese, secrétaire général du Parti, y était présent.

Barcelone, 28 juillet. — Le gouvernement vient d'ordonner que le contrôle de la radio et de la publication de livres, jusqu'à présent dans les mains de la Phalange, passe sous la direction du ministre de l'Éducation. Bien que cet ordre semble enlever la censure phalangiste qui s'effectuait directement, en réalité il n'en est rien car M. Ibanez Martin ministre de l'Éducation, est lui-même un phalangiste notoire. En plus, tous les journaux autorisés appartiennent à la Phalange et dans les mains du vice-secrétaire de la Phalange demeure toujours la censure de la Presse, du Cinéma, du Théâtre et de l'éducation politique dans les écoles.

Radio-National d'Espagne, dans son émission du 3 août, s'en prenait avec rage contre la France et spécialement contre les postes de radiodiffusion et leurs speakers. Après avoir mis en cause MM. Guignebert et Benazet pour leur action antifranquiste qui s'étend de 1936 à 1945, le speaker ajoutait :

« Il est grotesque et lamentable qu'une radio officielle vienne prétendre le contraire dans un langage qui ne trompe plus personne, car, malgré les campagnes de presse, tous les Français savent qu'on les a trompés et qu'on continue à le faire au sujet de l'Espagne ».

Il est vrai qu'en Espagne la censure a empêché de publier les photos de Dachau, Buchenwald, Mathausen, etc... Et, à plus forte raison, on fait un mur de silence autour des camps de concentration de Caldas de Malavella, de Cervera, de Monclares de Oca, Miranda de Ebro, de Reus, et tant d'autres éparpillés dans la péninsule ibérique.

## Les monarchistes s'agitent

Paris, 20 juillet. — D'après une interview accordée par le prétendant Don Juan au correspondant spécial de Reuter, on peut tirer les conclusions suivantes : Qu'il n'est pas prêt à recevoir le pouvoir des mains de Franco, car il estime que le trône hériterait ainsi de la lourde succession du régime fasciste.

Que le problème de la restauration n'est pas — d'après lui — un problème entièrement espagnol et qu'il doit être considéré sur un plus vaste arrière-plan de politique internationale, sans lequel il est impossible de construire un régime monarchique sur des bases solides.

Que l'offre de restauration faite par Franco n'est pas entièrement désintéressée, car il pense ainsi soutenir son régime peu stable.

Que Don Juan est parfaitement convaincu que le principe de la monarchie constitutionnelle est la seule solution du problème poli-

tique espagnol.

Don Juan a fait remarquer qu'il est désireux de monter sur le trône, mais seulement s'il a la possibilité de mener son entreprise à bonne fin, car il ne veut nullement causer de nouveaux troubles en Espagne.

Paris, 20 Juillet. — En réponse au discours du Général Franco, les milieux monarchistes espagnols en Suisse ont déclaré que le prétendant Don Juan ne saurait permettre que la question dynastique soit rouverte d'une façon quelconque. Ils rappellent aussi les déclarations publiques faites à plusieurs reprises par Don Juan où il condamnait de la façon la plus formelle la politique intérieure du général Franco, en même temps qu'il préconisait une politique libérale. « La rentrée du roi — ajoutent ces mêmes milieux — ne pourra se faire qu'avec une constitution démocratique qui effacerait jusqu'au traces du régime dictatorial de la Phalange ».

Barcelone, 21 Juillet. — Les milieux monarchistes de Madrid se montrent réservés en ce qui concerne leurs réactions vis-à-vis du discours prononcé par Franco. Les monarchistes font remarquer que si Franco a bien annoncé pour une date prochaine mais non encore déterminée, la proclamation de la Monarchie, sa conception semble assez éloignée de celle du prétendant Don Juan, puisque le Parlement serait composé de notables élus ou choisis selon des méthodes différentes de celles qui ont cours dans les pays libéraux.

Le passage du discours où il est dit : « que définir la monarchie ne veut pas dire considérer son pouvoir comme intérimaire, mais uniquement assurer la succession devant une mort possible » est considéré par les mêmes milieux monarchistes comme la première expression officielle du désir du général Franco de s'assurer la régence à vie.

Barcelone, 22 juillet. — La rumeur selon laquelle le général Franco aurait le désir de proclamer roi, le fils de l'infant Don Jaime a suscité une vive surprise dans les milieux monarchistes de Madrid. On interprète cette nouvelle orientation de Franco comme une réaction du dictateur contre l'accueil réservé par le prétendant Don Juan au dernier discours du Caudillo. On fait remarquer dans ces mêmes milieux monarchistes la véritable attitude de suicide du dictateur, attitude qui consiste à susciter de nouveaux problèmes dynastiques, ceux-ci ayant été résolus par l'infant Don Jaime lui-même.

En effet, Don Jaime a déjà solennellement renoncé pour lui et pour ses descendants, en faveur de son frère cadet Don Juan, à ses droits au trône d'Espagne. La conduite du général Franco est stigmatisée ouvertement par les monarchistes, qui se souviennent encore de la guerre civile qu'une autre question dynastique provoque au dix-neuvième siècle, et dont les traces subsistent encore : l'existence des partisans carlistes.

Barcelone, 5 août. — Les efforts entrepris par le général Franco en vue de s'accrocher au pouvoir augmentent de jour en jour. Ayant cru à un triomphe des conservateurs en Angleterre, le dictateur Franco espérait pouvoir apaiser l'opinion anglo-américaine avec le remaniement ministériel qu'il effectua voici une quinzaine. Aujourd'hui, malgré la tournure prise par les événements comme conséquence de la victoire travailliste et de la déclaration de Potsdam, le général Franco

s'efforce de trouver une voie dans ce qu'il appelle le régime traditionnel de l'Espagne : la monarchie. Après s'être vu infliger un refus de la part de Don Jaime, ainsi que de son frère, Don Juan, on estime à Barcelone qu'il pourrait avoir une chance auprès du prince Xavier de Bourbon-Parme, dont la résidence est fixée à Saint-Jean-de-Luz, et dont la candidature est fortement appuyée — dit-on — par les milieux carlistes.

## Ce qu'on en pense dans le monde

Radio-Espagne Indépendante, poste clandestin au service de la démocratie espagnole, dans son émission du 9 juillet, rappelait aux démocrates l'état des services rendus par les républicains pendant cette guerre mondiale. Tandis que la jeunesse franquiste était orientée vers les rangs de la Division bleue, la jeunesse républicaine offrait sa vie sur les théâtres de guerre les plus divers et qui ont nom : Narwick, Bir-Hakeim, Italie, Normandie, Allemagne. Le speaker a rappelé aussi les nombreux républicains espagnols qui se sont battus dans la division Leclerc. D'autres ont été décorés dans l'armée du maréchal Tito. D'autres l'ont été à Leningrad, à Moscou et dans le Caucase, ainsi qu'à Stalingrad.

Londres, 15 juillet. — M. Salvador de Madariaga, dans une lettre écrite au « Times », déclarait dernièrement :

« Que signifie cette hâte au sujet de Tanger? Ne peut-on remettre l'affaire jusqu'à ce que l'Espagne soit libre? Aucun règlement permanent ne devrait être élaboré jusqu'à ce que l'Espagne ait retrouvé une presse libre. Sinon, le peuple espagnol pensera que ce règlement a été arraché à un gouvernement trop faible pour défendre les intérêts de son pays ».

Radio Espectador de Montevideo (Uruguay) dans son émission du 18 Juillet dénonce l'arbitraire et le régime de terreur auquel les habitants de la Péninsule ibérique sont soumis. Il réclame des Nations Unies, des sanctions économiques les seules pouvant avoir un effet décisif.

Paris, 19 juillet. — L'hebdomadaire tunisien « Victoire » publie un article signé de M. Roger Perrin, intitulé « Franco, ennemi public numéro 1 ». M. Perrin écrit entre autres : « La politique française n'est guère plus brillante à cet égard. Au lieu de tenir compte de la volonté populaire exigeant, par la voix de l'Assemblée consultative, la rupture immédiate avec l'ami de Hitler et de Mussolini, on engage des conversations commerciales avec lui. Pourtant, personne n'ignore que l'Espagne de Franco continue d'être le tombeau du peuple héroïque qui fut le premier à prendre les armes contre l'impérialisme nazi ».

Paris, 20 Juillet. — Dans son éditorial, le « Times » commente le discours du général Franco. Il constate d'abord que le dictateur espagnol a évité de préciser la date de la restauration de la monarchie, telle qu'il l'annonçait. Il constate ensuite que cette déclaration n'a rien de commun avec les intentions du prétendant Don Juan, lequel se re-



# DU DEHORS ET DU DEDANS

fuse à étendre complaisamment le manteau de la monarchie sur un parti qu'il considère manifestement comme étranger à la tradition espagnole et déjà condamné par les événements qui se sont déroulés depuis 1939. Et le journal anglais de conclure : « Seul l'établissement pacifique d'une constitution libérale peut sauver l'Espagne de l'isolement ou elle languit et lui rendre la place qui lui est due au sein de la communauté des nations ».

Barcelone, 20 juillet. — Le Comité National italien de la Libération à Rome a rendu visite au Secrétaire d'Etat au Conseil des Ministres pour l'informer du mécontentement des masses populaires de la capitale, du fait que l'ambassade franquiste avait l'intention de fêter l'anniversaire du soulèvement de Franco. La délégation a demandé qu'il n'y ait pas de représentants officiels du gouvernement démocratique italien à cette cérémonie.

Paris, 20 juillet. — Le journal canadien « Star », paraissant à Toronto, a publié un article dénonçant les derniers agissements du général Franco et de son régime :

« Au cours de ces derniers mois — écrit le « Star » — le gouvernement de Franco a donné le droit de citoyenneté à 30.000 émigrés nazis. Actuellement, un grand nombre d'entreprises espagnoles se trouvent sous le contrôle des Allemands. L'année dernière, plus de 2.000 entreprises espagnoles étaient sous le contrôle du capital allemand. Près de 2.000 autres avaient des directeurs allemands ».

Mexico, 20 juillet. — Le Comité américain de lutte pour la liberté de l'Espagne a ouvert aux Etats-Unis une campagne qui a pour but de rassembler des signatures pour une pétition appuyant la proposition de M. Coty, membre de la Chambre des Représentants, tendant à rompre immédiatement les relations avec Franco et à aider les républicains espagnols.

Treize organisations, annonce-t-on d'un autre côté, se sont adressées au Président Truman, lui demandant de proposer aux Nations Unies de rompre toutes relations avec Franco.

Paris, 22 juillet. — Les hebdomadaires londoniens de gauche « New Stateman » et « Nation-Atheneum » critiquent, dans leurs derniers numéros, le ministère de la Guerre britannique pour les mauvais traitements dont des soldats espagnols antifascistes ont été l'objet dans un camp de concentration et demandent que cette injustice soit réparée. Parmi ces démocrates, qui sont la risée des autres détenus, se trouveraient un député aux Cortès et le lieutenant-colonel José-Juan Saura, de l'état-major républicain espagnol.

D'autres nouvelles font monter le nombre de détenus républicains espagnols à deux cents, dont plusieurs ont fait le coup de feu contre les Allemands, aux côtés de la Résistance française. Ils sont détenus au camp de Kirkham, dans le Lancashire, et attendent toujours que le ministre anglais de la guerre ait statué sur leur sort.

Aussi apprend-on le suicide d'un de ces internés, n'ayant connu d'autre vie en exil et sous tous les régimes que celle à l'intérieur des barbelés.

Mexico, 22 juillet. — Après le discours du général Franco, tous les journaux américains

s'accordent à trouver insuffisantes les réformes apportées à son gouvernement par le général Franco. Le « New-York Post » écrit :

« En fait, deux principes doivent être à la base. Une amnistie qui ouvrirait la voie à une politique générale de réconciliation générale, et l'élection d'un nouveau Parlement dans le plus bref délai. Le moment est venu de mettre, par la paix, le point final à l'agonie endurée par l'Espagne pendant neuf ans ».

Le « Washington Star », de son côté, opine :

« La plupart des observateurs étrangers interprètent le discours de Franco comme un geste pour se maintenir au pouvoir plutôt qu'un effort honnête pour rétablir la monarchie. Son principal atout réside dans la possession de la machine gouvernementale, soutenue par une armée bien organisée ».

Paris, 24 juillet. — Le rédacteur diplomatique du « Sunday Dispatch » de Londres commentait en ces termes la situation du cabinet espagnol, dans son dernier numéro du 22 juillet :

« La Division bleue a combattu avec la Wehrmacht contre les Russes. Au cours de la guerre, les Russes ont capturé trois mille soldats de cette division. Il y a quelques jours, il a été demandé à Franco, par la voie diplomatique, s'il désirait que ces prisonniers soient traités comme « volontaires », ce qui équivalait à « franc-tireurs », ou soient considérés comme des membres de l'armée régulière espagnole.

« Cette question place le général Franco en présence d'un dilemme : S'il déclare que ces prisonniers sont des franc-tireurs, ils seront probablement fusillés, suivant les lois reconnues de la guerre. Et s'il demande qu'ils soient traités comme appartenant à l'armée régulière espagnole, le Caudillo signera lui-même l'aveu de son hostilité aux Nations Unies ».

Le rédacteur diplomatique conclut en opinant que Franco n'hésitera certainement pas à abandonner les prisonniers de la « Division Bleue » à leur sort, en refusant de les reconnaître comme soldats de l'armée espagnole.

Radio-Espagne indépendante, dans son émission du 24 juillet diffusa un message qui avait été envoyé aux « Trois Grands » par des éminentes personnalités de l'émigration républicaine. Nous relevons les noms suivants : M. Martínez Barrios, Président des Cortès de la République; MM. José Giral, Antonio Velao, Vicente Uribe, Gonzalez Peña et Segundo Blanco, ministres de la République. MM. Joan Comorera, Ruiz Funes et Angel Galarza, parmi d'autres, signaient également ce message, qui disait notamment :

« Au nom du peuple espagnol et des 500.000 hommes qui tombèrent les premiers dans la lutte pour empêcher le triomphe du fascisme dans le monde entier, nous vous demandons, en tant que représentants qualifiés des démocraties, de tenir compte que la paix générale ne sera pas possible tant que le régime de Franco existera. Nous espérons que vos décisions aideront à rétablir la République espagnole ».

Barcelone, 25 juillet. — La B. B. C., dans son émission du 23 juillet, fit un commentaire sur l'évolution politique espagnole. Le speaker finit ainsi :

« Cependant, le Parti de la Phalange

garde toute sa puissance. Il est vrai que l'un des ministres démissionnaires est le secrétaire général de la Phalange, M. Arrese. Mais, d'un autre côté, le nouveau ministre de la Justice, M. Fernandez Cuesta, est le trop fameux phalangiste, ancien ambassadeur à Rome, où il avait d'étroites relations avec le fascisme italien. Le résultat tangible est que, malgré toute cette cuisine politique, l'Espagne continue à être gouvernée par un régime dictatorial sous la conduite du général Franco, aidé de la Phalange, qui continue à conserver une position privilégiée ».

Londres, 26 juillet. — Au cours d'une réunion du parti travailliste organisée à l'occasion de sa victoire, le professeur Harold Laski, président du Comité exécutif, a déclaré : « Nous serons enfin en mesure de rendre justice complète à nos camarades espagnols ».

Paris, 27 juillet. — Le chef du parti travailliste, M. Harold Laski, a déclaré aujourd'hui à l'United Press :

« Nous ne pouvons laisser des « plaques de peste » en Europe, nous avons l'intention d'user de notre influence pour les faire disparaître. Par-dessus tout, le régime de Franco constitue une « plaque de peste ». La période de non-intervention est terminée ».

Mexico, 1er août. — Le Bulletin du Département d'Etat a publié un article soulignant la nécessité d'éliminer, après cette guerre, les dictatures militaires fascistes. Cet article est interprété comme l'annonce d'un changement d'attitude envers l'Espagne et l'Argentine et qui aurait à la base : 1. La politique extérieure du nouveau gouvernement britannique; 2. La véritable entrée en fonctions de M. Byrnes, nouveau secrétaire au Département d'Etat, lors de son retour à Washington.

Paris, 1er août. — La commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée consultative, réunie sous la présidence de M. Vincent Auriol, a entendu un exposé de M. Albert Bayet sur l'Espagne. A la suite de ce rapport, la commission a adopté à l'unanimité une résolution demandant au gouvernement français « de rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement Franco, et de se mettre en rapport avec le nouveau gouvernement anglais, L'U. R. S. S. et les Etats-Unis, pour prendre toutes mesures destinées à soutenir le gouvernement en formation de la République espagnole ».

Mexico, 2 août. — Une manifestation de masse a eu lieu à La Havane. Les étudiants ont jeté des pierres sur l'ambassade espagnole pour protester contre le passage à La Havane de l'ambassadeur espagnol aux Etats-Unis, en route pour Washington.

Des meetings monstres ont été organisés à La Havane et Montevideo, réclamant que les relations soient rompues avec le dictateur Franco en même temps que pour protester contre la terreur qui se poursuit en Espagne.

La B.B.C., dans son émission en portugais du 5 août, traitait du gouvernement du général Franco et de l'opinion américaine. Elle annonçait que le sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis, parlant la veille au micro, avait rappelé la forte opposition de l'opinion pu-

# L'Espagne franquiste vue du dehors et du dedans

blique nord-américaine au général Franco et souligné l'aide fournie par l'Espagne franquiste à Hitler et à Mussolini.

Au cours de la même émission américaine, un autre sous-secrétaire d'Etat a déclaré que l'attaque nazi-fasciste contre la République espagnole constitua un des anneaux — et non des moindres — de la chaîne d'événements qui a conduit à la deuxième guerre mondiale.

## Vers l'unité républicaine

Mexico, 19 juillet. — M. Juan Negrin, dernier Président du Conseil de la République espagnole, a demandé la formation d'un gouvernement de coalition républicaine, en vue de franchir l'impasse diplomatique actuelle dont le but est de maintenir le régime de Franco.

Il a conseillé aux chefs républicains de se mettre d'accord sur les quatre points suivants :

1. La coordination des efforts intérieurs et extérieurs en Espagne, en vue de hâter la libération du peuple espagnol et le rétablissement de la République;

2. Une amnistie qui ouvrirait la voie à une politique de réconciliation nationale;

3. Les élections d'un nouveau Parlement aussitôt que possible après la libération;

4. La continuation d'une politique de solidarité avec les Nations Unies, dont la République estime faire normalement partie.

M. Negrin a proposé comme première mesure de convoquer en exil les Cortès, qui, conformément à la procédure constitutionnelle, nommeraient un président de la Chambre des Députés, le président de la Chambre, M. Martínez Barrios, devenant automatiquement président provisoire de la République. Finalement, M. Negrin a suggéré qu'il pourrait donner sa démission de premier ministre et que le président provisoire nommerait son successeur.

Londres, 20 juillet. — Les milieux républicains espagnols de Londres ont réagi unanimement à l'occasion du discours de Franco. Le plus grand service que puisse rendre à l'Espagne le général Franco est de partir sans conditions, affirmèrent-ils.

M. Lizaso, délégué du Gouvernement basque à Londres a exprimé l'étonnement des républicains devant l'attitude de Franco qui, après avoir soumis pendant neuf ans l'Espagne à une dictature implacable, s'arroge maintenant le droit de faire don au pays d'une monarchie traditionnelle perpétuant l'esprit de la Phalange. « Seul un gouvernement espagnol émanant de la volonté librement exprimée des différents peuples de l'Espagne sera en mesure d'assurer à ce malheureux pays la paix à l'intérieur et un siège au conseil des nations qui ont signé la charte de San Francisco ».

Mexico, 24 juillet. — M. Negrin a présidé en date du 19 juillet une réunion qui s'est tenue à Mexico et à laquelle assistaient entre autres collaborateurs M. Alvarez del Vayo.

M. Negrin a refusé tout contact avec la Presse. On sait toutefois que M. Negrin et ses partisans ont ouvert un bureau et qu'ils se proposent de faire paraître un Bulletin officiel.

Au cours de cette réunion, ils ont étudié

les moyens d'entrer en rapports avec tous les partis républicains en exil. D'autre part, on annonce que les républicains ont adressé un télégramme à Potsdam, priant les « Trois Grands » de se souvenir de l'Espagne qui combattit et combat le régime de Franco.

Radio-Varsovie, dans son émission du 24 juillet, annonçait la prochaine arrivée en France de M. Largo Caballero, ancien Président du Conseil de la République. M. Largo Caballero, un des leaders socialistes les plus en vue, se trouve actuellement près de Moscou, après avoir été libéré des camps de concentration allemands par les armées soviétiques.

Mexico, 25 juillet. — Des entretiens se sont succédés ces derniers jours entre les personnalités représentant l'émigration républicaine espagnole. Ces entretiens auraient pour objet de mettre d'accord ces personnalités sur les démarches à entreprendre auprès des différents partis politiques. On assure que la fraction Prieto évolue vers l'unité et accepterait un compromis avec la fraction Negrin.

M. Alvaro d'Albornoz, qui n'a pas encore répondu aux offres d'entente, aurait promis d'envoyer une réponse.

Finalement, M. Diego Martínez Barrios, devenu Président de la République espagnole depuis la mort de M. Azana, est fermement partisan de l'unité et a accepté la collaboration de tous les partis, même les communistes, dans la constitution du gouvernement légitime qu'on doit former dans l'exil.

Mexico, 25 juillet. — Un avion de l'armée mexicaine a emporté MM. Juan Negrin et Alvarez del Vayo vers Uruapan, où ils doivent avoir une entrevue avec le secrétaire à la Défense nationale du gouvernement mexicain, le général Lázaro Cárdenas.

Mexico, 4 août. — M. Juan Negrin a prononcé un discours à Mexico le 2 août, véritable appel aux organisations espagnoles réfugiées aux Mexique dans l'espoir de les amener à s'unir. M. Alvarez del Vayo, qui assistait à la réunion a déclaré à la Presse: Les trois semaines qui suivront le discours de M. Negrin seront parmi les plus délicates et les plus importantes pour l'Espagne.

Mexico, 5 août. — Les consultations du docteur Negrin se sont poursuivies. Il a reçu au dernier moment l'ancien Ministre des Affaires étrangères, M. José Giral, ainsi que M. Manuel Marquez, président de la « Union Nacional Española » au Mexique.

Il est à remarquer, et dans notre dernier numéro nous en tenions compte, que la « Union Nacional Española » en France s'est dissoute au début du mois de juillet.

Mexico, 5 août. — M. Juan Negrin, qui fut premier ministre d'Espagne, a fait une déclaration dans laquelle il nie avoir prétendu qu'il n'y avait qu'un gouvernement dont il serait le Président qui pourrait apporter une solution au problème de l'unité républicaine. Il a déclaré ensuite : « Il est faux que je prétende conserver le poste de Chef du Gouvernement républicain. Je suis venu au Mexique chercher la coopération des partis pour désigner quelqu'un à la présidence. Quand le Président provisoire sera nommé, le gouvernement donnera sa démission automatiquement. Seul, le Président de la République aura le pouvoir de former un nou-

veau gouvernement. Dans l'intérêt de l'Espagne, je souhaite qu'une solution rapide intervienne. Avec de la bonne volonté, il est possible de la trouver en quelques jours ».

Aujourd'hui, le docteur Negrin doit avoir des entrevues avec MM. Gordon Ordax et Alejandro Otero, respectivement chefs de l'Union républicaine et du Groupe de la majorité socialiste. D'autres représentants des partis républicains doivent échanger des vues avec M. Negrin.

## Pau Casals à Londres

La capitale anglaise a fait un chaleureux accueil au grand violoncelliste catalan Pau Casals à l'occasion de son concert donné à l'Albert Hall de Londres devant 10.000 personnes. Le journal « The Times » avouait au lendemain de son arrivée « qu'aucun artiste de catégorie internationale n'avait été si bien reçu à son retour à Londres comme l'a été M. Pau Casals ».

Le peuple catalan, éparpillé par le monde à cause de son attachement aux idéaux démocratiques s'enorgueillit de compter parmi ses fils, l'artiste que la revue anglaise « Radio Times », a présenté comme « le premier violoncelliste du monde en même temps qu'un ennemi de toutes les dictatures ».

## La question catalane

(Suite de la page 3)

Le gouvernement de la Généralité avait vu son action très restreinte par le peu de facultés que le statut lui conférait. Cependant, lorsque le soulèvement franquiste se produisit, ce gouvernement réussit à maîtriser la révolte sur son territoire et repoussa l'ennemi hors de ses frontières. L'aide étrangère devait mettre en 1939 la Catalogne, avec le reste de la Péninsule, sous la botte de Franco, qui fit disparaître aussitôt tous les vestiges de l'existence de la nation catalane.

La Catalogne, qui se trouve aujourd'hui aux approches d'un inévitable retour à la vie nationale, tourne ses yeux vers la nouvelle conception confédérale, seul principe pouvant régler la vie et les relations des différentes nationalités enfermées par la nature dans un même cadre géographique. Elle est prête, comme elle le fut toujours, à assurer ses responsabilités envers les peuples voisins, mais elle est aussi toujours disposée à faire valoir les droits de peuple libre qu'une histoire et une langue millénaires lui ont toujours assurés.

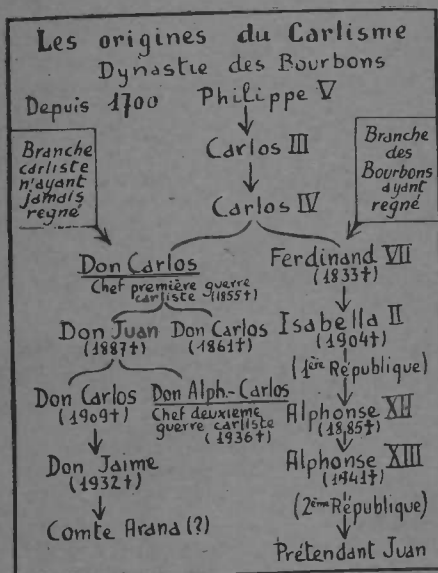


# UNE CURIOSITÉ EUROPÉENNE

## Les carlistes

Le lecteur français qui entend parler depuis plusieurs jours de la deuxième branche dynastique espagnole, à laquelle Franco aurait l'intention de se tourner pourvu qu'elle le conserve au pouvoir, est en droit de se demander d'où provient cette branche et aussi quels sont ses partisans.

Les carlistes, nommés aussi requêtes, dont le distinctif est un béret rouge ont refusé de reconnaître les rois et les reines espagnols régnants pendant plus d'un siècle. A leur avis les authentiques rois de l'Espagne étaient les descendants de Don Carlos, le frère de Ferdinand VII. Le conflit débuta en 1833 lorsque Ferdinand VII mourut, une partie de la population croyant que la fille du roi devait porter la couronne; les autres lui refusant ce droit pour l'attribuer au frère du roi. De là, la première guerre carliste qui se termina par la victoire des « isabellins » (du nom d'Isabella II, fille de Ferdinand VII). Le conflit prit aussi d'autres caractères, les « isabellins » étant de tendances libérales tandis que les carlistes étaient conservateurs avec leur devise qu'ils conservent toujours : Dieu, Patrie et Roi.



La deuxième guerre carliste eut lieu de 1868 à 1872 sous la direction de Don Alfonso Carlos et ce fut encore un échec pour eux. Quoique depuis, leur force politique soit allée en décroissant, les carlistes ont continué malgré tout à exister grâce à un inébranlable fanatisme qu'ils se légèrent de père en fils. Cependant ils ne représentent pas une force politique cohérente à l'extérieur de la province de Navarre. Ils sont partisans d'un catholicisme sévère et leur programme opposé toujours à toute forme de libéralisme est le plus conservateur qui soit.

Depuis 1932, leur dernier prétendant Don Jaime est mort. Toutefois jusqu'en 1936 vécut son oncle Don Alfonso Carlos qui, à Vienne fut écrasé par une auto à l'âge de 87 ans. Depuis, ce parti dynastique n'avait plus de sens ce qui n'empêcha pas les carlistes d'intervenir dans le soulèvement militaire franquiste, où leur fanatisme contre toute idée progressive fut hautement apprécié.

En Navarre, fief du carlisme 80% des électeurs qui votèrent à gauche aux élections dernières de 1936, furent abattus par les

# L'Université française rend hommage à la science catalane

## POMPEU FABRA est nommé Docteur «honoris causa» de l'Université de Toulouse



Récemment, le Cloître de l'Université de Toulouse avait pris l'accord de nommer Docteurs «honoris causa» deux savants catalans: le grand grammairien et philologue Pompeu Fabra, à qui est dû la codification de la langue catalane moderne, et Josep Puig i Cadafalch, architecte et archéologue de grand mérite, dont les travaux sur l'art roman font autorité dans tous les pays. Ce dernier n'ayant pas pu venir à temps de Barcelone, où il se trouve, il lui a été impossible d'assister à la cérémonie d'investiture des nouveaux Docteurs.

Mais Pompeu Fabra, qui malgré ses 77 ans, a suivi à l'exil le même sort que ses élèves, qui sont tous les Catalans, et qui a continué, éloigné de sa patrie, à la servir avec le même dévouement et la même intelligence, put être présent à l'acte organisé pour lui conférer sa nouvelle dignité académique. La fête eut lieu le 5 Juillet, dans le grand amphithéâtre de l'Université de Toulouse, qui était plein de personnalités du monde politique et intellectuel français et d'une forte représentation des Catalans qui se trouvent dans le Midi.

Au moment de monter sur l'estrade le nouveau Docteur, qui était accompagné du Recteur de l'Université et de tout le Cloître, un orchestre exécuta les notes vibrantes de «La Marseillaise». Ensuite, le professeur M. Josep-Sébastien Pons lut une étude très approfondie de l'œuvre et la personnalité de Pompeu Fabra, soulignant que grâce à l'effort de celui-ci, la langue catalane avait atteint un degré de perfection et de clarté qui la rendent digne d'entrer dans le cadre des langues mondiales.

Le Recteur de l'Université, M. Dottin, prit la parole et exposa avec des mots brillants et emus les liens qui unissent séculairement Toulouse et la Catalogne, et condamna énergiquement les gouvernements insensés qui peuvent croire qu'une langue vivante comme est le Catalan puisse être détruite du fait de l'interdiction de son usage dans l'enclos de la patrie. Il fit des vœux pour l'avenir des relations amicales entre les Universités de Toulouse et de Barcelone et pour l'établissement d'échanges permanents entre l'«Institut des Etudes Catalanes» et l'«Institut des Etudes Languedociennes».

Après son discours, le Recteur de l'Un-

versité revêtit Pompeu Fabra des insignes de Docteur «honoris causa». Ce fut un moment de grande émotion, souligné par les applaudissements des assistants et par les notes de l'hymne national catalan, «Els Segadors», joué par l'orchestre.

En des mots émus, M. Pompeu Fabra remercia l'honneur qui lui a été fait et affirma qu'il était content des efforts de toute sa vie si ceux-ci avaient pu contribuer à donner à la langue nationale de la Catalogne la catégorie à laquelle elle avait droit dans le monde civilisé.

Après cette fête universitaire, la Municipalité toulousaine voulut prendre aussi sa part dans l'hommage rendu au grand Catalan et organisa un «Vin d'Honneur» qui eut lieu dans la Salle des Illustres du Capitole. M. Badiou, maire de Toulouse, salua l'hôte de la ville et lui exprima tout le désir qu'ont les Toulousains de le savoir bientôt rétabli dans sa chaire de l'Université de Barcelone. Il flétrit avec énergie les despotes qui écrasent aujourd'hui la Catalogne et proclama la nécessité pour tous les peuples libres d'unir tous leurs efforts pour chasser les derniers tenants du fascisme européen de leur bastion, l'Espagne, et de contribuer à instaurer à nouveau la République. Après M. Badiou, M. Jean Cassou, l'illustre écrivain, grand ami des Catalans, tint à s'associer à l'hommage rendu à M. Fabra.

La série d'actes en honneur de l'illustre grammairien et patriote catalan prit fin avec un dîner, auquel assistèrent toutes les autorités toulousaines.

Tous les Catalans qui se trouvent en exil ont accueilli avec satisfaction et gratitude ces hommages rendus à la personne de celui qu'ils considèrent comme leur plus grand intellectuel et une des plus pures valeurs de leur peuple. Nous avons vu dans les honneurs rendues à Toulouse à celui que tous les Catalans appellent affectueusement Maître Fabra, non seulement la récompense que la science accorde à un de ses plus fidèles serviteurs, mais aussi un hommage des autorités de Toulouse à la Catalogne poursuivie et tyrannisée par la dictature franquiste, et qui voit dans les activités infatigables du législateur de sa langue nationale la promesse d'une prochaine restitution de tous ses droits nationaux.

groupes carlistes. Bien qu'à plusieurs reprises les carlistes aient spéculé sur l'opinion étrangère avec des prétendues dissensions avec la Phalange, il n'en demeure pas moins vrai que l'union des forces politiques franquistes se fit entre la Phalange et le Carlisme. De là vient le nom que prit le Parti unique autorisé par Franco : Phalange Espagnole Traditionaliste.

Leur dernier signe de vie, si nous en croyons une nouvelle parvenue de Madrid, serait la découverte d'un fils naturel de Don Jaime, qui était également fils naturel du prétendant Don Carlos, mort sans descendance légitime. Ce dernier rejeton serait le Comte Arana, auquel comme nous l'avons dit, Franco envisagerait de donner la couronne, vu le refus des deux fils d'Alphonse XIII, à lui servir de paravent.

## Franco et Tanger

Le 6 novembre 1940, le ministre des Affaires étrangères, M. Serrano Suñer, proclamait officiellement l'annexion de Tanger :

« Les troupes espagnoles ont occupé aujourd'hui la zone internationale de Tanger, afin d'y maintenir un ordre authentique. Je suis convaincu que, dans le plus bref délai, nous pourrions atteindre ce qui demeure notre objectif dans cette place, c'est-à-dire la pleine incorporation de Tanger à la géographie d'Espagne ».

# Du discours de Franco à l'unité républicaine

Le lecteur pourra lire dans nos pages sacrées aux nouvelles que le dictateur Franco, a remanié son Cabinet avec d'autres notaires phalangistes. Il le fit à un moment où l'air international devenait irrespirable pour lui, pressé qu'il était par les repercussions de la victoire travailliste en Angleterre et aussi pour que ces prétendues réformes servissent d'appât pour les confrenciers de Postdam. A cet effet et pour bien préparer le terrain le général Franco prononça le 17 Juillet un discours devant le Conseil National de la Phalange.

Plusieurs passages méritent notre attention :

«Le sentiments pacifiques du régime espagnol surgissent à partir du jour même de notre victoire, par le traité d'amitié et de non-agression avec le peuple portugais.»

Voilà le côté actif de l'Espagne national-syndicaliste pour la paix ! Mais, Franco oublie Guernika, et Granollers. Il oublie Tanger, ses offres à Hitler et à Mussolini, conditionnées par l'annexion du Maroc Français. Il oublie sa trop fameuse Division Bleue. Et il oublie surtout la guerre que lui et ses acolytes ont mené contre le régime républicain auquel ils avaient juré fidélité. Son discours qui commence par la phrase : «Chaque jour nous éloignons davantage de ce 18 juillet, journée glorieuse de notre soulèvement», aidera à ceux qui pourraient hésiter à reconnaître que Franco était bel et bien un rebelle.

Plus loin il émet des doutes en ce qui concerne l'œuvre des Nations-Unies lorsqu'il dit :

Si l'Espagne a donné des preuves de ses désirs pacifiques et de digne collaboration avec les autres peuples, elle n'a eu comme réponse que des réserves évasives. Ce que l'on tâche de mettre sur pied à l'heure actuelle, devra sûrement, à l'avenir, être profondément révisé.»

On rougit lorsque l'on lit : «Devant une si grave situation, dans laquelle se débattent presque tous les peuples d'Europe, se détache la sagesse du régime espagnol avec son œuvre de paix, d'ordre, de justice sociale et de progrès, et qui a été si calomnié et si mal compris en dehors de nos frontières.

Plus loin il veut convaincre l'étranger que l'Espagne a des valeurs spirituelles, historiques et traditionnelles qui caractérisent les gouvernements nationaux et les rendent incompatibles avec les formules et les principaux systèmes étrangers. C'est-à-dire que la Démocratie, ne convient pas aux habitants de la péninsule. Il nous apprend ensuite que les élections en Espagne doivent être honnêtes et réalisées à travers les organisations syndicales, actuellement en service. Ainsi l'on évitera la passion politique, et les municipalités pourront remplir leur vraie mission. Point de vue qui ressemble étrangement à celui émis par des généraux qui préconisent des élections se basant sur la fortune et sur le degré d'instruction.

Finalement le « Caudillo » ouvre la porte à la restauration monarchique par ces mots :

Une des plus grandes préoccupations dont mon esprit a été envahi pendant ces dernières années fut celle d'assurer la succession et l'arrivée dans notre système constitutionnel à pouvoir déterminer la forme et les condi-

tions de cette succession. Parmi les systèmes de gouvernement un seul se présente à nous comme viable. Je ne méconnais pas l'inquiétude que cette mesure si nécessaire pourra causer sur divers secteurs, par leur ignorance de ce que vraiment renferme la constitution traditionnelle de la monarchie espagnole. Il ne s'agit pas de changer le commandement de la bataille ou de faire des substitutions que l'intérêt de la patrie ne conseille pas, mais au contraire, de consolider le régime et d'assurer la succession devant les vicissitudes de la vie.

Voilà ce que Franco et son gouvernement militaire recherchent. Consolider le régime actuel au moyen d'un escamotage. Don Juan s'étant refusé on envisage successivement le fils de Don Jaime, et ensuite le prince Xavier de Bourbon-Parme comme possibles paravents pour un arrangement qui garantisse la survivance du régime national-syndicaliste en même temps que les profondes et injustes différences sociales dont l'Espagne demeure le champion.

Mais les « Trois Grands » ne paraissent pas être dupes d'un pareil jeu. Leur déclaration du 2 Août met fin aux espoirs que le dictateur espagnol avait mis dans les faiblesses des démocraties :

**LES TROIS GOUVERNEMENTS SIGNATAIRES N'APPUIERONT PAS LA CANDIDATURE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL QUI NE POSSEDE PAS, ETANT DONNE SES ORIGINES, SA NATURE ET SON ASSOCIATION ETROITE AVEC LES PAYS AGRESSEURS, LES QUALIFICATIONS NECESSAIRES POUR FAIRE PARTIE DE L'ORGANISME DES NATIONS UNIES.**

Le dictateur Franco n'ayant pas trouvé d'appui dans les milieux monarchistes qui n'osent pas hériter la lourde succession de crimes du régime franquiste, semble résolu, avant de quitter le pouvoir, à jouer sa dernière carte. Ainsi le communiqué officiel suivant a été donné à la presse et à la Radio, aux termes duquel l'Etat national-syndicaliste repousse comme arbitraires les expressions concernant l'Espagne.

A la suite de l'allusion à l'Espagne contenue dans le communiqué publié à la conférence de Postdam, l'Etat espagnol repousse comme arbitraires et injustes les expressions concernant l'Espagne et voit dans ce fait le résultat de la fâcheuse atmosphère créée par la campagne diffamatoire des réfugiés rouges à l'étranger et de leurs associés.

L'Espagne continuant à montrer sa bonne volonté, s'est abstenue de formuler des réserves au sujet des accords de la conférence de San-Francisco qui en tout état de cause, ont été réalisés en l'absence pratiquement de tous les pays européens.

Toutefois, en se voyant si injustement traité, l'Espagne se voit dans l'obligation de déclarer qu'elle ne demande pas à être admise aux conférences internationales et qu'elle n'acceptera rien qui soit incompatible avec sa tradition et les services qu'elle a rendus à la paix et à la culture humaine.

Des raisons semblables l'ont déjà amenée, alors qu'elle était encore une monar-

chie, à se retirer de la Société des Nations. L'Espagne proclame de nouveau qu'elle est animée d'un esprit pacifique à l'égard de tous les peuples; elle a confiance que, lorsque les passions exacerbées par la guerre et par la propagande se seront calmées, le jugement dont elle est actuellement l'objet sera révisé.

L'Espagne continuera à collaborer à l'avènement de la paix, à laquelle elle a contribué de façon signalée en restant neutre, libre et indépendante, pendant les deux plus terribles guerres qu'elle ait connues l'histoire.

Toutes les apparences semblent donc confirmer que le général Franco est décidé à aller jusqu'au bout sachant qu'avec la machine policière et militaire dont il dispose, il est facile de brider une population affamée et terrorisée. Aucun trouble sérieux peut survenir dans ces conditions qui rende obligatoire une intervention extérieure. Cette mise à l'écart de l'Espagne franquiste, n'étant pas accompagnée de sanctions économiques ou diplomatiques, (Quatre conférences commerciales avec des différents pays ont lieu ce mois-ci) Franco conserve toujours l'espoir de voir arriver une détente qui lui permette de survivre.

De leur côté, les chefs républicains qui se trouvent au Mexique sont arrivés à des résultats concrets selon les nouvelles de dernière heure : Selon un télégramme de M. del Vayo, ex-ministre des Affaires Etrangères espagnol à M. Azcarate, ex-Ambassadeur espagnol à Londres l'union de tous les partis républicains s'est réalisée. Au cours de leur dernière réunion, les Républicains de tous les Partis ont décidé unanimement que les Cortès se rencontreront à Mexico la semaine prochaine.

D'autres nouvelles concernant le Docteur Négrin confirmaient la nouvelle sous un autre angle :

Ainsi, a ajouté le Dr Négrin j'aurai atteint mon but qui était de créer un mécanisme me permettant de démissionner et donnant au Président de la République la possibilité de commencer ses consultations en vue de la formation d'un nouveau gouvernement.

Finalement un télégramme du Mexique annonçait, sans toutefois ajouter d'autres détails :

M. Diégo Martínez Banios, président des Cortès républicains espagnols, a été nommé président provisoire de la République espagnole.

Ces dépêches confirment une nouvelle bataille gagnée par les représentants du peuple Espagnol. Espérons que de son action concertée avec les peuples Catalan, Basque et Galicien, naîtront des institutions légales et responsables pouvant assumer la reconquête de la République.

Alors seulement nous serons en mesure de réclamer aux Démocraties d'agir et de ne pas laisser sacrifier chez les uns, les principes mêmes pour lesquels ils se sont battus chez les autres.

SOLIDARITE CATALANE

11, Avenue Marceau, 11  
PARIS - XVI

4, rue Saulnier - PARIS

